

Universal Postal Union

Treaty of Washington, June 15, 1897

Extracted from:

**Statutes at Large of the United States,
Volume 30, pages 1629 - 1738.**

Original from Google Books

Published in both English and French

**This digital version is provided to the postal history
community at no charge by Stamp Smarter.**

It may be freely distributed.



https://stampsmarter.org/learning/Home_UPU.html

T H E
STATUTES AT LARGE

OF THE

UNITED STATES OF AMERICA,

FROM

MARCH, 1897, TO MARCH, 1899,

AND

RECENT TREATIES, CONVENTIONS, EXECUTIVE PROCLAMATIONS,

AND

THE CONCURRENT RESOLUTIONS OF THE TWO HOUSES OF CONGRESS.

**EDITED, PRINTED, AND PUBLISHED BY AUTHORITY OF
CONGRESS, UNDER THE DIRECTION OF
THE SECRETARY OF STATE.**

VOL. XXX.

Pages

1003 to 2026

**WASHINGTON:
GOVERNMENT PRINTING OFFICE.
1899.**

UNIVERSAL POSTAL UNION.

UNIVERSAL POSTAL CONVENTION.

June 15, 1897.

Convention Postale Universelle conclue entre l'Allemagne et les Protectorats Allemands, la République Majeure de l'Amérique Centrale, les États-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, l'Empire de Chine, la République de Colombie, l'État Indépendant du Congo, le Royaume de Corée, la République de Costa-Rica, le Danemark et les Colonies Danoises, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France, les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et diverses Colonies Britanniques l'Inde Britannique, les Colonies Britanniques d'Australasie, le Canada, les Colonies Britanniques, de l'Afrique du Sud, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République d'Hawaï, l'Italie, le Japon, la République de Libéria, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, l'État Libre d'Orange, le Paraguay, les Pays-Bas, les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal, et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, la Serbie, le Royaume de Siam, la République Sud-Africaine, le Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Venezuela.

Universal Postal Convention concluded between Germany and the German Protectorates, The Greater Republic of Central America, the United States of America, the Argentine Republic, Austria Hungary, Belgium, Bolivia, Bosnia-Herzegovina, Brazil, Bulgaria, Chile, The Empire of China, the Republic of Colombia, the Independent State of Congo, the Kingdom of Korea, the Republic of Costa Rica, Denmark and the Danish Colonies, the Dominican Republic, Egypt, Ecuador, Spain and the Spanish Colonies, France, the French Colonies, Great Britain and various British Colonies, British India, the British Colonies of Australasia, Canada, the British Colonies of South Africa, Greece, Guatemala, the Republic of Haiti, the Republic of Hawaii, Italy, Japan, the Republic of Liberia, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Norway, the Orange Free State, Paraguay, the Netherlands, the Netherlands Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Servia, the Kingdom of Siam, the South African Republic, Sweden, Switzerland, the Regency of Tunis, Turkey, Uruguay, and the United States of Venezuela.

Powers contracting.

(Translation made at Post-Office Department, Washington.)

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Washington, en vertu de l'article 25 de la Convention postale universelle conclue à Vienne le 4 Juillet 1891, ont d'un

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, being assembled in Congress at Washington, by virtue of Article 25 of the Universal Postal Convention concluded at Vienna on the 4th of

Preamble.

Vol. 25, p. 1082.

commun accord et sous réserve de ratification, révisé ladite Convention conformément aux dispositions suivantes :

July 1891, have by common consent, and subject to ratification-revised said Convention, in conformity with the following stipulations :

Art. 1.

ARTICLE PREMIER.

ARTICLE FIRST.

Universal Postal Union formed.

Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement, forment, sous la dénomination d'*Union postale universelle*, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

The countries between which the present Convention is concluded, as well as those which may adhere to it hereafter, form, under the title of *Universal Postal Union*, a single postal territory for the reciprocal exchange of articles of correspondence between their post-offices.

Art. 2.

ARTICLE 2.

ARTICLE 2.

Scope of stipulations.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales simples et avec réponse payée, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des parties contractantes, au moins.

The stipulations of this Convention extend to letters, to single post cards and post-cards with paid reply, prints of every kind, commercial papers and samples of merchandise originating in one of the countries of the Union, and intended for another of those countries. They also apply to the exchange by mail of the articles above mentioned between the countries of the Union and the countries foreign to the Union, whenever the services of two of the contracting parties at least are used for that exchange.

Art. 3.

ARTICLE 3.

ARTICLE 3.

Special agreements by contiguous countries.

1.—Les Administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux sans emprunter l'intermédiaire des services d'une tierce Administration, déterminent, d'un commun accord, les conditions du transport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

1.—The Postal Administrations of neighboring countries, or countries able to correspond directly with each other without using the intermediary of the services of a third Administration, determine, by mutual agreement, the conditions of the conveyance of mails which they exchange across the frontier, or from one frontier to the other.

Maritime conveyance.

2.—A moins d'arrangement contraire, on considère comme services tiers les transports maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen de paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont régis par les dispositions de l'article suivant.

2.—Unless there be a contrary arrangement, the direct maritime conveyance performed between two countries by means of packets or vessels depending upon one of them, shall be considered as a third service, and this conveyance, as well as that performed between two offices of the same country by the intermediary of maritime or territorial services depending upon another country, is regulated by the stipulations of the following Article.

ARTICLE 4.

1.—La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

2.—En conséquence, les diverses Administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

3.—Les correspondances échangées, soit à découvert, soit en dépêches closes, entre deux Administrations de l'Union au moyen des services d'une ou de plusieurs autres Administrations de l'Union, sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit suivants, savoir :

1° pour les parcours territoriaux, à 2 francs par kilogramme de lettres et cartes postales, et à 25 centimes par kilogramme d'autres objets;

2° pour les parcours maritimes :
 a. aux prix du transit territorial, si le trajet n'excède pas 300 milles marins. Toutefois, le transport maritime sur un trajet n'excédant pas 300 milles marins est gratuit si l'Administration intéressée reçoit déjà, du chef des dépêches ou correspondances transportées, la rémunération afférente au transit territorial;

b. à 5 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et à 50 centimes par kilogramme d'autres objets, pour les échanges effectués sur un parcours excédant 300 milles marins, entre pays d'Europe, entre l'Europe et les ports d'Afrique et d'Asie sur la Méditerranée et la mer Noire ou de l'un à l'autre de ces ports, et entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Les mêmes prix sont applicables aux transports assurés dans tout le ressort de l'Union entre deux ports d'un même État ainsi qu'entre les ports de deux États desservis par la même ligne de paquebots lorsque le trajet maritime n'excède pas 1500 milles marins;

c. à 15 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et à

ARTICLE 4.

1.—The right of transit is guaranteed throughout the entire territory of the Union.

2.—Consequently, the several Postal Administrations of the Union may send reciprocally, through the intermediary of one or of several of them, as well closed mails as correspondence in open-mail according to the needs of the traffic, and the convenience of the postal service.

3.—The correspondence exchanged, whether in open-mail or in closed mails between two Administrations of the Union, by means of the services of one or several other Administrations of the Union, is subject to the following transit charges, to be paid to each of the countries traversed, or whose services participate in the conveyance, viz :

1st. For territorial conveyance, 2 francs per kilogram of letters and post cards, and 25 centimes per kilogram of other articles;

2nd. For maritime conveyance :
 a. the territorial transit rates, if the distance traversed does not exceed 300 nautical miles. Nevertheless, the maritime conveyance on a route not exceeding 300 nautical miles is gratuitous if the Administration interested receives already, on account of mails or correspondence conveyed, the remuneration applicable to territorial transit;

b. 5 francs per kilogram of letters and post cards and 50 centimes per kilogram of other articles, for exchanges effected on a route exceeding 300 nautical miles, between countries of Europe, between Europe and the ports of Africa and Asia on the Mediterranean and the Black Sea or between any of these ports, and between Europe and North America. The same rates are applicable to conveyances secured within the entire jurisdiction of the Union between two ports of one and the same State, as well as between the ports of two States served by the same line of steamers when the maritime conveyance does not exceed 1500 nautical miles;

c. 15 francs per kilogram of letters and post cards and 1 franc

Art. 4.

Transit guaranteed.

Transit charges.

—land

—sea.

1 franc par kilogramme d'autres objets, pour tous les transports ne rentrant pas dans les catégories énoncées aux alinéas a et b ci-dessus. En cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs Administrations, les frais du parcours total ne peuvent pas dépasser 15 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; ces frais sont, le cas échéant, répartis entre les Administrations participant au transport, au prorata des distances parcourues, sans préjudice des arrangements différents qui peuvent intervenir entre les parties intéressées.

Rates not applicable to conveyance by extraordinary services.

4.—Les prix de transit spécifiés au présent article ne s'appliquent, ni aux transports au moyen de services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union, ni aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une Administration, soit dans l'intérêt, soit sur la demande d'une ou de plusieurs autres Administrations. Les conditions de cette dernière catégorie de transports sont réglées de gré à gré entre les Administrations intéressées.

per kilogram of other articles, for all conveyances not coming under the categories mentioned under "a" and "b" above. In the case of maritime conveyance effected by two or several Administrations, the charges for the entire conveyance can not exceed 15 francs per kilogram of letters and post cards and 1 franc per kilogram of other articles. The charges are, in such cases, divided between the Administrations participating in the service *pro rata* for the distances traversed, without prejudice to other arrangements which may be made between the parties interested.

4.—The transit rates specified in the present Article do not apply either to conveyance by means of services depending upon Administrations foreign to the Union, or to conveyance within the Union by means of extraordinary services specially established or maintained by one Administration, either in the interest, or at the request of one or several other Administrations. The conditions of the last mentioned category of conveyance are regulated by mutual agreement between the Administrations interested.

Free, etc., conveyance.

En outre, partout où le transit, tant territorial que maritime, est actuellement gratuit ou soumis à des conditions plus avantageuses, ce régime est maintenu.

Moreover, wherever the transit, either territorial or maritime, is at present gratuitous or subject to more advantageous conditions, that state of affairs is maintained.

Reduced charges for territorial transit.

5.—Il est toutefois entendu :
1° que les frais de transit territorial seront réduits, savoir :
de 5%, pendant les deux premières années d'application de la présente Convention;
de 10%, pendant les deux années suivantes;
de 15%, au delà de quatre ans;

5.—It is however understood :
1st that the charges for territorial transit shall be reduced, viz :
5%, during the first two years of the application of the present Convention;
10%, during the two following years;
15%, after four years;

—exemption.

2° que les pays dont les recettes et les dépenses en matière de transit territorial ne dépassent pas ensemble la somme de 5000 francs par an et dont les dépenses excèdent les recettes pour ce transit, sont exonérés de tout paiement de ce chef;

2nd that countries whose receipts and expenditure for territorial transit together do not exceed the sum of 5,000 francs per year and whose expenditure exceeds their receipts for that transit, are exempt from any payment on this score;

—maritime transit.

3° que le prix de transit maritime de 15 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales prévu à la lettre c du paragraphe 3 précédent sera réduit, savoir :

3d that the maritime transit rates of 15 francs per kilogram of letters and post cards provided under the letter c of section 3 preceding shall be reduced, as follows, viz :

à 14 francs, pendant les deux

to 14 francs during the first

premières années d'application de la présente Convention;
à 12 francs, pendant les deux années suivantes;
à 10 francs, au delà de quatre ans.

two years of the application of the present Convention;
to 12 francs during the two following years;
to 10 francs after four years.

6.—Les frais de transit sont à la charge de l'Administration du pays d'origine.

6.—The expenses of transit are borne by the Administration of the country of origin.

Expenses of transit.

7.—Le décompte général de ces frais a lieu dans les conditions à déterminer par le Règlement d'exécution prévu par l'article 20 ci-après.

7.—The general settlement of these expenses takes place under the conditions to be determined on in the Regulations of execution referred to in Article 20 hereafter.

General settlement.

8.—Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime la correspondance officielle mentionnée au paragraphe 2 de l'article 11 ci-après; les cartes postales-réponse renvoyées au pays d'origine; les objets réexpédiés ou mal dirigés; les rebuts; les avis de réception; les mandats de poste et tous autres documents relatifs au service postal.

8.—The official correspondence mentioned in Section 2 of Article 11 hereafter, the reply halves of double post-cards returned to the country of origin, articles reforwarded or missent, undeliverable articles, return-receipts, money orders, and all other documents relative to the postal service, are exempt from all transit charges, whether territorial or maritime.

Exemptions.

ARTICLE 5.

ARTICLE 5.

Art. 5.

1.—Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union ou le service de distribution est où sera organisé, sont fixées comme suit:

1.—The rates of postage for the conveyance of postal articles throughout the entire extent of the Union, including their delivery at the residence of the addressees in the countries of the Union where a delivery service is or shall be organized, are fixed as follows:

Rates of postage.

1° pour les lettres, à 25 centimes en cas d'affranchissement, et au double dans le cas contraire, par chaque lettre et par chaque poids de 15 grammes ou fraction de 15 grammes;

1st. For letters, 25 centimes in case of prepayment, and double that amount in the contrary case, for each letter and for every weight of 15 grams or fraction of 15 grams;

—letters.

2° pour les cartes postales en cas d'affranchissement, à 10 centimes pour la carte simple ou pour chacune des deux parties de la carte avec réponse payée, et au double dans le cas contraire.

2nd. For post-cards, in case of prepayment, 10 centimes for a single card, or for each of the two halves of a post-card with paid reply, and double that amount in the contrary case.

—postal cards.

1° pour les imprimés de toute nature, les papiers d'affaires et les échantillons de marchandises, à 5 centimes par chaque objet ou paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié.

3d. For prints of every kind, commercial papers, and samples of merchandise, 5 centimes for each article or packet bearing a particular address, and for every weight of 50 grams or fraction of 50 grams, provided that such article or packet does not contain any letter or manuscript note having the character of actual and personal correspondence, and that it be made up in such a manner as to admit of its being easily examined.

—printed matter.

Minimum on sam-
ples, etc.

La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 25 centimes par envoi, et la taxe des échantillons ne peut être inférieure à 10 centimes par envoi.

The charge on commercial papers cannot be less than 25 centimes per packet, and the charge on samples cannot be less than 10 centimes per packet.

2.—Il peut être perçu, en sus des taxes fixées par le paragraphe précédent :

2.—In addition to the rates fixed by the preceding section, there may be levied :

Surtax on sea trans-
it.

1° pour tout envoi soumis à des frais de transit maritime de 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 1 franc par kilogramme d'autres objets et dans toutes les relations auxquelles ces frais de transit sont applicables, une surtaxe uniforme qui ne peut pas dépasser 25 centimes par port simple pour les lettres, 5 centimes par carte postale et 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes pour les autres objets ;

1st. For every article subject to maritime-transit charges of 15 francs per kilogram of letters or post-cards and 1 franc per kilogram of other articles, and in all the relations to which these transit charges are applicable, a uniform surtax which may not exceed 25 centimes per single rate for letters, 5 centimes per post-card, and 5 centimes per 50 grams or fraction of 50 grams for other articles ;

Matter to non-Union
countries.

2° pour tout objet transporté par des services dépendant d'Administrations étrangères à l'Union ou par des services extraordinaires dans l'Union, donnant lieu à des frais spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

2d. For every article conveyed by services depending on Administrations foreign to the Union, or by extraordinary services in the Union giving rise to special expenses, a surtax in proportion to these expenses.

—postal cards.

Lorsque le tarif d'affranchissement de la carte postale simple comprend l'une ou l'autre des surtaxes autorisées par les deux alinéas précédents, ce même tarif est applicable à chacune des parties de la carte postale avec réponse payée.

When the rate of prepayment of a single post-card comprises one or the other of the surtaxes authorized by the two preceding sections, the same rate is applicable to each of the halves of a post-card with paid reply.

Penalty for insuffi-
cient prepayment.

3.—En cas d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse dépasser celle qui est perçue dans le pays de destination sur les correspondances non affranchies de mêmes nature, poids et origine.

3.—In case of insufficient prepayment, articles of correspondence of every kind are liable to a charge equal to double the amount of the deficiency, to be paid by the addressees, which charge however may not exceed that which is levied in the country of destination on correspondence not prepaid, of the same nature, weight and origin.

Prepayment re-
quired.

4.—Les objets autres que les lettres et les cartes postales doivent être affranchis au moins partiellement.

4.—Articles other than letters and post-cards must be prepaid at least in part.

Samples.

5.—Les paquets d'échantillons de marchandises ne peuvent renfermer aucun objet ayant une valeur marchande; ils ne doivent pas dépasser le poids de 350 grammes, ni présenter des dimensions supérieures à 30 centimètres en longueur, 20 centimètres en largeur et 10 centimètres en épaisseur ou, s'ils ont la forme de rouleau, à 30 centimètres de longueur et 15 centimètres de diamètre.

5.—Packets of samples of merchandise may not contain any article having a salable value; they must not exceed 350 grams in weight, or measure more than 30 centimeters in length, 20 centimeters in breadth and 10 centimeters in depth, or if they are in the form of a roll, 30 centimeters in length and 15 centimeters in diameter.

6.—Les paquets de papiers d'affaires et d'imprimés ne peuvent pas dépasser le poids de 2 kilogrammes, ni présenter, sur aucun de leurs côtés, une dimension supérieure à 45 centimètres. On peut, toutefois, admettre au transport par la poste les paquets en forme de rouleau dont le diamètre ne dépasse pas 10 centimètres et dont la longueur n'excède pas 75 centimètres.

6.—Packets of commercial papers and prints may not exceed 2 kilograms in weight or measure more in any direction than 45 centimeters. Packets in the form of a roll may, however, be admitted to the mails provided they do not exceed 10 centimeters in diameter, and 75 centimeters in length.

Limit of weight.

ARTICLE 6.

ARTICLE 6.

Art. 6.

1.—Les objets désignés dans l'article 5 peuvent être expédiés sous recommandation.

1.—The articles specified in Article 5 may be registered.

Registration.

2.—Tout envoi recommandé est passible, à la charge de l'expéditeur :
1° du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature ;

2.—Every registered article is liable, at the charge of the sender :
1st. To the ordinary prepaid rate of postage upon the article, according to its nature ;

—charges.

2° d'un droit fixe de recommandation de 25 centimes au maximum, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

2nd. To a fixed registration fee of 25 centimes at the maximum, including the issue of a receipt to the sender.

3.—L'expéditeur d'un objet recommandé peut obtenir un avis de réception de cet objet, en payant, au moment du dépôt, un droit fixe de 25 centimes au maximum. Le même droit peut être appliqué aux demandes de renseignements sur le sort d'objets recommandés qui se produisent postérieurement au dépôt, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de réception.

3.—The sender of a registered article may obtain an acknowledgment of the delivery of said article by paying at the moment of mailing a fixed fee of 25 centimes at the maximum. The same fee may be applied to requests for information relative to registered articles made subsequent to mailing, if the sender has not yet paid the special charge for obtaining a return receipt.

ARTICLE 7.

ARTICLE 7.

Art. 7.

1.—Les correspondances recommandées peuvent être expédiées grevées de remboursement dans les relations entre les pays dont les Administrations conviennent d'assurer ce service.

1.—Registered articles marked with trade-charges, to be collected on delivery, may be sent, in the mails exchanged between the countries the Administrations of which agree to assure this service.

Collections.

Les objets contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des envois recommandés.

Articles marked with trade charges are subject to the formalities and rates applicable to registered articles.

—rates, etc.

Le maximum du remboursement est fixé, par envoi, à 1,000 francs ou à l'équivalent de cette somme en la monnaie du pays de destination. Chaque Administration a toutefois la faculté d'abaisser ce maximum à 500 francs, par envoi ou à l'équivalent de cette somme dans son système monétaire.

The maximum trade charge is fixed, per article, at 1,000 francs, or the equivalent of that sum in the money of the country of destination. Each Administration, however, has the liberty to lower this maximum to 500 francs, per article or to the equivalent of that sum in its own currency.

Maximum trade charge.

2.—A moins d'arrangement contraire entre les Administrations des pays intéressés, le montant

2.—Unless there be a contrary arrangement, between the Administrations of the countries inter-

Remittances.

encaissé du destinataire doit être transmis à l'envoyeur au moyen d'un mandat de poste, après déduction de la taxe des mandats ordinaires et d'un droit d'encaissement de 10 centimes.

ested, the amount collected from the addressee must be transmitted to the sender by means of a money order, after deducting the fee for ordinary money orders and a charge of 10 centimes for the service of collection.

Undeliverable money order.

Le montant d'un mandat de remboursement tombé en rebut reste à la disposition de l'Administration du pays d'origine de l'envoi grevé de remboursement.

The amount of an undeliverable money order of this kind remains at the disposal of the Administration of the country of origin of the article marked with trade charges.

Responsibility for lost article.

3.—La perte d'une correspondance recommandée grevée de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions déterminées par l'article 8 ci après pour les envois recommandés non suivis de remboursement. Après la livraison de l'objet, l'Administration du pays de destination est responsable du montant du remboursement et doit, en cas de réclamation, justifier de l'envoi à l'expéditeur de la somme encaissée, sauf prélèvement des taxes et droit prévus au § 2.

3.—For the loss of a registered article marked with trade charges the responsibility of the postal service is fixed under the conditions determined by Article 8 hereafter for registered articles not marked with trade charges. After the article has been delivered, the Administration of the country of destination is responsible for the amount of the trade charge and must, in case of complaint, prove that the sum collected has been transmitted to the sender, after deducting the fee and charge contemplated by Section 2.

Art. 8.

ARTICLE 8.

ARTICLE 8.

Indemnity for lost registered article.

1.—En cas de perte d'un envoi recommandé et sauf le cas de force majeure, l'expéditeur ou, sur sa demande, le destinataire a droit à une indemnité de 50 francs.

1.—In case of the loss of a registered article, and except in case of *force majeure*, the sender, or, at his request, the addressee, is entitled to an indemnity of 50 francs.

Surtax for force majeure risks.

2.—Les pays disposés à se charger des risques pouvant dériver du cas de force majeure sont autorisés à percevoir de ce chef sur l'expéditeur une surtaxe de 25 centimes au maximum pour chaque envoi recommandé.

2.—The countries disposed to undertake risks arising from cases of *force majeure* are authorized to collect from the sender, on this account, a surtax not to exceed 25 centimes for each registered article.

Obligation to pay the indemnity.

3.—L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'Administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette Administration le recours contre l'Administration responsable, c'est-à-dire contre l'Administration sur le territoire ou dans le service de laquelle la perte a eu lieu.

3.—The obligation to pay the indemnity is incumbent on the Administration to which the dispatching office belongs. There is reserved to that Administration a remedy against the responsible Administration, that is to say, against the Administration on the territory or in the service of which the loss occurred.

Force majeure risks, responsibility for losses.

En cas de perte, dans des circonstances de force majeure, sur le territoire ou dans le service d'un pays se chargeant des risques mentionnés au paragraphe précédent, d'un objet recommandé provenant d'un autre pays, le pays où la perte a eu lieu en est responsable devant l'Office expéditeur, si ce dernier se charge, de son côté, des risques en

In case of loss, under circumstances of *force majeure*, on the territory or in the service of a country undertaking the risks mentioned in the preceding section, of a registered article sent from another country, the country where the loss occurred is responsible for it to the dispatching Office, if the latter, on its part, undertakes risks in cases

cas de force majeure à l'égard de ses expéditeurs.

4.—Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration qui, ayant reçu l'objet sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'Administration suivante. Pour les envois adressés poste restante, la responsabilité cesse par la délivrance à une personne qui a justifié, suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, que ses nom et qualité sont conformes aux indications de l'adresse.

5.—Le paiement de l'indemnité par l'Office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. L'Office responsable est tenu de rembourser sans retard, à l'Office expéditeur, le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

L'Office d'origine est autorisé à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Office intermédiaire ou destinataire qui, régulièrement saisi, a laissé une année s'écouler sans donner suite à l'affaire. En outre, dans le cas où un Office dont la responsabilité est dûment établie, a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité, il doit prendre à sa charge, en plus de l'indemnité, les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

6.—Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an, à partir du dépôt à la poste de l'envoi recommandé; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

7.—Si la perte a eu lieu en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales.

8.—Les Administrations cessent d'être responsables des envois recommandés dont les ayants droit ont donné reçu et pris livraison.

of *force majeure* over against its senders.

4.—Until the contrary be proved, the responsibility rests with the Administration which, having received the article without making any remark, cannot prove either the delivery to the addressee, or the regular transmission to the next Administration, as the case may be. As regards articles addressed *poste restante*, the responsibility ceases upon delivery to a person who has proved, according to the regulations in force in the country of destination, that his name and description correspond to those indicated in the address.

5.—The payment of the indemnity by the dispatching Office should be made as soon as possible, and at the latest within the period of one year dating from the day of the reclamation. The responsible Office is bound to refund to the dispatching Office without delay the amount of the indemnity paid by the latter.

The Office of origin is authorized to indemnify the sender on account of the intermediary Office or the Office of destination which, after regular application has been made, has allowed a year to elapse without attending to the matter. Moreover, in case an office whose responsibility has been duly established, has originally declined to pay the indemnity, it must take upon itself, in addition to the indemnity, the accessory charges resulting from the unwarranted delay in payment.

6.—It is understood that the application for an indemnity is entertained only if made within the period of one year from the time when the registered article was mailed; after this period has passed, the claimant has no right to any indemnity.

7.—If the loss has occurred during transportation, and it is impossible to ascertain on the territory or in the service of what country the loss took place, the Administrations concerned bear the loss in equal proportions.

8.—Administrations cease to be responsible for registered articles, for which the owners have given a receipt and have accepted them.

Responsibility for lost registered article.

—articles addressed poste restante.

Payment of indemnity.

Time limit.

Sharing liability.

Responsibility ended by delivery.

Art. 9.

ARTICLE 9.

ARTICLE 9.

Withdrawal of articles from mail or changing address.

1.—L'expéditeur d'un objet de correspondance peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse, tant que cet objet n'a pas été livré au destinataire.

1.—The sender of a letter or other article may cause it to be withdrawn from the mails, or cause the address to be changed, as long as the article has not been delivered to the addressee.

—request.

2.—La demande à formuler à cet effet est transmise par voie postale ou par voie télégraphique aux frais de l'expéditeur, qui doit payer, savoir :

2.—The request to be formulated for this purpose is transmitted by mail or by telegraph, at the expense of the sender, who must pay, as follows :

1° pour toute demande par voie postale, la taxe applicable à une lettre simple recommandée ;

1st for every request by mail the charge applicable to a registered single letter ;

2° pour toute demande par voie télégraphique, la taxe du télégramme d'après le tarif ordinaire.

2nd for every request by telegraph, the charge for the telegram according to the ordinary tariff.

Exception from operation of article.

3.—Les dispositions du présent article ne sont pas obligatoires pour les pays dont la législation ne permet pas à l'expéditeur de disposer d'un envoi en cours de transport.

3.—The provisions of this Article are not obligatory in countries the legislation of which does not allow the sender to dispose of an article in course of transportation.

Art. 10.

ARTICLE 10.

ARTICLE 10.

Equivalent rates in currency of each country.

Ceux des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire fixent leurs taxes à l'équivalent, dans leur monnaie respective, des taux déterminés par les divers articles de la présente Convention. Ces pays ont la faculté d'arrondir les fractions conformément au tableau inséré au Règlement d'exécution mentionné à l'article 20 de la présente Convention.

Those countries of the Union which have not the franc for their monetary unit fix their postage rates at the equivalents, in their respective currencies, of the rates determined by the various Articles of the present Convention. Such countries have the option of rounding off the fractions in conformity with the Table inserted in the Regulations mentioned in Article 20 of the present Convention.

Post, p. 33.

Art. 11.

ARTICLE 11.

ARTICLE 11.

Stamps required.

1.—L'affranchissement de tout envoi quelconque ne peut être opéré qu'au moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers. Toutefois, il n'est pas permis de faire usage, dans le service international, de timbres-poste créés dans un but spécial et particulier au pays d'émission, tels que les timbres-poste dits commémoratifs d'une validité transitoire.

1.—Prepayment of postage on every description of article can be effected only by means of postage-stamps valid in the country of origin for the correspondence of private individuals. It is not, however, permitted to make use, in the international service, of postage-stamps issued for a special and particular purpose, such as postage stamps called commemorative, of a temporary validity.

Stamps issued for a special purpose.

Sont considérés comme dûment affranchis les cartes-réponse portant des timbres-poste du pays d'émission de ces cartes et les journaux ou paquets de journaux non munis de timbres-poste, mais dont la suscription porte la men-

There are considered as duly prepaid reply post cards bearing postage stamps of the country which issued the cards, and the newspapers or packages of newspapers not bearing postage stamps but whose address shows the words

tion "Abonnements-poste" et qui sont expédiés en vertu de l'Arrangement particulier sur les abonnements aux journaux, prévu à l'article 19 de la présente Convention.

2.—Les correspondances officielles relatives au service postal, échangées entre les Administrations postales, entre ces Administrations et le Bureau international et entre les bureaux de poste des pays de l'Union, sont exemptées de l'affranchissement en timbres-poste ordinaires et sont seules admises à la franchise.

3.—Les correspondances déposées en pleine mer à la boîte d'un paquebot ou entre les mains des commandants de navires peuvent être affranchies au moyen des timbres-poste et d'après le tarif du pays auquel appartient ou dont dépend ledit paquebot. Si le dépôt à bord a lieu pendant le stationnement aux deux points extrêmes du parcours ou dans l'une des escales intermédiaires, l'affranchissement n'est valable qu'autant qu'il est effectué au moyen de timbres-poste et d'après le tarif du pays dans les eaux duquel se trouve le paquebot.

"Abonnements-poste" ("postal subscription") and which are dispatched in virtue of the special arrangement for newspaper subscriptions, mentioned in Article 19 of the present Convention.

2.—Official correspondence relative to the postal service, exchanged between Postal Administrations, between these Administrations and the International Bureau, and between post offices of the countries of the Union, is exempt from prepayment by ordinary postage-stamps, and is alone admitted free.

3.—Correspondence mailed on the high seas in the letter-box of a vessel or by being handed to the captains of vessels may be prepaid by means of the postage-stamps and according to the postage rates of the country to which said vessel belongs or on which it is dependent. If the mailing on board takes place during the stay of the vessel at one of the two terminal points of the voyage or at one of the intermediate ports of call, prepayment of postage can be effected only by means of the postage-stamps and according to the postage-rates of the country in waters of which the vessel happens to be.

Official postal matter free.

Stamps for matter mailed on ships.

ARTICLE 12.

1.—Chaque Administration garde en entier les sommes qu'elle perçoit en exécution des articles 5, 6, 7, 10 et 11 précédents, sauf la bonification due pour les mandats prévus au paragraphe 2 de l'article 7.

2.—En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses Administrations de l'Union, sous réserve de la bonification prévue au paragraphe 1 du présent article.

3.—Les lettres et autres envois postaux ne peuvent, dans le pays d'origine, comme dans celui de destination, être frappés, à la charge des expéditeurs ou des destinataires, d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autres que ceux prévus par les articles susmentionnés.

ARTICLE 13.

1.—Les objets de correspondance de toute nature sont, à la demande

ARTICLE 12.

1.—Each Administration keeps the whole of the sums which it collects by virtue of the foregoing Articles 5, 6, 7, 10, and 11, except the payments due for the money orders provided by section 2 of Article 7.

2.—Consequently, there is no necessity under this head for any accounts between the several Administrations of the Union, except as regards the payments mentioned in section 1 of the present Article.

3.—Neither the senders nor the addressees of letters and other postal articles can be called upon to pay, either in the country of origin or in that of destination, any postage or any postal fee other than those contemplated by the Articles above-mentioned.

Art. 12.

Retention of collections.

Accounts.

Limit of charges.

ARTICLE 13.

1.—Articles of correspondence of every kind are, at the request of

Art. 13.

Special delivery.

des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après l'arrivée, dans les pays de l'Union qui consentent à se charger de ce service dans leurs relations réciproques.

the senders, delivered at the residence of the addressees by a special messenger immediately on their arrival, in those countries of the Union which consent to undertake this service in their reciprocal relations.

—charge.

2—Ces envois, qui sont qualifiés „express“, sont soumis à une taxe spéciale de remise à domicile; cette taxe est fixée à 30 centimes et doit être acquittée complètement et à l'avance, par l'expéditeur, en sus du port ordinaire. Elle est acquise à l'Administration du pays d'origine.

2.—These articles, which are endorsed "express", are subject to a special charge for delivery at the residence; this charge is fixed at 30 centimes, and must be paid in full and in advance, by the sender, in addition to the ordinary postage. It belongs to the Administration of the country of origin.

Delivery where no office exists.

3—Lorsque l'objet est destiné à une localité où il n'existe pas de bureau de poste, l'Administration des postes destinataire peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence du prix fixé pour la remise par exprès dans son service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur, ou de son équivalent dans la monnaie du pays qui perçoit ce complément.

3.—When an article is destined for a locality where there is no post-office, the Postal Administration of the country of destination may levy an additional charge, up to the amount of the rate fixed for delivery by special messenger in its domestic service, a deduction being made of the fixed rate paid by the sender, or its equivalent in the money of the country which levies this additional charge.

Ordinary delivery if not prepaid.

4—Les objets exprès non complètement affranchis pour le montant total des taxes payables à l'avance sont distribués par les moyens ordinaires.

4—"Express" articles upon which the entire charges payable in advance have not been fully prepaid, are delivered by the ordinary means.

Art. 14.

ARTICLE 14.

Reforwarding.

1—Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

ARTICLE 14.

1—No additional charge is levied for the reforwarding of postal articles within the interior of the Union.

Undeliverable articles.

2—Les correspondances tombées en rebut ne donnent pas lieu à restitution des droits de transit revenant aux Administrations intermédiaires, pour le transport antérieur des dites correspondances.

2—Undelivered articles do not give rise to a restitution of the transit charges due to intermediary Administrations for the previous conveyance of said articles.

Charges on returned matter.

3—Les lettres et les cartes postales non affranchies et les correspondances de toute nature insuffisamment affranchies, qui font retour au pays d'origine par suite de réexpédition ou de mise en rebut, sont passibles, à la charge des destinataires ou des expéditeurs, des mêmes taxes que les objets similaires directement adressés du pays de la première destination au pays d'origine.

3—Unpaid letters and post-cards, and insufficiently prepaid articles of every kind, which are returned to the country of origin, owing to their being reforwarded or because they have become undeliverable, are liable, at the expense of the addressees or senders, to the same rates as similar articles addressed directly from the country of the first destination to the country of origin.

Art. 15.

ARTICLE 15.

Exchange of closed mails with ships of war.

1—Des dépêches closes peuvent être échangées entre les bureaux de poste de l'un des pays contrac-

ARTICLE 15.

1—Closed mails may be exchanged between the post offices of any one of the contracting coun-

tants et les commandants de divisions navales ou bâtiments de guerre de ce même pays en station à l'étranger, par l'intermédiaire des services territoriaux ou maritimes dépendant d'autres pays.

2—Les correspondances de toute nature comprises dans ces dépêches doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des états-majors et des équipages des bâtiments destinataires ou expéditeurs des dépêches; les tarifs et conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après ses règlements intérieurs, par l'Administration des postes du pays auquel appartiennent les bâtiments.

3—Sauf arrangement contraire entre les Offices intéressés, l'Office postal expéditeur ou destinataire des dépêches dont il s'agit est redevable, envers les Offices intermédiaires, de frais de transit calculés conformément aux dispositions de l'article 4.

ARTICLE 16.

1—Il n'est pas donné cours aux papiers d'affaires, échantillons et imprimés qui ne remplissent pas les conditions requises, pour ces catégories d'envois, par l'article 6 de la présente Convention et par le Règlement d'exécution prévu à l'article 20.

2—Le cas échéant, ces objets sont renvoyés au timbre d'origine et remis, s'il est possible, à l'expéditeur.

3—Il est interdit:

1° d'expédier par la poste:

a) des échantillons et autres objets qui, par leur nature, peuvent présenter du danger pour les agents postaux, salir ou détériorer les correspondances;

b) des matières explosibles, inflammables ou dangereuses; des animaux et insectes, vivants ou morts, sauf les exceptions prévues au Règlement de détail;

2° d'insérer dans les correspondances ordinaires ou recommandées consignées à la poste:

a) des pièces de monnaie ayant cours;

b) des objets passibles des droits de douane;

c) des matières d'or ou d'argent, des pierreries, des bijoux et autres

tries and the commanders of naval squadrons or ships-of-war of the same country stationed abroad, through the intermediary of the territorial or maritime services depending on other countries.

2—Articles of every kind enclosed in these mails must consist exclusively of those addressed to or sent by the officers and crews of the vessels for which the mails are destined or from which they are dispatched; the rates and conditions of dispatch applicable to them are determined by the Postal Administration of the country to which the vessels belong, in accordance with its domestic regulations.

3—Unless there be a contrary arrangement between the Offices interested, the Post Office which dispatches or receives the mails in question is accountable to the intermediary Offices for the transit expenses calculated in conformity with the provisions of Article 4.

ARTICLE 16.

1—Circulation shall not be given to commercial papers, samples and prints which do not fulfil the conditions prescribed for articles of these categories by Article 5 of the present Convention and by the Regulations for its execution provided for in Article 20.

2—If any of these articles be given circulation, they are sent back to the office of origin, and, if possible, returned to the sender.

3—It is forbidden:

1st to send by mail:

a) samples and other articles which, from their nature, may prove dangerous to the postal employes, soil or injure the correspondence;

b) explosive, inflammable or dangerous substances; animals and insects, living or dead, excepting the cases provided for in the detailed Regulations.

2nd to insert in ordinary or registered articles placed in the mails:

a) current coin;

b) articles liable to customs duty;

c) gold or silver bullion, precious stones, jewelry, and other precious

Regulations.

Transit expenses.

Art. 16.

Conditions to circulation of commercial articles, etc.

—return to sender.

Forbidden matter.

Return if erroneously forwarded.	<p>objets précieux, mais seulement dans le cas où leur insertion ou expédition serait défendue d'après la législation des pays intéressés.</p> <p>4.—Les envois tombant sous les prohibitions du paragraphe 3 qui précède et qui auraient été à tort admis à l'expédition, doivent être renvoyés au timbre d'origine, sauf le cas où l'Administration du pays de destination serait autorisée par sa législation ou par ses règlements intérieurs à en disposer autrement.</p>	<p>articles, but only in case their insertion or transmission is prohibited by the legislation of the countries concerned.</p> <p>4.—Articles coming under the prohibition of section 3 preceding which have been forwarded erroneously, should be returned to the office of origin, except in cases where the Administration of the country of destination is authorized by its legislation or by its domestic regulations to dispose of them otherwise.</p>
Explosives, etc., destroyed.	<p>Toutefois, les matières explosives, inflammables ou dangereuses ne sont pas renvoyées au timbre d'origine; elles sont détruites sur place par les soins de l'Administration qui en constate la présence.</p>	<p>Explosive, inflammable or dangerous substances, however, are not returned to the office of origin; they are destroyed on the spot under the direction of the Administration which detects their presence.</p>
Reserved rights.	<p>5.—Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que des correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions, dessus, etc. interdits par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.</p>	<p>5.—There is, moreover, reserved to the Government of every country of the Union the right to refuse to convey over its territory, or to deliver, as well articles liable to the reduced rate in regard to which the laws, ordinances or decrees which regulate the conditions of their publication or circulation in that country have not been complied with, as correspondence of every kind which bears ostensibly inscriptions, designs, etc. forbidden by the legal enactments or regulations in force in the same country.</p>
Art. 17.	ARTICLE 17.	
Extension of privileges to non-Union countries.	<p>1.—Les Offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union doivent prêter leur concours à tous les autres Offices de l'Union pour la transmission à découvert, par leur intermédiaire, de correspondances à destination ou provenant desdits pays.</p>	<p>1.—The Offices of the Union which have relations with countries situated outside the Union must lend their aid to all the other Offices of the Union for the transmission in open mail, through their intermediary, of articles of correspondence destined for or originating in said countries.</p>
Transit charges, etc.	<p>2.—A l'égard des frais de transit des envois de toute nature et de la responsabilité en matière d'objets recommandés, les correspondances dont il s'agit sont traitées:</p>	<p>2.—As regards the transit charges on articles of every kind and responsibility in the matter of registered articles, the articles of correspondence in question are treated:</p>
—within the Union.	<p>pour le transport dans le ressort de l'Union, d'après les stipulations de la présente Convention;</p>	<p>relative to their conveyance within the jurisdiction of the Union, in accordance with the stipulations of the present Convention;</p>
—without the Union.	<p>pour le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conditions notifiées par</p>	<p>relative to their conveyance outside the limits of the Union, in accordance with the condi-</p>

l'Office de l'Union qui sert d'intermédiaire.

Toutefois, les frais du transport maritime total, dans l'Union et hors l'Union, ne peuvent pas excéder 20 francs par kilogramme de lettres et de cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; le cas échéant, ces frais sont répartis, au prorata des distances, entre les Offices intervenant dans le transport maritime.

Les frais de transit, territorial ou maritime, en dehors des limites de l'Union comme dans le ressort de l'Union, des correspondances auxquelles s'applique le présent article, sont constatés dans la même forme que les frais de transit afférents aux correspondances échangées entre pays de l'Union.

3.—Les frais de transit des correspondances à destination des pays en dehors de l'Union postale sont à la charge de l'Office du pays d'origine, qui fixe les taxes d'affranchissement dans son service des dites correspondances, sans que ces taxes puissent être inférieures au tarif normal de l'Union.

4.—Les frais de transit des correspondances originaires des pays en dehors de l'Union ne sont pas à la charge de l'Office du pays de destination. Cet Office distribue sans taxe les correspondances qui lui sont livrées comme complètement affranchies; il taxe les correspondances non affranchies au double du tarif d'affranchissement applicable dans son propre service aux envois similaires à destination du pays d'où proviennent les dites correspondances, et les correspondances insuffisamment affranchies au double de l'insuffisance, sans que la taxe puisse dépasser celle qui est perçue sur les correspondances non affranchies de même nature, poids et origine.

5.—Les correspondances expédiées d'un pays de l'Union dans un pays en dehors de l'Union et vice versa, par l'intermédiaire d'un Office de l'Union, peuvent être transmises, de part et d'autre, en dépêches closes, si ce mode de transmission est admis d'un commun accord par les offices d'origine et de destination des dépêches, avec l'agrément de l'Office intermédiaire.

tions notified by the Office of the Union which serves as intermediary.

Nevertheless, the charges for the entire maritime conveyance, within and without the Union, may not exceed 20 francs per kilogram of letters and post cards and 1 franc per kilogram of other articles; if necessary, these charges are divided, *pro rata* for the distances, between the Offices participating in the maritime conveyance.

The transit charges, territorial or maritime, outside as well as within the limits of the Union on the articles of correspondence to which the present Article applies, are ascertained in the same manner as the transit charges relative to articles of correspondence exchanged between countries of the Union.

3.—The transit charges on articles of correspondence destined for countries outside the Union are payable by the Office of the country of origin, which fixes the postage rates of prepayment in its service on said articles; these rates, however, may not be lower than the normal Union rates.

4.—The transit charges on articles of correspondence originating in countries outside the Union are not payable by the Office of the country of destination. That Office delivers without charge the articles which it has received fully prepaid; on the unpaid articles it levies a charge equal to double the prepaid rate applicable in its own service to similar articles destined for the country where said articles originate; and on insufficiently prepaid articles it levies a charge equal to double the amount of the insufficiency; the charge, however, may not exceed that which is levied on unpaid articles of the same nature, weight and origin.

5.—Articles dispatched from one country of the Union to a country outside the Union and vice-versa, through the intermediary of an Office of the Union, may be transmitted, in both directions, in closed mails, if that mode of transmission is agreed to by the Offices of origin and destination of the mails, with the assent of the intermediary Office.

Maximum for maritime conveyance.

Ascertainment of charges.

Charges on articles for non-Union countries, where payable, etc.

—articles from non-Union countries.

Transmission in closed mails to and from non-Union countries.

ARTICLE 18.

Legislation to punish counterfeiting, etc.

Les hautes parties contractantes s'engagent à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les mesures nécessaires pour punir l'emploi frauduleux, pour l'affranchissement de correspondances, de timbres poste contrefaits ou ayant déjà servi. Elles s'engagent également à prendre, ou à proposer à leurs législatures respectives, les mesures nécessaires pour interdire et réprimer les opérations frauduleuses de fabrication, vente, colportage ou distribution de vignettes et timbres en usage dans le service des postes, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'Administration d'un des pays adhérents.

ARTICLE 18.

The high contracting parties engage to adopt, or to propose to their respective legislatures, the necessary measures for punishing the fraudulent use, for the prepayment of postal articles, of counterfeit postage-stamps, or postage-stamps which have already been used. They likewise engage to adopt, or to propose to their respective legislatures, the necessary measures for prohibiting and suppressing the fraudulent manufacture, sale, offering for sale, or distribution of embossed and adhesive stamps in use in the postal service, counterfeit or imitated in such a manner as to be mistaken for the embossed and adhesive stamps issued by the Administration of any one of the contracting countries.

Art. 19.

ARTICLE 19.

Special arrangements.

Le service des lettres et boîtes avec valeur déclarée, et ceux des mandats de poste, des colis postaux, de valeurs à recouvrer, des livrets d'identité, des abonnements aux journaux, etc., font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

ARTICLE 19.

The services concerning letters and boxes with declared value, and those of money-orders, postal parcels, collection of bills and drafts, books of identity, subscriptions to newspapers, etc., form the subject of special arrangements between the various countries or groups of countries of the Union.

Art. 20.

ARTICLE 20.

Regulations.

1—Les Administrations postales des divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter d'un commun accord, dans un Règlement d'exécution, toutes les mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

Special conventions.

2—Les différentes Administrations peuvent, en outre, prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.

Lower postage.

3—Il est toutefois permis aux Administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres.

ARTICLE 20.

1.—The Postal Administrations of the various countries composing the Union are competent to establish by mutual agreement, in Regulations of execution, all the measures of order and detail which are judged necessary.

2.—The several Administrations may, moreover, make among themselves the necessary arrangements on the subject of questions which do not concern the Union generally, provided that those arrangements are not contrary to the present Convention.

3.—The Administrations interested are, however, permitted to conclude mutual agreements for the adoption of lower rates of postage within a radius of 30 kilometers.

Art. 21.

ARTICLE 21.

Limitation of effect.

1—La présente Convention ne porte point altération à la législa-

ARTICLE 21.

1.—The present Convention involves no alteration in the legisla-

tion de chaque pays dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.

2.—Elle ne restreint pas le droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des unions plus restrictives, en vue de la réduction des taxes ou de toute autre amélioration des relations postales.

tion of any country as regards anything which is not provided for by the stipulations contained in this Convention.

2.—It does not restrict the right of the contracting parties to maintain and to conclude treaties, as well as to maintain and establish more restricted Unions, with a view to the reduction of postage rates or any other improvement of the postal relations.

ARTICLE 22.

1.—Est maintenue l'institution, sous le nom de Bureau international de l'Union postale universelle, d'un Office central qui fonctionne sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses et dont les frais sont supportés par toutes les Administrations de l'Union.

2.—Ce Bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des actes du Congrès; de notifier les changements adoptés, et, en général, de procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

ARTICLE 22.

1.—There is maintained, under the name of the *International Bureau of the Universal Postal Union*, a central office, which is conducted under the supervision of the Swiss Postal Administration; the expenses of which are borne by all the Administrations of the Union.

2. This Bureau continues to be charged with the duty of collecting, collating, publishing and distributing information of every kind which concerns the international postal service; of giving, at the request of the parties concerned, an opinion upon questions in dispute; of making known propositions for modifying the acts of the Congress; of giving notice of the changes adopted, and, in general, of taking up such researches and labors as may be entrusted to it in the interest of the Postal Union.

Art. 22.

International Bureau.

—maintenance.

—duties.

ARTICLE 23.

1.—En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union, relativement à l'interprétation de la présente Convention ou à la responsabilité d'une Administration en cas de perte d'un envoi recommandé, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des Administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

2.—La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

3.—En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration également désintéressée dans le litige.

ARTICLE 23.

1. In case of disagreement between two or more members of the Union, as to the interpretation of the present Convention or as to the responsibility of an Administration in case of the loss of a registered article, the question in dispute is decided by arbitration. To that end, each of the Administrations concerned chooses another member of the Union not directly interested in the matter.

2.—The decision of the arbitrators is given by an absolute majority of the votes.

3.—In case the votes are equally divided, the arbitrators choose, in order to settle the difference, another Administration equally disinterested in the disputed question.

Art. 23.

Arbitration of disagreements.

—decisions.

—division.

—application of article. 4—Les dispositions du présent article s'appliquent également à tous les Arrangements conclus en vertu de l'article 19 précédent.

4.—The provisions of the present Article apply equally to all the Agreements concluded by virtue of Article 19, preceding.

Art. 24.

ARTICLE 24.

ARTICLE 24.

Admission of other countries. 1—Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

1.—Countries which have not taken part in the present Convention are admitted to adhere thereto upon their demand.

—notification. 2—Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse et, par ce Gouvernement, à tous les pays de l'Union.

2.—This adhesion is notified, through the diplomatic channel, to the Government of the Swiss Confederation, and by that Government to all the countries of the Union.

Obligations and rights. 3—Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

3.—It implies, as a right, accession to all the clauses and admission to all the advantages stipulated by the present Convention.

Share of expenses International Bureau. 4—Il appartient au Gouvernement de la Confédération suisse de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'Administration de ce dernier pays dans les frais du Bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à percevoir par cette Administration en conformité de l'article 10 précédent.

4.—It devolves upon the Government of the Swiss Confederation to determine, by mutual agreement with the Government of the country interested, the share to be contributed by the Administration of this latter country toward the expenses of the International Bureau, and, if necessary, the rates to be levied by that Administration in conformity with Article 10, preceding.

Art. 25.

ARTICLE 25.

ARTICLE 25.

Special Congresses and conferences. 1—Des Congrès de plénipotentiaires des pays contractants ou de simples Conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis, lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des Gouvernements ou Administrations, suivant le cas.

1.—Congresses of plenipotentiaries of the contracting countries, or simple administrative conferences, according to the importance of the questions to be solved, are held when a demand for them is made or approved by two-thirds, at least, of the Governments or Administrations, as the case may be.

Regular Congress. 2—Toutefois, un Congrès doit avoir lieu au moins tous les cinq ans.

2.—Nevertheless, a Congress must be held at least once every five years.

Representation. 3—Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

3.—Each country may be represented either by one or several delegates, or by the delegation of another country. But it is understood that the delegate or delegates of one country can be charged with the representation of two countries only, including the country which they represent.

Votes. 4—Dans les délibérations, chaque pays dispose d'une seule voix.

4.—In the deliberations each country has one vote only.

Place of meeting. 5—Chaque Congrès fixe le lieu de la réunion du prochain Congrès.

5.—Each Congress fixes the place of meeting for the next Congress.

6.—Pour les Conférences, les Administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du Bureau international.

6.—For Conferences, the Administrations fix the places of meeting upon the proposal of the International Bureau.

Conferences.

ARTICLE 26.

ARTICLE 26.

Art. 26.

1.—Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le régime de l'Union.

1.—In the interval which elapses between the meetings, any Postal Administration of a country of the Union has the right to address to the other Administrations belonging to it, through the intermediary of the International Bureau, propositions concerning the regimen of the Union.

Changes proposed.

Pour être mise en délibération, chaque proposition doit être appuyée par au moins 2 Administrations, sans compter celle dont la proposition émane. Lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps que la proposition, le nombre nécessaire de déclarations d'appui, la proposition reste sans aucune suite.

In order to be considered, each proposition must be supported by at least 2 Administrations, not counting the one from which the proposition emanates. When the International Bureau does not receive at the same time as the proposition, the necessary number of declarations of support, no notice is taken of the proposition.

2.—Toute proposition est soumise au procédé suivant:

2.—Every proposition is subject to the following procedure:

—procedure.

Un délai de six mois est laissé aux Administrations de l'Union pour examiner les propositions et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec l'invitation de se prononcer pour ou contre. Celles qui n'ont point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

A period of six months is allowed to the Administrations of the Union to examine the propositions, and to transmit to the International Bureau their observations, if any. Amendments are not admitted. The replies are tabulated by the International Bureau and communicated to the Administrations with an invitation to pronounce either for or against the proposition. Those Administrations which have not transmitted their vote within a period of six months, counting from the date of the second circular of the International Bureau notifying them of the observations made, are considered as abstaining from voting.

3.—Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

3.—In order to become binding the propositions must obtain, as follows:

Votes necessary.

1° l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15, 18, 27, 28 et 29;

1st. Unanimity of votes, if they involve the addition of new provisions or any modification of the stipulations of the present Article and of Articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15, 18, 27, 28 and 29;

—unanimous-

2° les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15, 18, 26, 27, 28 et 29;

2nd. Two-thirds of the votes, if they involve a modification of stipulations of the Convention other than those of Articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12, 13, 15, 18, 26, 27, 28 and 29;

—two-thirds.

—majority.	3° la simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la Convention, hors le cas de litige prévu à l'article 23 précédent.	3d. Simply an absolute majority, if they affect the interpretation of the stipulations of the Convention, except in the case of dispute contemplated in Article 23 preceding.
Notice of changes.	4—Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et, dans le troisième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.	4.—Resolutions adopted are sanctioned, in the first two cases, by a diplomatic declaration, which the Government of the Swiss Confederation is charged to prepare and transmit to all the Governments of the contracting countries, and, in the third case, by a simple notification from the International Bureau to all the Administrations of the Union.
Time limit.	5—Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.	5.—No modification or resolution adopted is binding until at least three months after its notification.

Art. 27.

ARTICLE 27.

ARTICLE 27.

Colonies forming single Administrations.

Sont considérés comme formant, pour l'application des articles 22, 25 et 26 précédents, un seul pays ou une seule Administration, suivant le cas :

- 1° L'ensemble des colonies allemandes;
- 2° L'Empire de l'Inde britannique;
- 3° Le Dominion du Canada;
- 4° L'ensemble des colonies britanniques de l'Australasie;
- 5° L'ensemble de toutes les autres colonies britanniques;
- 6° L'ensemble des colonies danoises;
- 7° L'ensemble des colonies espagnoles;
- 8° Les colonies et protectorats français de l'Indo Chine;
- 9° L'ensemble des autres colonies françaises;
- 10° L'ensemble des colonies néerlandaises;
- 11° L'ensemble des colonies portugaises.

For the application of Articles 22, 25 and 26 preceding, the following are considered as forming a single country, or a single Administration, as the case may be:

- 1st. The whole of the German Colonies;
- 2nd. The Empire of British India;
- 3d. The Dominion of Canada;
- 4th. The whole of the British Colonies of Australasia;
- 5th. The whole of the other British Colonies.
- 6th. The whole of the Danish Colonies;
- 7th. The whole of the Spanish Colonies;
- 8th. The French Colonies and Protectorates in Indo-China;
- 9th. The whole of the other French Colonies;
- 10th. The whole of the Netherlands Colonies;
- 11th. The whole of the Portuguese Colonies.

Art. 28.

ARTICLE 28.

ARTICLE 28.

Duration of Convention.

La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} janvier 1899 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais chaque partie contractante a le droit de se retirer de l'Union, moyennant un avertissement donné une année à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

The present Convention shall be put into execution on the 1st of January, 1899, and shall remain in force during an indefinite period; but each contracting party has the right to withdraw from the Union, by means of a notice given one year in advance by its Government to the Government of the Swiss Confederation.

ARTICLE 29.

1.—Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions des Traités, Conventions, Arrangements ou autres Actes conclus antérieurement entre les divers pays ou Administrations, pour autant que ces dispositions ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par l'article 21 ci-dessus.

2.—La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Washington.

3.—En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à Washington, le quinze juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

ARTICLE 29.

1.—From the date on which the present Convention takes effect, all the stipulations of the Treaties, Conventions, Arrangements, or other Acts previously concluded between the various countries or Administrations, in so far as those stipulations are not in accordance with the terms of the present Convention, are abrogated, without prejudice to the rights reserved by Article 21 preceding.

2.—The present Convention shall be ratified as soon as possible. The Acts of ratification shall be exchanged at Washington.

3.—In faith of which, the plenipotentiaries of the above named countries have signed the present Convention at Washington on the fifteenth of June, one thousand eight hundred and ninety-seven.

Art. 29.

Prior treaties, etc., abrogated.

Ratification.

Signatures.

<i>Pour l'Allemagne et les protectorats allemands</i>	{ FRITSCH. NEUMANN.
<i>Pour la République Majeure de l'Amérique Centrale</i>	{ N. BOLET PERAZA. GEORGE S. BATCHELLER. EDWARD ROSEWATER. JAS. N. TYNER. N. M. BROOKS. A. D. HAZEN.
<i>Pour les États-Unis d'Amérique</i>	{ M. GARCIA MEROU.
<i>Pour la République Argentine</i>	{ DR. NEUBAUER. HABBERGER.
<i>Pour l'Autriche</i>	{ STIBRAL. LICHTERVELDE.
<i>Pour la Belgique</i>	{ STERPIN. A. LAMBIN.
<i>Pour la Bolivie</i>	{ T. ALEJANDRO SANTOS.
<i>Pour la Bosnie-Herzégovine</i>	{ DR. KAMLER.
<i>Pour le Brésil</i>	{ A. FONTOURA XAVIER.
<i>Pour la Bulgarie</i>	{ IV. STOYANOVITCH.
<i>Pour le Chili</i>	{ R. L. IRARRÁZVAL.
<i>Pour l'Empire de Chine</i>	{ CLIMACO CALDERON.
<i>Pour la République de Colombie</i>	{ LICHTERVELDE. STERPIN. A. LAMBIN.
<i>Pour l'État indépendant du Congo</i>	{ CHIN POM YE. For Colonel Ho Sand Min: JOHN W. HOYT. JOHN W. HOYT.
<i>Pour le Royaume de Corée</i>	{ J. B. CALVO.
<i>Pour la République de Costa Rica</i>	{ C. SVENDSEN.
<i>Pour le Danemark et les colonies danoises</i>	{ Y. SABA.
<i>Pour l'Égypte</i>	{ L. F. CARBO.
<i>Pour l'Équateur</i>	{ ADOLPHO ROZABAL. CARLOS FLOREZ.
<i>Pour l'Espagne et les colonies espagnoles</i>	

<i>Pour la France</i>	ANSAULT.
<i>Pour les colonies françaises</i>	ED. DALMAS.
<i>Pour la Grande-Bretagne et diverses colonies britanniques</i>	{ S. WALPOLE. H. BUXTON FORMAN. C. A. KING.
<i>Pour l'Inde britannique</i>	H. M. KISCH.
<i>Pour les colonies britanniques de l'Australasie</i>	JOHN GAVAN DUFFY.
<i>Pour le Canada</i>	WM. WHITE.
<i>Pour les colonies britanniques de l'Afrique du Sud</i>	{ S. R. FRENCH. SPENCER TODD.
<i>Pour la Grèce</i>	ED. HÖHN.
<i>Pour le Guatemala</i>	J. NOVELLA.
<i>Pour la République d'Haïti</i>	J. N. LEGER.
<i>Pour la République d'Hawaï</i>	
<i>Pour la Hongrie</i>	{ PIERRE de SZALAY. G. DE HENNYEY. E. CHIARADIA.
<i>Pour l'Italie</i>	{ G. C. VINCI. E. DELMATI.
<i>Pour le Japon</i>	{ KENJIRO KOMATSU. KWANKICHI YUKAWA.
<i>Pour la République de Libéria</i>	CHAS. HALL ADAMS.
<i>Pour le Luxembourg</i>	For Mr. Havelaar: VAN der VEEN.
<i>Pour le Mexique</i>	{ A. M. CHAVEZ. I. GARFIAS. M. ZAPATA-VERA.
<i>Pour le Monténégro</i>	{ DR. NEUBAUER. HABBERGER. STIBRAL.
<i>Pour la Norvège</i>	THB. HEYERDAHL.
<i>Pour l'État libre d'Orange</i>	
<i>Pour le Paraguay</i>	JOHN STEWART.
<i>Pour les Pays-Bas</i>	{ For Mr. Havelaar: VAN der VEEN. VAN der VEEN.
<i>Pour les colonies néerlandaises</i>	JOHS. J. PERK.
<i>Pour le Pérou</i>	ALBERTO FALCON.
<i>Pour la Perse</i>	{ MIRZA ALINAGHI KHAN. MUSTECHARUL-VEZAREH.
<i>Pour le Portugal et les colonies portugaises</i>	SANTO-THYRSO.
<i>Pour la Roumanie</i>	{ C. CHIRU. R. PREDA.
<i>Pour la Russie</i>	SÉVASTIANOF.
<i>Pour la Serbie</i>	{ PIERRE de SZALAY. G. de HENNYEY.
<i>Pour le Royaume de Siam</i>	ISAAC TOWNSEND SMITH.
<i>Pour la République Sud-Africaine</i>	ISAAC VAN ALPHEN.
<i>Pour la Suède</i>	F. H. SCHLYTERN.
<i>Pour la Suisse</i>	{ J. B. PIODA. A. STÄGER. C. DELESSERT.
<i>Pour la Régence de Tunis</i>	THIÉBAUT.
<i>Pour la Turquie</i>	{ MOUSTAPHA. A. FAHBI.
<i>Pour l'Uruguay</i>	PRUDENCIO de MURGUIONDO.
<i>Pour les États-Unis de Venezuela</i>	{ JOSÉ ANDRADE. ALEJANDRO YBARRA.

Approval.

Having examined and considered the provisions of the foregoing Convention signed in Washington on the 15th day of June, A. D. 1897,

UNIVERSAL POSTAL CONVENTION—WASHINGTON. JUNE 15, 1897. 1651

revising the Universal Postal Convention which was concluded in Vienna on the 4th day of July A. D. 1891; the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster General, hereby ratified and approved by and with the advice and consent of the President of the United States.

In witness whereof, I have caused the seal of the Post Office Department of the United States to be hereto affixed, with my signature, this sixteenth day of November, 1897.

[SEAL.]

JAS. A. GARY,
Postmaster General.

I hereby approve the above-mentioned Convention, and in testimony thereof, have caused the seal of the United States to be hereto affixed.

[SEAL.]

WILLIAM MOKINLEY.

By the President:

JOHN SHERMAN

Secretary of State.

WASHINGTON, November 16th, 1897.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

FINAL PROTOCOL.

Final protocol.

[Translation.]

Au moment de procéder à la signature des Conventions arrêtées par le Congrès postal universel de Washington, les plénipotentiaires sous-signés sont convenus de ce qui suit:

At the moment of proceeding to sign the Conventions concluded by the Universal Postal Congress of Washington, the undersigned plenipotentiaries have agreed as follows:

I.

I.

Il est pris acte de la déclaration faite par la délégation britannique au nom de son Gouvernement et portant qu'il a cédé aux colonies et protectorats britanniques de l'Afrique du Sud la voix que l'article 27, 5^o, de la Convention attribue à "l'ensemble de toutes les autres colonies britanniques."

Official notice is taken of the declaration made by the British delegation, in the name of its Government, to the effect that it has assigned to the British Colonies and Protectorates of South Africa the vote which Article 27, 5th, of the Convention attributes to the whole of the other British Colonies.

Vote of British South African colonies.

II.

II.

En dérogation à la disposition de l'article 6 de la Convention, qui fixe à 25 centimes au maximum le droit de recommandation, il est convenu que les États hors d'Europe sont autorisés à maintenir ce maximum à 50 centimes, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

In modification of the stipulation of Article 6 of the Convention, which fixes the maximum registration-fee at 25 centimes, it is agreed that the States outside of Europe are authorized to maintain this maximum at 50 centimes, including a receipt given to the sender.

Registration fee outside of Europe.

III.

III.

En dérogation aux dispositions de l'article 8 de la Convention, il est convenu que, par mesure de transition, les Administrations des pays hors d'Europe dont la législation

In modification of the stipulations of Article 8 of the Convention, it is agreed that, as a temporary measure, the Administrations of the countries outside of Europe,

Payment for lost registered articles postponed.

est actuellement contraire au principe de la responsabilité, conservent la faculté d'ajourner l'application de ce principe jusqu'au jour où elles auront pu obtenir du pouvoir législatif l'autorisation de l'introduire. Jusqu'à ce moment, les autres Administrations de l'Union ne sont pas astreintes à payer une indemnité pour la perte, dans leurs services respectifs, d'envois recommandés à destination ou provenant desdits pays.

whose legislation is at present opposed to the principle of responsibility, retain the option of postponing the application of that principle until they shall have been able to obtain from the legislative power the authority to introduce it. Up to that time, the other Administrations of the Union are not bound to pay an indemnity for the loss, in their respective services, of registered articles addressed to or originating in the said countries.

IV.

IV.

Adhesion.
Dominican
Repub-
lic.

La République Dominicaine, qui fait partie de l'Union postale, ne s'étant pas fait représenter au Congrès, le protocole lui reste ouvert pour adhérer aux conventions qui y ont été conclues ou seulement à l'une ou à l'autre d'entre elles.

The Dominican Republic, which forms part of the Postal Union, not having been represented at the Congress, the protocol remains open to it in order that it may adhere to the Conventions which have been concluded at the Congress, or only to one or the other of them.

China.

Le protocole reste également ouvert en faveur de l'Empire de Chine, dont les délégués au Congrès ont déclaré l'intention de ce pays d'entrer dans l'Union postale universelle à partir d'une date à fixer ultérieurement.

The protocol likewise remains open to the Empire of China, whose delegates at the Congress have declared the intention of that country to enter the Universal Postal Union on a date to be fixed hereafter.

Orange Free State.

Il demeure aussi ouvert à l'État libre d'Orange, dont le représentant a manifesté l'intention de ce pays d'adhérer à l'Union postale universelle.

It also remains open to the Orange Free State, whose representative has declared the intention of that country to adhere to the Universal Postal Union.

V.

V.

Protocol left open
for certain countries.

Le protocole demeure ouvert en faveur des pays dont les représentants n'ont signé aujourd'hui que la Convention principale, ou un certain nombre seulement des conventions arrêtées par le Congrès, à l'effet de leur permettre d'adhérer aux autres conventions signées ce jour, ou à l'une ou l'autre d'entre elles.

The protocol remains open to those countries whose representatives have signed this day the principal Convention only or only a certain number of the Conventions concluded by the Congress, for the purpose of allowing them to adhere to the other Conventions signed this day, or to one or the other of them.

VI.

VI.

Notification of adhesion.

Les adhésions prévues à l'article IV ci-dessus devront être notifiées du Gouvernement des États-Unis à l'Amérique, par les Gouvernements respectifs, en la forme diplomatique. Le délai qui leur est accordé pour cette notification expirera le 1^{er} octobre 1898.

The adhesions contemplated by Article IV preceding, must be notified to the Government of the United States of America by the respective Governments, in diplomatic form. The term accorded to them for that notification will expire on the 1st of October 1898.

VII.

Dans le cas où une ou plusieurs des parties contractantes aux conventions postales signées aujourd'hui à Washington, ne ratifieraient pas l'une ou l'autre de ces conventions, cette convention n'en sera pas moins valable pour les États qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même des conventions auxquelles il se rapporte, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque partie.

Fait à Washington, le quinze juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

Pour l'Allemagne et les protectorats allemands
Pour la République Majeure de l'Amérique centrale

In case one or more of the contracting parties to the Postal Conventions signed this day at Washington, shall not ratify one or the other of those Conventions, this Convention shall be none the less valid for the States which shall have ratified it.

In faith of which, the undersigned plenipotentiaries have drawn up the present final protocol, which shall have the same force and value as if its provisions were inserted in the text itself of the Conventions to which it relates, and they have signed it on a single copy which shall remain in the Archives of the Government of the United States of America, and a copy of which shall be delivered to each party.

Done at Washington the fifteenth of June one thousand eight hundred and ninety-seven.

Conventions binding on States ratifying.

Signatures.

- | | | |
|--|---|---|
| <i>Pour l'Allemagne et les protectorats allemands</i> | { | FRITSCH.
NEUMANN. |
| <i>Pour la République Majeure de l'Amérique centrale</i> | { | N. BOLET PERAZA.
GEORGE S. BATCHELLER.
EDWARD ROSEWATER. |
| <i>Pour les États-Unis d'Amérique</i> | { | JAS. N. TYNER.
N. M. BROOKS.
A. D. HAZEN. |
| <i>Pour la République Argentine</i> | { | M. GARCIA MEROU. |
| <i>Pour l'Autriche</i> | { | DR. NEUBAUER.
HABBERGER.
STIBRAL. |
| <i>Pour la Belgique</i> | { | LICHTERVELDE.
STERPIN.
A. LAMBIN. |
| <i>Pour la Bolivie</i> | { | T. ALEJANDRO SANTOS. |
| <i>Pour la Bosnie-Herzégovine</i> | { | DR. KAMLER. |
| <i>Pour le Brésil</i> | { | A. FONTOURA XAVIER. |
| <i>Pour la Bulgarie</i> | { | IV. STOYANOVITCH. |
| <i>Pour le Chili</i> | { | R. L. IRARRÁZVAL. |
| <i>Pour l'Empire de Chine</i> | { | |
| <i>Pour la République de Colombie</i> | { | CLIMACO CALDERON.
LICHTERVELDE.
STERPIN.
A. LAMBIN. |
| <i>Pour l'État indépendant du Congo</i> | { | CHIN POM YE.
For Colonel Ho Sang Min: JOHN W. HOYT.
JOHN W. HOYT. |
| <i>Pour la République de Costa Rica</i> | { | J. B. CALVO. |
| <i>Pour le Danemark et les colonies danoises</i> | { | C. SVENDSEN. |
| <i>Pour la République Dominicaine</i> | { | |
| <i>Pour l'Égypte</i> | { | Y. SABA. |
| <i>Pour l'Équateur</i> | { | L. F. CARBO. |

<i>Pour l'Espagne et les colonies espagnoles</i>	{ ADOLFO ROZABAL. CARLOS FLOREZ.
<i>Pour la France</i>	ANSAULT.
<i>Pour les colonies françaises</i>	ED. DALMAS.
<i>Pour la Grande-Bretagne et diverses colonies britanniques</i>	{ S. WALPOLE. H. BUXTON FORMAN. C. A. KING.
<i>Pour l'Inde britannique</i>	H. M. KISCH.
<i>Pour les colonies britanniques de l'Australasie</i>	JOHN GAVAN DUFFY.
<i>Pour le Canada</i>	WM. WHITE.
<i>Pour les colonies britanniques de l'Afrique du Sud</i>	{ S. R. FRENCH. SPENCER TODD.
<i>Pour la Grèce</i>	EE. HÜHN.
<i>Pour le Guatemala</i>	J. NOVELLA.
<i>Pour la République d'Haïti</i>	J. N. LEGER.
<i>Pour la République d'Hawaï</i>
<i>Pour la Hongrie</i>	{ PIERRE de SZALAY. G. de HENNYEY. E. CHIARADIA.
<i>Pour l'Italie</i>	{ G. C. VINCI. E. DELMATI.
<i>Pour le Japon</i>	{ KENJIRO KOMATSU. KWANKICHI YUKAWA.
<i>Pour la République de Libéria</i>	CHAS. HALL ADAMS.
<i>Pour le Luxembourg</i>	For Mr. Havelaar: VAN der VEEN.
<i>Pour le Mexique</i>	{ A. M. CHAVEZ. I. GARFÍAS. M. ZAPATA-VERA.
<i>Pour le Monténégro</i>	{ DR. NEUBAUER. HABBERGER. STIBBAL.
<i>Pour la Norvège</i>	THB. HEYERDAHL.
<i>Pour l'Etat libre d'Orange</i>	JOHN STEWART.
<i>Pour le Paraguay</i>
<i>Pour les Pays-Bas</i>	{ For Mr. Havelaar: VAN der VEEN. VAN der VEEN.
<i>Pour les colonies néerlandaises</i>	JOHS. J. PEEK.
<i>Pour le Pérou</i>	ALBERTO FALCON.
<i>Pour la Perse</i>	{ MIRZA ALINAGHI KHAN. MUSTECHARUL-VEZAREH.
<i>Pour le Portugal et les colonies portugaises</i>	SANTO-THYRSO.
<i>Pour la Roumanie</i>	{ C. CHIBU. R. PREDA.
<i>Pour la Russie</i>	SÉVASTIANOF.
<i>Pour la Serbie</i>	{ PIERRE de SZALAY. G. de HENNYEY.
<i>Pour le Royaume de Siam</i>	ISAAC TOWNSEND SMITH.
<i>Pour la République Sud-Africaine</i>	ISAAC van ALPHEN.
<i>Pour la Suède</i>	F. H. SCHLYTERN.
<i>Pour la Suisse</i>	{ J. B. PIODA. A. STÄGER. C. DELESSERT.
<i>Pour la Régence de Tunis</i>	THIÉBAUT.
<i>Pour la Turquie</i>	{ MOUSTAPHA. A. FAHRI.
<i>Pour l'Uruguay</i>	PRUDENCIO de MUEGUIONDO.
<i>Pour les Etats-Unis de Venezuela</i>	{ JOSÉ ANDRADE. ALEJANDRO YBARRA.

Having examined and considered the provisions of the foregoing final protocol signed in Washington on the 15th of June, A. D. 1897, relative to the Universal Postal Convention of Washington, signed the same day; the same is by me, by virtue of the powers vested by law in the Postmaster-General, hereby ratified and approved by and with the advice and consent of the President of the United States.

In witness whereof, I have caused the seal of the Post Office Department of the United States to be hereto affixed, with my signature, this sixteenth day of November A. D. 1897.

[SEAL.]

JAS. A. GARY,
Postmaster General.

I hereby approve the above-mentioned final protocol, and in testimony thereof, have caused the seal of the United States to be hereto affixed.

[SEAL.]

WILLIAM MCKINLEY,

By the President:

JOHN SHEEMAN
Secretary of State.

WASHINGTON, November 16th, 1897.

REGULATIONS OF DETAIL AND ORDER.

Règlement de Détail et d'Ordre pour l'Exécution de la Convention conclue entre l'Allemagne et les Protectorats Allemands, la République majeure de l'Amérique Centrale, les États-Unis d'Amérique, la République Argentine, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Bolivie, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, l'Empire de Chine, la République de Colombie, l'État Indépendant du Congo, le Royaume de Corée, la République de Costa-Rica, le Danemark et les Colonies Danoises, la République Dominicaine, l'Égypte, l'Équateur, l'Espagne et les Colonies Espagnoles, la France, les Colonies Françaises, la Grande-Bretagne et Diverses Colonies Britanniques, l'Inde Britannique, les Colonies Britanniques d'Australasie, le Canada, les Colonies Britanniques de l'Afrique du Sud, la Grèce, le Guatemala, la République d'Haïti, la République d'Hawaï, l'Italie, le Japon, la République de Libéria, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, l'État libre d'Orange, le Paraguay, les Pays-Bas, les Colonies Néerlandaises, le Pérou, la Perse, le Portugal et les Colonies Portugaises, la Roumanie, la Russie, la

Regulations of Detail and Order for the execution of the Convention concluded between Germany and the German Protectorates, the Greater Republic of Central America, the United States of America, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Bolivia, Bosnia-Herzegovine, Brazil, Bulgaria, Chile, the Empire of China, the Republic of Colombia, the Independent State of Congo, the Kingdom of Korea, the Republic of Costa Rica, Denmark and the Danish Colonies, the Dominican Republic, Egypt, Ecuador, Spain and the Spanish Colonies, France, the French Colonies, Great Britain and various British Colonies, British India, the British Colonies of Australasia, Canada, the British Colonies of South Africa, Greece, Guatemala, the Republic of Haiti, the Republic of Hawaii, Italy, Japan, the Republic of Liberia, Luxembourg, Mexico, Montenegro, Norway, the Orange Free State, Paraguay, The Netherlands, the Netherlands Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Servia, the Kingdom of Siam, the South-African Republic, Sweden, Switzerland, the Regency of Tunis,

Powers contracting.

Serbie, le Royaume de Siam, la République Sud-Africaine, la Suède, la Suisse, la Régence de Tunis, la Turquie, l'Uruguay et les États-Unis de Venezuela.

Turkey, Uruguay, and the United States of Venezuela.

[Translation.]

Les soussignés, vu l'article 20 de la Convention postale universelle conclue à Washington le 15 juin 1897, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution de ladite Convention.

The undersigned, in view of Article 20 of the Universal Postal Convention concluded at Washington on the 15th of June 1897, have, in the name of their respective Administrations, established, by mutual agreement, the following measures to insure the execution of the said Convention.

I.

I.

Direction des Correspondances.

Direction of the Correspondence.

Forwarding by most rapid route.

1.—Chaque Administration est obligée d'expédier, par les voies les plus rapides dont elle peut disposer pour ses propres envois, les dépêches closes et les correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre Administration.

1.—Each Administration is bound to forward, by the most rapid routes at its disposal for its own mails, the closed mails and the articles in open-mail which are delivered to it by another Administration.

Supplemental charges.

2.—Les Administrations qui usent de la faculté de percevoir des taxes supplémentaires, en représentation des frais extraordinaires afférents à certaines voies, sont libres de ne pas diriger par ces voies, lorsqu'il existe d'autres moyens de communication, celles des correspondances insuffisamment affranchies pour lesquelles l'emploi desdites voies n'a pas été réclamé expressément par les envoyeurs.

2.—The Administrations which avail themselves of the option to levy supplemental charges, as representing the extraordinary expenses pertaining to certain routes, are at liberty not to forward by those routes, when other means of communication exist, any insufficiently paid articles for which the employment of the said routes has not been expressly requested by the senders.

II.

II.

Échange en Dépêches Closes.

Exchange in closed mails.

Arrangement of exchanges in closed mails.

1.—L'échange des correspondances en dépêches closes, entre les Administrations de l'Union, est réglé d'un commun accord et selon les nécessités du service entre les Administrations en cause.

1.—The exchange of articles in closed mails between the Administrations of the Union is regulated by mutual agreement and according to the needs of the service between the Administrations concerned.

—through intermediary countries.

2.—S'il s'agit d'un échange à faire par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, les Administrations de ces pays doivent en être prévenues en temps opportun.

2.—If an exchange is to be made through the intermediary of one or more countries, the Administrations of those countries must be informed thereof in due time.

3.—Il est, d'ailleurs, obligatoire, dans ce dernier cas, de former des dépêches closes toutes les fois que le nombre des correspondances est de nature à entraver les opérations d'une Administration inter-

3.—It is, moreover, obligatory, in this latter case, to make up closed mails, whenever the number of articles is such as to impede the operations of an intermediary Administration, according to the

médiaire, d'après la déclaration de cette Administration.

4.—En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes, établi entre deux Administrations par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, l'Administration qui a provoqué le changement en donne connaissance aux Administrations des pays par l'entremise desquels cet échange s'effectue.

statement of that Administration.

4.—In case of alteration in a service of exchange in closed mails established between two Administrations through the intermediary of one or several other countries, the Administration which has caused the alteration gives notice thereof to the Administrations of the countries through whose intermediary the exchange is effected.

Notice of changes in routes.

III.

Services extraordinaires.

Les services extraordinaires de l'Union donnant lieu à des frais spéciaux dont la fixation est réservée, par l'article 4 de la Convention, à des arrangements entre les Administrations intéressées, sont exclusivement :

1° ceux qui sont entretenus pour le transport territorial accéléré de la Malle dite des Indes;

2° celui que l'Administration des postes des Etats-Unis d'Amérique entretient sur son territoire pour le transport de dépêches closes entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique;

3° celui qui est établi pour le transport des dépêches par chemin de fer entre Colon et Panama.

III.

Extraordinary Services.

The extraordinary services of the Union giving rise to special charges, the fixing of which is reserved, by Article 4 of the Convention, for arrangement between the Administrations interested, are exclusively :

1st. Those which are maintained for the accelerated territorial conveyance of the mail called Indian;

2nd. That which the Postal Administration of the United States of America maintains upon its territory for the conveyance of closed mails between the Atlantic Ocean and the Pacific Ocean;

3d. That which is established for the conveyance of mails by railroad between Colon and Panama.

Special charges for extraordinary services.

—Indian mail.

—Atlantic and Pacific mail.

—Panama mail.

IV.

Fixation des Taxes.

1.—En exécution de l'article 10 de la Convention, les Administrations des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire perçoivent leurs taxes d'après les équivalents ci-dessous :

IV.

Fixing the Rates of Postage.

1.—In execution of Article 10 of the Convention, the Administrations of the countries of the Union which have not the franc for their monetary unit, levy their rates of postage according to the following equivalents :

Rates of postage

Ante, p. 14.

Pays de l'Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Allemagne	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig.
Protectorat allemand :			
Territoire de Cameroun,	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig.
Compagnie de la Nouvelle Guinée,			
Territoire de Togo,			
Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest,			
Territoire de l'Afrique orientale,			
Territoires des Iles Marshall.			

Countries of the Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Germany	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig.
German Protectorates :			
Territory of Cameroon,	20 pfennig	10 pfennig	5 pfennig.
New Guinea Company,			
Territory of Togo,			
Territory of Southwest Africa,			
Territory of East Africa,			
Territory of the Marshall Islands.			

Table of currency equivalents.

1658 UNIVERSAL POSTAL CONVENTION—WASHINGTON. JUNE 15, 1897.

Currency equivalents—Continued.

Pays de l'Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.	Countries of the Union.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Argentine (République)	8 centavos	4 centavos	2 centavos.	Argentine Republic.	8 centavos	4 centavos	2 centavos.
Autriche-Hongrie.	10 kreuzer	5 kreuzer.	3 kreuzer.	Austria-Hungary.	10 kreuzer	5 kreuzer.	3 kreuzer.
Bolivie	10 centavos	4 centavos	2 centavos.	Bolivia	10 centavos	4 centavos	2 centavos.
Bosnie-Herzégovine.	10 kreuzer	5 kreuzer.	3 kreuzer.	Bosnia-Herzegovina.	10 kreuzer	5 kreuzer.	3 kreuzer.
* Brésil	100 reis	50 reis	25 reis.	* Brazil	100 reis	50 reis	25 reis.
Canada	5 cents.	2 cents.	1 cent.	Canada	5 cents.	2 cents.	1 cent.
Chili	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Chile	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Colombie	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Colombia	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Corée	25 poon	10 poon	5 poon.	Korea	25 poon	10 poon	5 poon.
Costa-Rica	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Costa Rica	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Danemark	20 öre	10 öre	5 öre.	Denmark	20 öre	10 öre	5 öre.
Colonies danoises:				Danish Colonies:			
Groenland.	20 öre	10 öre	5 öre.	Greenland.	20 öre	10 öre	5 öre.
Antilles danoises.	5 cents.	2 cents.	1 cent.	Danish West Indies.	5 cents	2 cents	1 cent.
Dominicaine (République).	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Dominican Republic.	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
* Égypte	1 piastre	5 millièmes de livre.	2 millièmes de livre.	* Egypt	1 piastre	5 millièmes de livre.	2 millièmes de livre.
Équateur	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Ecuador	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Colonies espagnoles:				Spanish Colonies:			
Cuba, Porto Rico, îles Philippines et dépendances, et établissements du golfe de Guinée.	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Cuba, Porto Rico, Philippine Islands and dependencies, and establishments on the Gulf of Guinea.	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
États-Unis d'Amérique.	5 cents.	2 cents.	1 cent.	United States of America.	5 cents.	2 cents.	1 cent.
Grande-Bretagne.	2½ pence	1 penny	½ penny.	Great Britain.	2½ pence	1 penny	½ penny.
Colonies Britanniques:				British Colonies:			
Antigua, Bahamas (îles), Barbade, Bermudes, Côte-d'Or, Dominique, Falkland (îles), Gambie, Grenade, Jamaïque, Lagos, Malte, Montserrat, Natal, Nevis, St. Christophe, Ste. Lucie, St. Vincent, Sierra-Léone, Tabago, Trinité, Turques (îles) et Vierges (îles).	2½ pence	1 penny	½ penny.	Antigua, Bahamas, Barbados, Bermudes, Gold Coast, Dominica, Falkland Islands, Gambia, Grenada, Jamaica, Lagos, Malta, Montserrat, Natal, Nevis, St. Christopher, St. Lucia, St. Vincent, Sierra Leone, Tobago, Trinidad, Turks Island, Virgin Islands.	2½ pence	1 penny	½ penny.
Guayne anglaise, Honduras britannique et Terre-Neuve	5 cents.	2 cents.	1 cent.	British Guiana, British Honduras, and Newfoundland.	5 cents.	2 cents.	1 cent.
Hong Kong	10 cents de dollar.	4 cents de dollar.	2 cents de dollar.	Hong kong	10 cents of a dollar.	4 cents of a dollar.	2 cents of a dollar.
North Borneo et Labuan.				North Borneo and Labuan.			
Straits Settlements.	8 cents de dollar.	3 cents de dollar.	1 cent de dollar.	Sarawak and Straits Settlements.	8 cents of a dollar.	3 cents of a dollar.	1 cent of a dollar.
Maurice (île) et dépendances.	18 cent. de roupie.	8 cent. de roupie.	4 cent. de roupie.	Mauritius and dependencies.	18 cents of a rupee.	8 cents of a rupee.	4 cents of a rupee.
Chypre	2 piastres ou 80 paras.	1 piastre ou 40 paras.	½ piastre ou 20 paras.	Cyprus	2 piastres or 80 paras.	1 piastre or 40 paras.	½ piastre or 20 paras.
Ceylan	15 cent. de roupie.	6 cent. de roupie.	3 cent. de roupie.	Ceylon	15 cents of a rupee.	6 cents of a rupee.	3 cents of a rupee.
Cap de Bonne-Espérance.	2½ pence	1 penny	½ penny.	Cape of Good Hope.	2½ pence	1 penny	½ penny.
Zanzibar et Afrique Orientale.	2½ annas	1 anna	½ anna.	Zanzibar and East Africa.	2½ annas	1 anna	½ anna.
Ascension et St. Hélène.	2½ pence	1 penny	½ penny.	Ascension and St. Helens.	2½ pence	1 penny	½ penny.
Australasie.	2½ pence	1 penny	½ penny.	Australasia.	2½ pence	1 penny	½ penny.

UNIVERSAL POSTAL CONVENTION—WASHINGTON. JUNE 15, 1897. 1659

Payadel'Union			Countries of the Union			Currency equivalents—Continued.	
25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.		
Guatemala.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Guatemala.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Haiti.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo	Haiti.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo
de piastre.	de piastre.	de piastre.	de piastre.	de piastre.	de piastre.	de piastre.	de piastre.
Hawai.....	5 cents.	2 cents.	1 cent.	Hawai.....	5 cents.	2 cents.	1 cent.
Inde britan.	2½ annas.	1 anna.	½ anna.	British India.	2½ annas.	1 anna.	½ anna.
nique.							
* Japon.....	5 sen.	2 sen.	1 sen.	* Japon.....	5 sen.	2 sen.	1 sen.
Liberia.....	5 cents.	2 cents.	1 cent.	Liberia.....	5 cents.	2 cents.	1 cent.
Mexique.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Mexico.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Montenegro.....	10 soldi.	5 soldi.	2 soldi.	Montenegro.....	10 soldi.	5 soldi.	3 soldi.
Norvège.....	20 öre.	10 öre.	5 öre.	Norway.....	20 öre.	10 öre.	5 öre.
* Paraguay.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo	* Paraguay.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo
de peso.	de peso.	de peso.	de peso.	de peso.	de peso.	de peso.	de peso.
Pays-Bas et colonies néerlandaises.	12½ cents.	5 cents.	2½ cents.	Netherlands and Netherlands Colonies.	12½ cents.	5 cents.	2½ cents.
Perou.....	10 cents.	4 centavos	2 centavos.	Peru.....	10 cents.	4 centavos	2 centavos.
Perse.....	12 shahis.	5 shahis.	3 shahis.	Persia.....	12 shahis.	5 shahis.	3 shahis.
* Portugal et colonies portugaises, sauf l'Inde portugaise et Macao.	50 reis.	20 reis.	10 reis.	* Portugal and Portuguese Colonies, except Portuguese India and Macao.	50 reis.	20 reis.	10 reis.
Inde portugaise.	2 tangas.	10 reis.	5 reis.	Portuguese India.	2 tangas.	10 reis.	5 reis.
* Macao.....				* Macao.....			
République Major de l'Amérique centrale.	5 centavos	2 centavos	1 centavo.	Greater Republic of Central America.	5 centavos	2 centavos	1 centavo.
Russie.....	10 kopeks.	4 kopeks.	2 kopeks.	Russia.....	10 kopeks.	4 kopeks.	2 kopeks.
Siam.....	10 atts.	4 atts.	2 atts.	Siam.....	10 atts.	4 atts.	2 atts.
Sud Africain (République).	2½ pence.	1 penny.	½ penny.	South African Republic.	2½ pence.	1 penny.	½ penny.
Suède.....	20 öre.	10 öre.	5 öre.	Sweden.....	20 öre.	10 öre.	5 öre.
Turquie.....	40 paras.	20 paras.	10 paras.	Turkey.....	40 paras.	20 paras.	10 paras.
Uruguay.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo	Uruguay.....	5 centavos	2 centavos	1 centavo
de piastre.	de piastre.	de piastre.	de piastre.	de piastre.	de piastre.	de piastre.	de piastre.

† In the Convention as signed, Sarawak was inadvertently omitted from the table of equivalents.

* Since this Convention was signed, the equivalents of the following countries have been modified, viz:

	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Brazil.....	200 reis.....	100 reis.....	50 reis.
Egypt.....	1 piastre.....	4 millièmes de livre	2 millièmes de livre
Japan.....	10 sen.....	4 sen.....	2 sen.
Orange Free State.....	2½ pence.....	1 penny.....	½ penny.
Paraguay.....	10 centavos of a peso.	4 centavos of a peso.	2 centavos of a peso.
Portugal.....	65 reis.....	25 reis.....	15 reis.
Macao and Timor.....	10 avos de pataca.	4 avos de pataca.	2 avos de pataca.

2.—En cas de changement du système monétaire dans l'un des pays susmentionnés ou de modification importante dans la valeur de sa monnaie, l'Administration de ce pays doit s'entendre avec l'Administration des postes suisses pour modifier les équivalents ci-dessus; il appartient à cette dernière Administration de faire notifier la modification à tous les autres Offices de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international.

3.—Les fractions monétaires résultant, soit du complément de taxe applicable aux correspondances insuffisamment affranchies, soit de la fixation des taxes des corres-

2.—In case of change in the monetary system of any one of the above-mentioned countries, or of an important modification in the value of its money, the Administration of that country must come to an understanding with the Swiss Postal Administration in order to modify the above equivalents; it devolves upon the latter Administration to give notice of this modification to all the other Offices of the Union through the intermediary of the International Bureau.

3.—The monetary fractions resulting either from the complement of the charge applicable to insufficiently paid articles, or from the fixing of the rates on articles

Notice of monetary changes.

Adjustment of fractions.

poundances échangées avec les pays étrangers à l'Union, ou de la combinaison des taxes de l'Union avec les surtaxes prévues par l'article 5 de la Convention, peuvent être arrondies par les Administrations qui en effectuent la perception. Mais la somme à ajouter de ce chef ne peut, dans aucun cas, excéder la valeur d'un vingtième de franc (cinq centimes).

exchanged with countries foreign to the Union, or from the combination of the Union rates with the surtaxes contemplated by Article 5 of the Convention, may be rounded off by the Administrations which levy the rates. But the sum to be added on this account must, in no case, exceed the value of one-twentieth of a franc (five centimes).

V.

Exceptions en Matière de Poids.

Weight equivalents.

Il est admis, par mesure d'exception, que les États qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids décimal métrique, ont la faculté d'y substituer l'once *avoirdupois* (28.3465 grammes), en assimilant une demi-once à 15 grammes et deux onces à 50 grammes, et d'élever, au besoin, la limite du port simple des journaux à quatre onces, mais sous la condition expresse que, dans ce dernier cas, le port des journaux ne soit pas inférieur à 10 centimes et qu'il soit perçu un port entier par numéro de journal, alors même que plusieurs journaux se trouveraient groupés dans un même envoi.

V.

Exceptions in the Matter of Weight.

As an exceptional measure, it is agreed that the States which, in consequence of their domestic regulations, are unable to adopt the decimal metrical system of weight, have the right to substitute for it the ounce *avoirdupois* (28.3465 grams), by assimilating a half-ounce to 15 grams, and two ounces to 50 grams, and to raise, if needful, the limit of the single rate of postage for newspapers to four ounces, but under the express condition that, in the latter case, the postage on newspapers be not less than 10 centimes, and that an entire rate of postage be charged for each copy of the newspaper, even though several newspapers be included in the same package.

VI.

Timbres-poste.

Postage stamps.

1.—Les timbres-poste représentant les taxes-types de l'Union ou leur équivalent dans la monnaie de chaque pays sont confectionnés autant que possible dans les couleurs suivantes:

—color.

les timbres de 25 centimes en bleu foncé;
les timbres de 10 centimes en rouge;
les timbres de 5 centimes en vert.

—inscription of value.

2.—Les timbres-poste doivent porter sur leur face l'inscription de la valeur qu'ils représentent effectivement pour l'affranchissement des correspondances d'après le tableau des équivalents inséré à l'article IV précédent.

VI.

Postage-stamps.

1.—Postage-stamps representing the typical Union rates or their equivalent in the money of each country are printed as far as possible in the following colors:

Stamps of the value of 25 centimes in dark blue;
Stamps of the value of 10 centimes in red;
Stamps of the value of 5 centimes in green.

2.—The postage-stamps must bear on their face the inscription of the value which they represent for the prepayment of articles of correspondence in accordance with the Table of equivalents inserted in Article IV preceding.

VII.

Correspondance avec les Pays Étrangers à l'Union.

Les Offices de l'Union qui ont des relations avec des pays étrangers à l'Union fournissent aux autres Offices de l'Union la liste de ces pays, avec les indications suivantes:

- 1° frais de transit maritime ou territorial applicables au transport en dehors des limites de l'Union;
- 2° désignation des correspondances admises;
- 3° affranchissement obligatoire ou facultatif;
- 4° limite, pour chaque catégorie de correspondances, de la validité de l'affranchissement perçu [jusqu'à destination, jusqu'au port de débarquement, etc.];
- 5° étendue de la responsabilité pécuniaire en matière d'envois recommandés;
- 6° possibilité d'admettre les avis de réception, et
- 7° autant que possible, tarif d'affranchissement en vigueur dans le pays en dehors de l'Union par rapport au pays de l'Union.

VIII.

Application des Timbres.

- 1.—Les correspondances originaires des pays de l'Union sont frappées d'un timbre indiquant le lieu d'origine et la date du dépôt à la poste.
- 2.—A l'arrivée, le bureau de destination applique son timbre à date au verso des lettres et au recto des cartes postales.
- 3.—Le timbrage des correspondances déposées sur les paquebots dans les boîtes mobiles ou entre les mains des commandants, incombe, dans les cas prévus par le paragraphe 3 de l'article 11 de la Convention, à l'agent des postes embarqué ou, s'il n'y en a pas, au bureau de poste auquel ces correspondances sont livrées. Le cas échéant, celui-ci les frappe de son timbre à date ordinaire et y appose la mention "Paquebot" soit à la main, soit au moyen d'une griffe ou d'un timbre.

VII.

Correspondence with Countries Foreign to the Union.

Offices of the Union which have relations with countries foreign to the Union, furnish to the other Offices of the Union a list of those countries with the following indications:

- 1st the maritime or territorial transit charges applicable to conveyance outside the limits of the Union;
- 2nd the kind of articles admitted;
- 3d whether prepayment is compulsory or optional;
- 4th the limit for each category of articles, of the validity of the prepayment levied [to destination, to the port of debarkation, etc.];
- 5th the extent of the pecuniary responsibility in the matter of registered articles;
- 6th whether return-receipts are obtainable or not;
- 7th as far as possible, the rates of postage from the country outside of the Union to the Union country.

Correspondance with non-Union countries.

—list to be furnished Union countries.

VIII.

Application of Stamps.

- 1.—Articles originating in countries of the Union are impressed with a stamp indicating the place of origin and the date of mailing.
- 2.—On arrival, the office of destination impresses its date-stamp on the back of letters and on the front of post-cards.
- 3.—The stamping of articles deposited on board vessels in the movable boxes, or in the hands of the commanders, devolves, in the cases contemplated by Section 3 of Article 11 of the Convention, on the postal agent on board, or if there be none, on the post office to which the articles are delivered. In that case, this post office stamps them with its ordinary date-stamp and adds the word "paquebot" [mail-steamer] either in manuscript, or by means of a stamp.

Application of post-marks.

—at place of origin.

—at destination.

—on ships.

—from non-Union countries.

4.—Les correspondances originaires des pays étrangers à l'Union sont frappées, par l'Office de l'Union qui les a recueillies, d'un timbre indiquant le point et la date d'entrée dans le service de cet Office.

4.—Articles originating in countries foreign to the Union are impressed by the Office of the Union which first receives them, with a stamp indicating the place and date of entry into the service of that Office.

—on unpaid, etc., articles.

5.—Les correspondances non affranchies ou insuffisamment affranchies sont, en outre, frappées du timbre T (taxe à payer), dont l'application incombe à l'Office du pays d'origine s'il s'agit de correspondances originaires de l'Union, et à l'Office du pays d'entrée s'il s'agit de correspondances originaires des pays étrangers à l'Union.

5.—Unpaid or insufficiently paid articles are, in addition, impressed with the stamp T (tax to be paid), the application of which devolves upon the Office of the country of origin in the case of articles originating in the Union, and upon the Office of the country of entry in the case of articles originating in countries foreign to the Union.

—on special-delivery articles.

6.—Les envois à remettre par exprès sont frappés d'un timbre portant en gros caractères le mot „Exprès“. Les Administrations sont toutefois autorisées à remplacer ce timbre par une étiquette imprimée ou par une inscription manuscrite et soulignée en crayon de couleur.

6.—Articles to be delivered by special messenger are impressed with a stamp showing in large letters the word “Exprès”. The Administrations are, however, authorized to substitute for this stamp a printed label or a written inscription underscored with a colored pencil.

Articles not stamped T considered as prepaid.

7.—Tout objet de correspondance ne portant pas le timbre T est considéré comme affranchi et traité en conséquence, sauf erreur évidente.

7.—Every article of correspondence which does not bear the stamp T is considered as prepaid and treated accordingly, unless there be an obvious error.

Omission to cancel stamps.

8.—Les timbres-poste non oblitérés ensuite d'erreur ou d'omission dans le service d'origine doivent l'être de la manière usuelle par le bureau qui constate l'irrégularité.

8.—Postage-stamps which have not been canceled owing to an error or omission on the part of the office of origin must be canceled in the usual manner by the post office which detects the irregularity.

—subsequent cancellation.

IX.

Indication du Nombre de Ports.

Rates due to be marked.

Lorsqu'une lettre ou tout autre objet de correspondance non affranchi ou insuffisamment affranchi est passible, en raison de son poids, de plus d'un port simple, l'Office d'origine ou d'entrée dans l'Union, suivant le cas, indique, à l'angle gauche supérieur de la suscription en chiffres ordinaires, le nombre des ports de l'objet.

IX.

Indication of the Number of Rates.

When an unpaid or insufficiently paid letter or other article of correspondence is liable, by reason of its weight, to more than a single rate of postage, the Office of origin or of entry into the Union, as the case may be, indicates in the upper left-hand corner of the address, in ordinary figures, the number of rates of the article.

X.

Affranchissement Insuffisant.

Marking insufficient payment.

1.—Lorsqu'un objet est insuffisamment affranchi au moyen de timbres-poste, l'Office expéditeur indique en chiffres noirs, apposés à côté des timbres-poste, le mon-

X.

Insufficient Prepayment.

1.—When an article is insufficiently paid by means of postage-stamps, the dispatching Office indicates, in black figures placed at the side of the postage-stamps,

tant de l'insuffisance en l'exprimant en francs et centimes.

2.—D'après cette indication, le bureau d'échange du pays de destination taxe l'objet au double de l'insuffisance constatée.

3.—Dans le cas où il a été fait usage de timbres-poste non valables pour l'affranchissement, il n'en est tenu aucun compte. Cette circonstance est indiquée par le chiffre zéro (0) placé à côté des timbres-poste.

the amount of the deficiency, expressing it in francs and centimes.

2.—According to this indication, the exchange office of the country of destination charges the article with double the deficiency noted.

3.—In case postage-stamps not valid for prepayment have been used, no account is taken of them. This circumstance is indicated by a cipher (0) placed at the side of the postage-stamps.

—double rate charged.

Invalid stamps.

XI.

Conditionnement des Objets Recommandés.

1.—Les objets de correspondance adressés sous des initiales et ceux qui portent une adresse écrite au crayon ne sont pas admis à la recommandation.

2. Aucune condition spéciale de forme ou de fermeture n'est exigée pour les objets recommandés. Chaque Office a la faculté d'appliquer à ces envois les règles établies dans son service intérieur.

3.—Les objets recommandés doivent porter une étiquette conforme ou analogue au modèle A annexé au présent Règlement, avec l'indication du nom du bureau d'origine et du numéro d'ordre sous lequel l'envoi est inscrit dans le registre de ce bureau.

Toutefois, il est permis aux Administrations dont le régime intérieur s'oppose actuellement à l'emploi des étiquettes, d'ajourner la mise à exécution de cette mesure et de continuer à employer des timbres pour la désignation des objets recommandés.

Il est, cependant, de rigueur de désigner chaque envoi recommandé par un numéro d'ordre. Si les règlements internes d'un Office réexpéditeur comportent la désignation des envois recommandés par un nouveau numéro d'ordre, cet Office est tenu de biffer le numéro original, tout en ayant soin de le laisser lisible.

4.—Les envois recommandés non affranchis ou insuffisamment affranchis sont transmis aux destinataires sans taxe, mais le bureau qui reçoit un envoi dans ces conditions est tenu de signaler le cas par bul-

XI.

Conditions applicable to Registered Articles.

1.—Articles of correspondence addressed under initials or in pencil are not admitted to registration.

2.—No special condition of form or fastening is prescribed for registered articles. Each Office has the right to apply to such articles the regulations in force in its domestic service.

3.—Registered articles should bear a label in conformity with or analogous to Form A annexed to the present Regulations, indicating the name of the office of origin and the number of order under which the article is entered on the records of that office.

Nevertheless, Administrations whose domestic regulations do not at present authorize the use of labels, are permitted to defer the execution of this measure and to continue the use of stamps for designating registered articles.

It is, however, indispensable to designate each registered article by a number of order. If the domestic regulations governing a re-forwarding post office require the designation of registered articles by a new number of order, that office must cross out the original number, taking care however to leave it legible.

4.—Unpaid or insufficiently paid registered articles are forwarded to the addressees without charge, but the office which receives an article in these conditions, must report the case by a Bulletin of

Registered articles.

Addresses forbidden.

Form, etc.

—label.

Post, p. 1706.

Unpaid or short-paid articles.

letin de vérification à l'Administration dont relève le bureau d'origine. Le bulletin doit relater très exactement l'origine, la date du dépôt et le numéro d'envoi. Cette prescription ne s'applique pas aux envois recommandés qui, par suite de réexpédition, deviennent passible d'une taxe supérieure. Ces derniers envois sont traités en conformité des dispositions du § 2 de l'article XXV du présent Règlement.

Verification to the Administration to which the post office of origin is subordinate. The Bulletin must state very exactly the origin, date of mailing and number of the article. This stipulation does not apply to registered articles which, in consequence of having been forwarded, become liable to a higher rate of postage. Such articles are treated in conformity with the provisions of Section 2 of Article XXV of the present Regulations.

XII.

Indemnité pour la Perte d'un Envoi Recommandé.

Reimbursement of losses.

Lorsque l'indemnité due pour la perte d'un envoi recommandé a été payée par une Administration pour le compte d'une autre Administration, rendue responsable, celle-ci est tenue d'en rembourser le montant dans le délai de trois mois après avis du paiement. Ce remboursement s'effectue, soit au moyen d'un mandat de poste ou d'une traite, soit en espèces ayant cours dans le pays crédeur. Lorsque le remboursement de l'indemnité comporte des frais, ils sont toujours à la charge de l'Office débiteur.

XII.

Indemnity for the Loss of a Registered Article.

When the indemnity due for the loss of a registered article has been paid by one Administration, on behalf of another Administration which is responsible for the loss, the latter Administration is obliged to reimburse the amount within a period of three months after having been advised of the payment. This reimbursement is made either by means of a money order, or a draft, or in specie current in the creditor country. When the reimbursement of the indemnity involves expenses, they are invariably borne by the debtor Office.

XIII.

Avis de Réception.

Return receipts.

1.—Les envois dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente: „Avis de réception“ ou l'empreinte d'un timbre portant: A. R.

Form.

Post. p. 1706.

2.—Ils sont accompagnés d'une formule conforme ou analogue au modèle B ci-annexé; cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Office expéditeur et réunie, au moyen d'un croisé de ficelle, à l'objet auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

Les avis de réception doivent être formulés en français ou porter une traduction surlinéaire en cette langue.

XIII.

Return-Receipts for Registered Articles.

1.—Articles for which the sender requests a Return-receipt must be marked very clearly: "Avis de réception" (Return-Receipt) or be stamped with the letters: A. R.

2.—They are accompanied by a Form conforming or analogous to the Form B appended hereto; this Form is prepared by the post office of origin or by any other post office which the dispatching Office may designate, and attached, by means of a string tied crosswise, to the article to which it relates. If it does not reach the post office of destination, that office officially prepares a new Return-receipt.

Return-receipts must be formulated in French or bear an inter-linear translation in that language.

3.—Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule B, la renvoie sous enveloppe et avec recommandation d'office au bureau d'origine.

3.—The office of destination, after having duly filled out the Form B, returns it in an envelope and under official registration, to the office of origin.

Return of form.

4.—Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un objet recommandé postérieurement au dépôt de cet objet, le bureau d'origine reproduit sur une formule B, préalablement revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe d'avis de réception, la description très exacte de l'objet recommandé [nature de l'objet, bureau d'origine, date de dépôt, numéro, suscription]. Cette formule est transmise d'Administration à Administration avec l'indication de la dépêche dans laquelle l'objet recommandé à rechercher a été livré au service d'échange de l'Office correspondant. Le bureau de destination remplit la formule et la renvoie au bureau d'origine de la manière prescrite par le §. 3 précédent.

4.—When a sender requests a Return-receipt for a registered article after the article has been mailed, the post office of origin reproduces on a Form B, to which there has been previously attached a postage-stamp representing the charge for a Return-receipt, a very exact description of the registered article [its nature, post office of origin, date of mailing, number, address]. This Form is transmitted from Office to Office with the indication of the mail in which the registered article inquired for has been delivered to the corresponding Office of exchange. The post office of destination fills out the Form and returns it to the office of origin in the manner prescribed by Section 3 preceding.

Request for return receipt after mailing of article.

Post, p. 1708.

5.—Si un avis de réception régulièrement demandé par l'expéditeur au moment du dépôt, n'est pas parvenue dans les délais voulus au bureau d'origine, on procède, pour réclamer l'avis manquant conformément aux règles tracées au §. 4 précédent. Toutefois, dans ce dernier cas, au lieu de revêtir la formule B d'un timbre-poste, le bureau d'origine inscrit en tête la mention "Réclamation de l'avis de réception, etc."

5.—If a Return-receipt regularly requested by the sender at the moment of mailing, has not reached the office of origin within the time stipulated, the rules laid down in Section 4 preceding are followed for reclaiming the missing Return-receipt. In this last mentioned case, however, instead of affixing a postage-stamp to the Form B, the office of origin enters at the top of the Form the words "Reclamation for a Return-receipt, etc."

Reclaiming missing return receipt regularly requested.

XIV.

XIV.

Envois Recommandés Grevés de Remboursement.

Registered Articles Marked with Trade Charges.

1.—Les envois recommandés grevés de remboursement doivent être revêtus de l'empreinte d'un timbre ou d'une étiquette portant le mot "Remboursement."

1.—Registered articles marked with trade charges must bear the impression of a stamp or a label showing the word "Remboursement."

Registered articles marked with trade charges. —stamp.

2.—Le montant du remboursement doit être énoncé dans la monnaie du pays de destination sur le recto de l'envoi en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres, sans rature ni surcharge. L'expéditeur doit indiquer, au-dessous, son nom et son adresse, également en caractères latins.

2.—The amount of the trade charge must be given in the currency of the country of destination on the address-side of the article in Roman characters, both in words and in Arabic figures, without erasure or interlineations. The sender must indicate, below, his name and address, likewise in Roman characters.

—amount of trade charge to be marked, etc

Return of article on failure to pay charge.

3.—Si le destinataire ne paye pas le montant du remboursement dans un délai de 7 jours dans les relations entre pays d'Europe et dans un délai de 15 jours dans les relations des pays d'Europe avec les pays hors d'Europe et de ces derniers pays entre eux, à partir du jour qui suit celui-ci de l'arrivée au bureau destinataire, l'envoi est réexpédié au bureau d'origine.

3.—If the addressee does not pay the amount of the trade charge within a period of 7 days when the service is between the countries of Europe, and a period of 15 days when the service is between countries of Europe and countries outside of Europe, or is between these last mentioned countries themselves, dating from the day following the day of arrival at the post office of destination, the article is sent back to the office of origin.

Disposition of amount collected.

4.—Sauf autre arrangement, la somme recouvrée, déduction faite du droit d'encaissement prévu à l'article 7, §. 2, de la Convention et de la taxe ordinaire des mandats de poste, est convertie en un mandat de poste portant en tête du recto la mention "Remb." et établi pour le surplus en conformité du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des mandats de poste. Il doit être fait mention, sur le coupon du mandat, du nom et de l'adresse du destinataire de l'envoi contre remboursement, ainsi que du lieu et de la date du dépôt de cet envoi.

4.—Unless there be a contrary arrangement, the amount collected, after deducting the charge for cashing contemplated by Article 7, Section 2, of the Convention and the ordinary charge for a money order, is converted into a Money Order showing at the head of the front part the word "Remb." and issued for the amount remaining after the deductions indicated above, in conformity with the Regulations for the execution of the Arrangement concerning the service of Money Orders. Mention should be made, on the coupon of the money order, of the name and address of the addressee of the article marked with trade charges, as well as of the place and date of mailing of the article.

Forwarding of articles, etc.

5.—Sauf arrangement contraire, les envois grevés de remboursement peuvent être réexpédiés d'un des pays participant à ce service sur un autre de ces pays. En cas de réexpédition, l'envoi conserve intacte la demande de remboursement originale, telle que l'expéditeur lui-même l'a formulée. L'Office de la destination définitive doit seul procéder à la conversion dans sa monnaie du montant du remboursement, d'après le taux en vigueur pour les mandats de poste, dans le cas où il n'aurait pas le même système monétaire que celui dans lequel le remboursement est exprimé; il lui appartient aussi de transformer le remboursement en un mandat sur le pays d'origine.

5.—Unless there be a contrary arrangement, articles marked with trade charges may be forwarded from one of the countries participating in this service to another one of those countries. In case of forwarding, the sender's marking of the trade-charges is preserved intact. The Office of the final destination is the only one which may proceed to convert into its currency the amount of the trade-charge, according to the rate of conversion applicable to money orders, in case it has not the same monetary system as that in which the trade charge is expressed; it is likewise its duty to convert the trade charge into a money order payable in the country of origin.

XV.

XV.

Postal cards.

Cartes Postales.

Post Cards.

General provisions.

1.—Les cartes postales doivent être expédiées à découvert et porter,

1.—Post cards must be forwarded without cover and bear, at the

en tête du recto, le titre "Carte postale" exprimé d'une manière apparente en langue française ou avec traduction sublinéaire en cette langue. Ce titre est suivi, autant que possible, des mentions "Union postale universelle" "[Côté réservé à l'adresse]". Le reste du recto est réservé aux timbres d'affranchissement, aux indications relatives au service postal [recommandé, avis de réception, etc.] et à l'adresse du destinataire, laquelle peut être écrite à la main ou figurer sur une étiquette collée n'excédant pas deux centimètres sur cinq.

Lorsque l'expéditeur utilise pour l'étranger une carte postale du service intérieur, on donne cours à cette carte pourvu qu'elle porte soit le titre, imprimé ou écrit, "Carte postale", soit l'équivalent de ce titre dans la langue du pays d'origine.

En outre, l'expéditeur a la faculté d'indiquer au recto son nom et son adresse, soit par écrit, soit au moyen d'un timbre, d'une griffe ou de tout autre procédé typographique.

Des vignettes ou réclames peuvent être imprimées sur le recto. Toutefois, elles ne doivent nuire en rien à l'indication claire de l'adresse, ainsi qu'à l'apposition des timbres et notices du service postal.

A l'exception des timbres d'affranchissement et des étiquettes mentionnées au premier alinéa et au paragraphe 4 du présent article, il est interdit de joindre ou d'attacher aux cartes postales des objets quelconques.

2.—Les cartes postales ne peuvent excéder les dimensions suivantes: longueur, 14 centimètres; largeur, 9 centimètres.

3.—Les cartes postales avec réponse payée doivent présenter, au recto, comme titre sur la première partie: „Carte postale avec réponse payée“; sur la seconde partie: „Carte postale-réponse“. Les deux parties doivent d'ailleurs remplir, chacune, les autres conditions imposées à la carte postale simple; elles sont repliées l'une sur l'autre et ne peuvent être fermées d'une manière quelconque.

head of the front, the title "Post Card" in a conspicuous manner in the French language, or with an interlinear translation in that language. This title is followed, as far as possible, by the words "Universal Postal Union", "[side reserved for the address]". The remaining portion of the front is reserved for postage stamps, for indications relating to the postal service [registered, Return-receipt, etc.] and for the address of the addressee, which may be in manuscript or in the shape of a label pasted on the card, not exceeding two centimeters by five.

When the sender uses for a foreign destination a post card of the domestic service, the card is forwarded provided it bears the title, printed or written, "Post Card", or the equivalent of that title in the language of the country of origin.

Moreover, the sender has the option of indicating his name and address on the front either in writing, or by means of a stamp, autograph stamp, or other typographical process.

Engravings or advertisements may be printed on the front. They must in no wise interfere (however) with the clear indication of the address, or with the application of stamps and notices of the postal service.

Except stamps for prepayment and the labels mentioned in the first paragraph and in section 4 of the present Article, it is forbidden to join or attach to post-cards any articles whatsoever.

2.—Post-cards may not exceed the following dimensions: length, 14 centimeters; breadth, 9 centimeters.

3.—Post-cards with paid reply must bear on the front, as a title, on the first half: "Post-card with paid reply"; on the second half: "Reply Post-Card". Each of the two halves must also comply with the other conditions prescribed for single post-cards; one half is folded over the other, and must not be closed in any manner whatsoever.

Dimensions.

Return cards.

Sender's address on reply.

4.—Il est loisible à l'expéditeur d'une carte postale avec réponse payée d'indiquer son nom et son adresse au recto de la partie „Réponse“, soit par écrit, soit en y collant une étiquette.

4.—The sender of a post-card with paid reply may indicate his name and address on the front of the “reply half”, either in writing or by pasting a label on it.

Prepayment limited to country of origin, etc.

5.—L'affranchissement de la partie „Réponse“ au moyen du timbre-poste du pays qui a émis la carte n'est valable que si les deux parties de la carte postale avec réponse payée sont parvenues adhérentes du pays d'origine et si la partie „Réponse“ est expédiée à destination de ce pays. Dans les autres cas elle est traitée comme carte postale non affranchie.

5.—The prepayment of the “reply half” by means of the postage-stamp of the country which issued the card is valid only if the two parts of the post-card with paid reply are received from the country of origin adhering to each other, and if the “reply” half is forwarded to a destination in that country. In other cases it is treated as an unpaid post-card.

Private cards.

6.—Les cartes postales simples et celles avec réponse payée, émanant de l'industrie privée, sont admises à la circulation internationale pourvu que la législation du pays d'origine le permette et qu'elles remplissent les conditions déterminées dans le présent article pour l'admission au tarif réduit, dans les échanges de pays à pays, des cartes postales émises par les Administrations des postes et qu'elles soient conformes, en ce qui concerne le format et la consistance du papier, aux cartes émises par l'Office d'origine.

6.—Single post-cards and post-cards with paid reply, issued by private establishments, are admitted to international circulation, provided the legislation of the country of origin allows it, and that they fulfil the conditions prescribed in the present Article for the admission at the reduced rate, in the exchanges from country to country, of post-cards issued by the Postal Administrations, and that they be in conformity with the post-cards issued by the Office of origin, as regards their size and the consistency of the paper.

Cards treated as letters.

7.—Les cartes postales ne remplissant pas, quant aux indications prescrites aux dimensions, à la forme extérieure, etc., les conditions imposées par le présent article à cette catégorie d'envoi, sont traitées comme lettres.

7.—Post-cards not fulfilling, as regards dimensions, external form, etc., the conditions prescribed by the present Article for articles of this category, are treated as letters.

Cependant, les cartes postales adressées originellement à l'intérieur du pays d'origine et réexpédiées sur un autre pays, sont admises à bénéficier du tarif réduit si elles remplissent les conditions prescrites pour la circulation des cartes postales à l'intérieur de pays d'origine et ne dépassent pas les dimensions fixées au § 2 précédent.

Nevertheless, post-cards addressed originally to the interior of the country of origin and forwarded to another country are admitted at the reduced rate if they fulfil the conditions prescribed for the circulation of post-cards in the interior of the country of origin and do not exceed the dimensions fixed by Section 2 preceding.

XVI.

XVI.

Commercial papers.

Papiers d'Affaires.

Commercial Papers.

—definition.

1.—Sont considérés comme papiers d'affaires, et admis comme tels à la modulation de port consacrée par l'article 5 de la Convention, toutes les pièces et tous les documents écrits ou dessinés en

1.—The following are considered as commercial papers and admitted as such at the reduced postage specified in Article 5 of the Convention; all instruments or documents, written or drawn wholly or

Ante, p. 1633.

tout ou partie à la main, qui n'ont pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, tels que les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les officiers ministériels, les lettres de voiture ou connaissements, les factures, les différents documents de service des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes sous seing privé écrits sur papier timbré ou non timbré, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les manuscrits d'ouvrages ou de journaux expédiés isolément, les devoirs corrigés d'élèves à l'exclusion de toute appréciation sur le travail, etc.

2.—Les papiers d'affaires sont soumis, en ce qui concerne la forme et le conditionnement, aux dispositions prescrites pour les imprimés (article XVIII ci-après).

partly by hand which have not the character of an actual and personal correspondence, such as papers of legal procedure, deeds of all kinds drawn up by public functionaries, way-bills or bills of lading, invoices, the various documents of insurance companies, copies of or extracts from acts under private signature written on stamped or unstamped paper, scores or sheets of manuscript music, manuscripts of works or of newspapers forwarded separately, corrected tasks of pupils excluding all comments on the work, etc.

2.—Commercial papers are subject, so far as regards form and conditions to the regulations prescribed for prints (Article XVIII).

Conditions.

XVII.

Échantillons.

1.—Les échantillons de marchandises ne sont admis à bénéficier de la modération de port qui leur est attribuée par l'article 5 de la Convention que sous les conditions suivantes:

2.—Ils doivent être placés dans des sacs, des boîtes ou des enveloppes mobiles de manière à permettre une facile vérification.

3.—Ils ne peuvent avoir aucune valeur marchande, ni porter aucune écriture à la main que le nom ou la raison sociale de l'expéditeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre, des prix et des indications relatives au poids, au métrage et à la dimension, ainsi qu'à la quantité disponible, ou celles qui sont nécessaires pour préciser la provenance et la nature de la marchandise.

4.—Les objets en verre, les envois de liquides, huiles, corps gras, poudres sèches, colorantes ou non, ainsi que les envois d'abeilles vivantes sont admis au transport comme échantillons de marchandises, pourvu qu'ils soient conditionnés de la manière suivante:

1° Les objets en verre doivent être emballés solidement

XVII.

Samples.

1.—Samples of merchandise are admitted to the advantage of the reduced postage which is fixed for them by Article 5 of the Convention only under the following conditions:

2.—They must be placed in bags, boxes, or removable envelopes, in such a manner as to admit of easy inspection.

3.—They must not have any salable value, nor bear any manuscript other than the name or the social position of the sender, the address of the person for whom they are intended, a manufacturer's or a trade mark, numbers of order, prices, and indications relating to weight and size, as well as to the quantity to be disposed of, or those which are necessary to precisely indicate the origin and nature of the merchandise.

4.—Articles of glass, liquids, oils, fatty substances, dry powders whether coloring or not, as well as live bees are admitted to transmission as samples of merchandise, provided they are put up in the following manner:

1st. Articles of glass must be packed solidly [in boxes of metal,

Samples.

—wrapping.

—writing permitted.

Glass, liquids, etc., transmissible as samples.

Packing of glass.

[boîtes en métal, en bois, en cuir ou en carton] de manière à prévenir tout danger pour les correspondances et les agents.

—of liquids, etc.

2° Les liquides, huiles et corps facilement liquéfiables doivent être insérés dans des flacons en verre hermétiquement bouchés. Chaque flacon doit être placé dans une boîte en bois garnie de sciure de bois, de coton ou de matière spongieuse en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de bris du flacon. Enfin, la boîte elle-même doit être enfermée dans un étui en métal, en bois avec couvercle vissé ou en cuir fort et épais.

Lorsqu'on emploie des blocs en bois perforés ayant au moins 2½ millimètres dans la partie la plus faible, suffisamment garnis à l'intérieur de matières absorbantes et munis d'un couvercle, il n'est pas nécessaire que ces blocs soient enfermés dans un second étui.

—of fatty substances.

3° Les corps gras difficilement liquéfiables, tels que les onguents, le savon mou, les résines, etc., dont le transport offre moins d'inconvénients, doivent être enfermés sous une première enveloppe (boîte, sac en toile, parchemin, etc.), placée elle-même dans une seconde boîte en bois, en métal ou en cuir fort et épais;

—of dry powders.

4° Les poudres sèches, colorantes ou non, doivent être placées dans des boîtes en carton, lesquelles elles-mêmes sont enfermées dans un sac en toile ou en parchemin.

—of live bees.

5° Les abeilles vivantes doivent être renfermées dans des boîtes disposées de façon à éviter tout danger et à permettre la vérification du contenu.

Dried plants, etc., admitted.

5.—Sont également admis au tarif des échantillons, les objets d'histoire naturelle, animaux et plantes séchés ou conservés, spécimens géologiques, etc., dont l'envoi n'a pas lieu dans un but commercial et dont l'emballage est conforme aux prescriptions générales concernant les échantillons de marchandises.

wood, leather or cardboard], in a way to prevent all danger to the correspondence and the employed.

2d. Liquids, oils and substances easily liquefiable must be enclosed in glass bottles hermetically closed. Each bottle must be placed in a wooden box filled with sawdust, cotton, or spongy material in sufficient quantity to absorb the liquid in case the bottle should be broken. Finally, the box itself must be enclosed in a case of metal, or wood with a screw-top, or of strong and thick leather.

If perforated wooden blocks are used, measuring at least 2½ millimeters in the thinnest part, sufficiently filled inside with absorbing material, and furnished with a lid, it is not necessary that these blocks should be enclosed in a second case.

3d. Fatty substances which are not easily liquefiable, such as ointments, soft soap, resins, etc., the conveyance of which causes less inconvenience, must be enclosed in an inner cover (box, bag of linen or parchment, etc.), which must itself be placed in a second box of wood, metal or strong and thick leather.

4th. Dry powders, whether coloring or not, must be placed in cardboard boxes, which are enclosed in a bag of linen or parchment.

5th. Live bees must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger and to permit the contents to be ascertained.

5.—There are likewise admitted, at the rate applicable to samples, articles of natural history, dried or preserved animals and plants, geological specimens, etc., which are not transmitted for a commercial purpose, and which are packed in conformity with the general regulations concerning samples of merchandise.

XVIII.

Imprimés de toute Nature.

1.—Sont considérés comme imprimés, et admis comme tels à la

Printed matter.
—definition.

XVIII.

Printed matter of every kind.

1.—The following are considered as prints, and admitted as such at

modération de port consacrée par l'article 5 de la Convention, les journaux et ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les cartes de visite, les cartes-adresses, les épreuves d'imprimerie avec ou sans les manuscrits s'y rapportant, les papiers revêtus de points en relief à l'usage des aveugles, les gravures, les photographies et les albums contenant des photographies, les images, les dessins, plans, cartes géographiques, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et en général, toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie, de la gravure, de la lithographie et de l'autographie, ou de tout autre procédé mécanique facile à reconnaître, hormis le décalque et la machine à écrire.

Sont assimilées aux imprimés, les reproductions d'un copie-type faite à la plume ou à la machine à écrire lorsqu'elles sont obtenues par un procédé mécanique de polygraphie [chromographie, etc.]; mais pour jouir de la modération de port, ces reproductions doivent être déposées aux guichets des bureaux de poste et au nombre minimum de vingt exemplaires parfaitement identiques.

2.—Sont exclus de la modération de port, les timbres ou formules d'affranchissement, oblitérés ou non, ainsi que tous imprimés constituant le signe représentatif d'une valeur.

3.—Ne peuvent être expédiés à la taxe réduite les imprimés dont le texte a été modifié, après tirage, soit à la main, soit à l'aide d'un procédé mécanique, ou a été revêtu de signes quelconques susceptibles de constituer un langage conventionnel.

4.—Comme exception à la règle déterminée par le paragraphe 3 précédent, il est permis :

- a) d'indiquer à l'extérieur de l'enveloppe le nom, la raison de commerce et le domicile de l'expéditeur ;
- b) d'ajouter à la main, sur les cartes de visite imprimées, l'adresse de l'expéditeur, son titre, ainsi que des souhaits, félicitations, remer-

the reduced postage sanctioned by Article 5 of the Convention, viz: newspapers and periodical works, books stitched or bound, pamphlets, sheets of music, visiting cards, address cards, proofs of printing with or without the manuscripts relating thereto, papers with raised points for the use of the blind, engravings, photographs and albums containing photographs, pictures, drawings, plans, maps, catalogues, prospectuses, announcements and notices of various kinds, whether printed, engraved, lithographed, or autographed, and in general, all impressions or reproductions obtained upon paper, parchment or cardboard, by means of printing, engraving, lithographing and autographing, or any other mechanical process easy to recognize, except the copying-press and the typewriter.

Annex, p. 1623.

Facsimile copies of manuscript or type-writing obtained by a mechanical process (polygraphy, chromography, etc.) are assimilated to prints; but in order to pass at the reduced postage, they must be mailed at the post office windows, and in the minimum number of twenty perfectly identical copies.

—polygraphy, etc.

2.—The following are excluded from transmission at the reduced postage, viz: stamps or forms of prepayment, whether canceled or not, as well as all printed articles constituting the sign of a monetary value.

Articles excluded.

3.—Printed articles the text of which has been modified, after printing, either by hand or by means of a mechanical process, or which bear any marks whatever susceptible of constituting a conventional language, cannot be sent at the reduced rate.

Modified printed articles.

4.—As exceptions to the rule laid down by section 3 preceding, it is permitted :

—modifications permitted.

- a) to indicate on the outside of the article the name, business and residence of the sender ;
- b) to add, by hand, on printed visiting cards, the address of the sender, his title, as well as wishes, congratulations, thanks, condo-

ciements, compliments de condoléance ou autres formules de politesse expérimentés en cinq mots au maximum ou au moyen d'initiales conventionnelles [p. f., etc.];

c) d'indiquer ou de modifier sur l'imprimé même, à la main ou par un procédé mécanique, la date de l'expédition, la signature ou la raison de commerce et la profession, ainsi que le domicile de l'expéditeur;

d) d'ajouter aux épreuves corrigées le manuscrit et de faire à ces épreuves les changements et additions qui se rapportent à la correction, à la forme et à l'impression. En cas de manque de place, ces additions peuvent être faites sur des feuilles spéciales;

e) de corriger les fautes d'impression aussi sur les imprimés autres que les épreuves;

f) de biffer certaines parties d'un texte imprimé pour les rendre illisibles;

g) de faire ressortir au moyen de traits et de souligner les mots ou les passages du texte sur lesquels on désire attirer l'attention;

h) de porter ou de corriger à la plume ou par un procédé mécanique les chiffres sur les listes de prix courants, les offres d'annonce, les cotes de bourse, les circulaires de commerce et les prospectus, de même que le nom du voyageur, la date et le nom de la localité par laquelle il compte passer, sur les avis de passage.

i) d'indiquer à la main, sur les avis concernant les départs de navires, la date de ces départs;

k) d'indiquer sur les cartes d'invitation et de convocation le nom de l'invité, la date, le but et le lieu de la réunion;

l) d'ajouter une dédicace sur les livres, papiers de musique, journaux, photographies et gravures, cartes de Noël et de nouvel an ainsi que d'y joindre la facture se rapportant à l'objet lui-même;

m) dans les bulletins de commande ou de souscription relatifs à des ouvrages de librairie, livres, journaux, gravures, morceaux de musique, d'indiquer à la main, les ouvrages demandés ou offerts, et de biffer ou de souligner tout ou partie des communications imprimées;

lences, or other forms of courtesy, expressed in five words at most or by means of conventional initials [p. f., etc.];

c) to indicate or to alter on the print itself, by hand or by a mechanical process, the date of dispatch, the signature or business and profession, as well as the residence of the sender;

d) to enclose the "copy" with the corrected proof and to make in the proof the changes and additions relating to the correction, the form and the printing. In case of want of space, these additions may be made on separate sheets;

e) to correct also errors in printing on articles of printed matter other than proof;

f) to cross out certain parts of printed text, in order to render them illegible;

g) to make prominent by means of marks and by underscoring words or passages of the text to which it is desired to draw attention;

h) to insert or correct in manuscript or by a mechanical process, figures in price lists, offers for advertisements, stock quotations, trade circulars and prospectuses, as well as the name of the traveler, the date and place of his intended visit, in notices concerning the trips of commercial travelers;

i) to indicate by hand, on notices relating to the sailings of vessels, the dates of the sailings;

k) to indicate on cards of invitation and notices of meetings the name of the person invited, the date, the object and the place of meeting;

l) to add a dedication on books, sheet-music, newspapers, photographs and engravings, Christmas and New Years cards, as well as to attach thereto the invoice relating to the article itself;

m) in forms of order or subscription for books, newspapers, engravings, and pieces of music, to indicate in manuscript the works desired or offered, and to cross out or underscore the whole or part of the printed communications;

n) de peindre les images de mode, les cartes géographiques, etc.

o) d'ajouter à la main ou par un procédé mécanique aux passages découpés des journaux et publications périodiques le titre, la date, le numéro et l'adresse de la publication dont l'article est extrait.

5.—Sanf les exceptions explicitement autorisés par le présent article, sont interdites les additions faites à la plume ou au moyen d'un procédé mécanique qui enlèveraient à l'imprimé son caractère de généralité et lui donneraient celui d'une correspondance individuelle.

6.—Les imprimés doivent être, soit placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert des deux côtés ou aux deux extrémités, ou dans une enveloppe non fermée, soit simplement pliés de manière à ne pas dissimuler la nature de l'envoi, soit enfin entourés d'une ficelle facile à dénouer.

7.—Les cartes-adresses et tous imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte non pliée peuvent être expédiés sans bande, enveloppe, lien ou pli. Le recto est réservé aux timbres d'affranchissement, aux indications relatives au service postal et à l'adresse du destinataire. L'expéditeur a la faculté d'y indiquer son nom, sa profession et son adresse au moyen d'un timbre, d'une griffe ou de tout autre procédé typographique. Les bulletins de librairie peuvent, en outre, porter l'indication imprimée: „Bulletin de librairie“ ou „commande de librairie.“

8.—Les cartes portant le titre „carte postale“ ne sont pas admises au tarif des imprimés.

n) to paint fashion-plates, maps, etc.

o) to add in manuscript or by a mechanical process to cuttings from newspapers and periodical publications the title, date, number and address of the publication from which the article has been taken.

5.—With the exceptions explicitly authorized by the present Article, it is forbidden to make additions in manuscript or by means of a mechanical process, which would deprive the printed paper of its general character, and give to it that of individual correspondence.

6.—Prints must be either placed under band, upon rollers, between boards, in covers open at both sides or at both ends, or in unclosed envelopes, or simply folded in such a manner as not to conceal the nature of the article, or lastly, tied with a string easy to unfasten.

7.—Address-cards and all prints presenting the form or substance of an unfolded card, may be forwarded without band, envelope, fastening, or fold. The front is reserved for postage-stamps for prepayment, for indications relative to the postal service, and for the address of the addressee. The sender has the liberty to indicate there, his name, his profession and his address, by means of a stamp, an autograph stamp, or any other typographical process. Booksellers' bulletins may, in addition, bear the indication—in print—“Booksellers' Bulletin” or “Booksellers' order.”

8.—Cards bearing the title “post-card” are not admitted at the rate for prints.

Forbidden additions.

Mode of sending.

Cards.

Postal cards not included.

XIX.

Objets groupés.

Il est permis de réunir dans un même envoi des échantillons de marchandises, des imprimés et des papiers d'affaires, mais sous réserve:

1° que chaque objet pris isolément ne dépasse pas les limites qui lui sont applicables quant au poids et quant à la dimension;

2° que le poids total ne dépasse pas 2 kilogrammes par envoi;

XIX.

Articles grouped together.

It is permitted to inclose in one and the same package samples of merchandise, prints and commercial papers, but subject to the following conditions:

1st, that each article taken singly does not exceed the limits which are applicable to it as regards weight and size;

2nd, that the total weight does not exceed 2 kilograms per package;

Grouping articles.

—conditions.

3° que la taxe soit au minimum de 25 centimes si l'envoi contient des papiers d'affaires, et de 10 centimes s'il se compose d'imprimés et d'échantillons.

3d, that the minimum charge is 25 centimes if the package contains commercial papers, and 10 centimes if it consists of prints and samples.

XX.

XX.

Letter bills.

Feuilles d'Avis.

Letter Bills.

1.—Les feuilles d'avis accompagnant les dépêches échangées entre deux Administrations de l'Union sont conformes au modèle C joint au présent Règlement. Elles sont placées sous des enveloppes de couleur portant distinctement l'indication „Feuille d'avis“.

1.—The Letter Bills accompanying the mails exchanged between two Administrations of the Union are in conformity with the Form C appended to the present Regulations. They are placed in colored envelopes marked distinctly the indication „Feuille d'avis“ (Letter Bill).

2.—On indique, le cas échéant, à l'angle droit supérieur le nombre des sacs ou paquets détachés composant l'envoi auquel la feuille d'avis se rapporte.

2.—If necessary, the number of separate sacks or packages composing the mail to which the Letter Bill relates, is indicated in the upper right hand corner.

Sauf arrangement contraire, dans les relations par mer qui, bien que périodiques et régulières, ne comportent pas d'échange quotidien ou à jour fixe, les bureaux expéditeurs doivent numéroter les feuilles d'avis à l'angle gauche supérieure d'après une série annuelle par chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination, en mentionnant autant que possible au-dessus du numéro, le nom du paquebot ou du bâtiment qui emporte la dépêche.

Unless there be a contrary arrangement, in the intercourse by sea which, although periodical and regular, does not allow a daily exchange or an exchange on a fixed day, the dispatching offices must number the Letter Bills in the upper left hand corner in an annual series for each office of origin and for each office of destination, stating, as far as possible, above the number, the name of the steamer or vessel which carries the mail.

3.—On doit mentionner, en tête de la feuille d'avis, le nombre total des objets recommandés, des paquets ou sacs renfermant lesdits objets, des objets recommandés en dehors, des envois à faire remettre par exprès en distinguant parmi ces derniers, s'il y a lieu, les objets recommandés.

3.—There must be indicated at the head of the Letter Bill, the total number of registered articles, of the packages or sacks containing these articles, of “outside” registered articles, of articles to be delivered by special messenger, distinguishing among the latter the registered articles, if there be any.

4.—Les objets recommandés sont inscrits individuellement au tableau n° 1 de la feuille d'avis avec les détails suivants: le nom du bureau d'origine et le numéro d'inscription de l'objet à ce bureau, ou: le nom du bureau d'origine, le nom du destinataire et le lieu de destination.

4.—The registered articles are entered individually in Table No. I of the Letter Bill, with the following details: The name of the office of origin, and the number given to the article at that office; or, the name of the office of origin, the name of the addressee and the place of destination.

Dans la colonne “Observations” la mention A. R. est ajoutée en regard de l'inscription des envois qui font l'objet de demandes d'avis de réception. Dans la même colonne, la mention “Remb.”, suivie

In the column “Observations” the letters A. R. are placed opposite the entry of each registered article calling for a Return receipt. In the same column, the indication “Remb.,” followed by the indica-

Post, p. 1708.

Numbering sacks composing the mail.

Sea mails.

Indication on letter bill of number of registered articles, etc.

—individual entry.

Return receipts.

de l'indication en chiffres du montant du remboursement, est ajoutée en regard de l'inscription des envois recommandés grevés de remboursement.

Les avis de réception en retour sont inscrits au tableau précité, soit individuellement, soit en bloc, suivant que ces avis sont plus ou moins nombreux.

5. Lorsque le nombre des objets recommandés expédiés habituellement d'un bureau d'échange à un autre le comporte, il peut être fait usage d'une ou de plusieurs listes spéciales et détachées pour remplacer le tableau n° I de la feuille d'avis.

Le nombre des envois recommandés inscrits sur ces listes, le nombre des listes, et le nombre de paquets ou de sacs qui renferment ces envois doivent être portés sur la feuille d'avis.

6.—Au tableau n° II on inscrit, avec les détails que ce tableau comporte, les dépêches closes insérées dans l'envoi direct auquel la feuille d'avis se rapporte.

7.—Sous la rubrique "Recommandations d'office," on mentionne les lettres de service ouvertes, les communications ou recommandations diverses du bureau expéditeur ayant trait au service d'échange, ainsi que le nombre des sacs vides en retour.

8.—Lorsqu'il est jugé nécessaire, pour certaines relations, de créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis, la mesure peut être réalisée d'un commun accord entre les Administrations intéressées.

9.—Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, il n'en doit pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement d'une feuille d'avis négative.

10.—Quand des dépêches closes sont confiées par une Administration à une autre, pour être transmises au moyen de bâtiments de commerce, le nombre ou le poids de lettres et autres objets doit être indiqué à la feuille d'avis et sur l'adresse de ces dépêches, lorsque l'office chargé d'assurer l'embarquement des dites dépêches le demande.

tion, in figures, of the amount of the trade-charge is added opposite the entry of each registered article marked with a trade charge.

Return-Receipts in course of return are entered in said Table, either individually or collectively, according as they are more or less numerous.

5.—When the number of registered articles usually dispatched from one office of exchange to another requires it, one or several special and separate lists must be used to take the place of Table No. I of the Letter Bill.

Separate registered lists.

The number of registered articles entered on the lists, the number of lists, and the number of packages or sacks containing those articles must be entered on the Letter Bill.

6.—In Table No. II are entered, with such details as the Table requires, the closed mails contained in the direct mail to which the Letter Bill relates.

Closed mails.

7.—Under the heading "official registrations" are entered the open letters on official business, the various communications or registered letters from the dispatching office in connection with the service, as well as the number of empty sacks returned.

Official registration.

8.—When it is deemed necessary, for certain relations, to make other Tables or headings in the Letter Bill, such a measure may be adopted by mutual agreement between the Administrations interested.

Other details.

9.—When an office of exchange has no article to forward to a corresponding office, it must nevertheless dispatch a mail in the usual form composed solely of a blank Letter Bill.

Bill with no article

10.—When closed mails are entrusted by one Administration to another, to be conveyed by means of merchant vessels, the number or weight of letters and other articles must be indicated in the Letter Bill and on the address of the mails, if the office whose duty it is to assure the embarkation of said mails requests it.

Closed mails on merchant ships.

XXI.

Transmission des Objets Recommandés.

Registered articles.

1.—Les objets recommandés, les avis de réception, les envois express et, s'il y a lieu, les listes spéciales prévues au paragraphe 5 de l'article XX, sont réunis en un ou plusieurs paquets ou sacs distincts, qui doivent être convenablement enveloppés ou fermés et cachetés de manière à en préserver le contenu.

—special packages.

Les objets recommandés sont classés dans chaque paquet d'après leur ordre d'inscription. Quand on emploie plusieurs listes détachées, chacune d'elle est insérée dans le paquet renfermant les objets recommandés auxquelles elle se rapporte.

Position of packages.

2.—Au paquet d'objets recommandés est attachée extérieurement, par un croisé de ficelle, l'enveloppe spéciale contenant la feuille d'avis. Le paquet est ensuite placé au centre de la dépêche.

Entry on letter bill.

3.—La présence, dans la dépêche, d'un paquet d'objets recommandés dont la description est faite sur la liste spéciale mentionnée au paragraphe 1 ci-dessus, doit être annoncée par l'application, en tête de la feuille d'avis, soit d'une annotation spéciale, soit de l'étiquette ou du timbre de recommandation en usage dans le pays d'origine.

Wrappings.

4.—Il est entendu que le mode d'emballage et de transmission des objets recommandés, prescrit par les paragraphes 1 et 2 ci-dessus, s'applique seulement aux relations ordinaires. Pour les relations importantes, il appartient aux Administrations intéressées de prescrire, d'un commun accord, des dispositions particulières, sous réserve, dans l'un comme dans l'autre cas, des mesures exceptionnelles à prendre par les chefs des bureaux d'échange, lorsqu'ils ont à assurer la transmission d'objets recommandés qui, par leur nature, leur forme ou leur volume, ne seraient pas susceptibles d'être insérés dans la dépêche.

Toutefois, les bureaux d'échange expéditeurs indiquent en tête de la feuille d'avis, le cas échéant, le nombre des objets recommandés qui se trouvent dans la dépêche en

XXI.

Transmission of Registered Articles.

1.—Registered articles, Return-Receipts, express articles, and, if there be any, the special lists mentioned in section 5 of Article XX, are placed together in one or more separate packages or sacks, which must be suitably enclosed or fastened and sealed so as to preserve their contents.

The registered articles are placed in each package in their order of entry. When several detached lists are used, each one is inserted in the package containing the registered articles to which it relates.

2.—To the outside of the package of registered articles is attached, by a string tied crosswise, the special envelope containing the Letter Bill. The package is then placed in the center of the mail.

3.—The presence in the mail of a package of registered articles, the description of which is given on the special list mentioned in section 1 above, must be announced by placing at the head of the Letter Bill, either a special entry or the registration label or stamp in use in the country of origin.

4.—It is understood that the mode of wrapping up and forwarding registered articles prescribed by sections 1 and 2 above, applies only to ordinary relations. For important exchanges it appertains to the Administrations interested to prescribe, by mutual agreement, special arrangements, subject, in the one case as in the other, to exceptional measures to be taken by the chiefs of the exchange offices, when they have to ensure the transmission of registered articles which, from their nature, form, or bulk, could not be inserted in the mail.

In such case, however, the dispatching exchange offices indicate at the head of the Letter Bill the number of registered articles contained in the mail outside the spe-

dehors du paquet ou sac spécial, parmi les correspondances ordinaires, et font figurer sur les listes, dans la colonne „Observations“, la mention „en dehors“ en regard de l'inscription de chacun de ces objets.

Ceux-ci sont autant que possible réunis en paquets ficelés munis d'une étiquette portant, en caractères apparents, les mots „Recommandés en dehors“ précédés d'un chiffre indiquant le nombre d'objets que contient chaque paquet.

cial package or sack, among the ordinary correspondence, and enter on the lists, in the column “Observations”, the words “en dehors” (“outside”) opposite the entry of each of those articles.

These articles are placed together, as far as possible, in packages tied with a string, having labels attached bearing, in plain characters, the words “Recommandé en dehors” (registered outside) preceded by figures indicating the number of articles which each package contains.

XXII.

Confection des Dépêches.

1.—En règle générale, les objets qui composent les dépêches doivent être classés et enliassés par nature de correspondances, en séparant les objets affranchis des objets non ou insuffisamment affranchis.

Les lettres portant des traces d'ouverture ou d'avarie doivent être munies d'une mention du fait et frappées du timbre à date du bureau qui a constaté ce fait.

2.—Toute dépêche, après avoir été ficelée, est enveloppée de papier fort en quantité suffisante pour éviter toute détérioration du contenu, puis ficelée extérieurement et cachetée à la cire ou au moyen d'un cachet en papier gommé, avec l'empreinte du cachet du bureau. Elle est munie d'une suscription imprimée portant, en petits caractères, le nom du bureau expéditeur et, en caractères plus forts, le nom du bureau destinataire: „de . . . pour . . .”

3.—Si le volume de la dépêche le comporte, elle est renfermée dans un sac convenablement fermé, cacheté ou plombé et étiqueté.

4.—Les paquets ou sacs renfermant des envois à remettre par exprès doivent porter extérieurement une désignation signalant ces objets à l'attention des agents postaux.

5.—Lorsqu'il est fait usage d'étiquettes en papier, elles doivent être collées sur des planchettes.

XXII.

Making up the Mails.

1.—As a general rule, the articles of which the mails consist must be classified and tied up in bundles according to the nature of correspondence, separating the prepaid articles from those unpaid or insufficiently prepaid.

Letters bearing traces of having been opened or damaged, must be furnished with an indication of the fact, and be stamped with the date stamp of the office which has ascertained this fact.

2.—Every mail, after having been tied with a string, is enclosed in strong paper of sufficient quantity to prevent any injury to the contents, then tied again with a string on the outside and sealed with wax or by means of a gummed paper label bearing an impression of the seal of the office. The mail is furnished with a printed address bearing, in small characters, the name of the dispatching office, and, in larger characters, the name of the office of destination: “From . . . for . . .”

3.—If the size of the mail requires it, it is placed in a sack properly closed, sealed with wax or with lead, and labeled.

4.—The packages or sacks containing articles to be delivered by special messenger must bear on the outside an indication directing the attention of the postal officials to these articles.

5.—When paper labels are used they must be pasted on blocks.

Making up mails.

Separation.

Packages.

Sealed sacks.

Notice of special delivery articles.

Labels.

Weight.

6.—Le poids de chaque sac ne doit pas dépasser 40 kilogrammes.

6.—No sack may exceed 40 kilograms in weight.

Return of sacks.

7.—Les sacs doivent être renvoyés vides au bureau expéditeur par le prochain courrier, sauf autre arrangement entre les Offices correspondants.

7.—The sacks must be returned empty to the dispatching office by the next mail, unless there be another arrangement between the corresponding offices.

XXIII.

XXIII.

Verification of mails.

Vérification des Dépêches.

Verification of the Mails.

1.—Le bureau d'échange qui reçoit une dépêche constate si les inscriptions sur la feuille d'avis et, s'il y a lieu, sur la liste des objets recommandés, sont exactes.

1.—The office of exchange which receives a mail ascertains whether the entries on the Letter Bill and on the list of registered articles, if there be one, are correct.

Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, la réception d'une dépêche ne peut pas être refusé à cause de son mauvais état. S'il s'agit d'une dépêche pour un autre bureau que celui qui en a pris livraison, elle doit être emballée de nouveau, tout en conservant, autant que possible, l'emballage original. Le remballage est précédé de la vérification du contenu, s'il est à présumer que celui-ci n'est pas resté intact.

The mails must be delivered in good condition. Nevertheless, the receipt of a mail can not be refused on account of its bad condition. If it is a mail for an office other than that which has received it, it must be packed anew, preserving however, as far as possible, the original packing. The repacking is preceded by a verification of the contents, if there is reason to suppose that they have not remained intact.

Corrections of errors.

2.—Lorsque le bureau d'échange reconnaît des erreurs ou des omissions, il opère immédiatement les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes, en ayant soin de biffer, d'un trait de plume, les indications erronées de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives.

2.—When the office of exchange detects errors or omissions, it immediately makes the necessary corrections on the Letter Bills or lists, taking care to strike out the erroneous entries by the stroke of a pen, in such a manner as to leave the original entries legible.

—acceptance.

3.—Ces rectifications s'effectuent par le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

3.—These corrections are made with the concurrence of two officers. Except in the case of an obvious error, they are accepted in preference to the original statement.

Bulletin of verification.

4.—Un bulletin de vérification, conforme au modèle D annexé au présent Règlement, est dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, sous recommandation d'office, au bureau expéditeur. En même temps, un duplicata du bulletin de vérification est envoyé par le bureau destinataire à l'Administration dont relève le bureau expéditeur.

4.—A Bulletin of verification, in conformity with the Form D annexed to the present Regulations, is prepared by the receiving office and sent without delay, under official registration, to the dispatching office. At the same time a duplicate of the Bulletin of verification is sent by the receiving office to the Administration to which the dispatching office belongs.

Post, p. 1712.

Dans le cas prévu au paragraphe 1 du présent article, une copie du bulletin de vérification est insérée dans la dépêche remballée.

In the case contemplated in section 1 of the present Article, a copy of the Bulletin of verification is inserted in the repacked mail.

5.—Le bureau expéditeur, après examen, renvoie le bulletin avec ses observations, s'il y a lieu.

5.—The dispatching office, after examination, returns the Bulletin with any observations to which it may give rise. —return.

6.—En cas de manque d'une dépêche, d'un objet recommandé, de la feuille d'avis ou de la liste spéciale, le fait est constaté immédiatement dans la forme voulue par deux agents du bureau d'échange destinataire, et porté à la connaissance du bureau d'échange expéditeur au moyen du bulletin de vérification. Si le cas le comporte, ce dernier bureau peut, en outre, être avisé par télégramme aux frais de l'office expéditeur du télégramme. En même temps, un bulletin de vérification est envoyé par le bureau destinataire à l'Administration dont relève le bureau expéditeur.

6.—In case of the failure of a mail, of a registered article, of the Letter Bill, or of the special list, the fact is immediately authenticated, in the manner prescribed, by two officers of the receiving exchange office, and reported to the dispatching exchange office by means of a Bulletin of verification. If needful, the latter office may also be advised thereof by telegram at the expense of the office which sends the telegram. At the same time, a Bulletin of Verification is sent by the office of destination to the Administration to which the dispatching office is subordinate. Report of errors and irregularities.

Dès la rentrée d'une dépêche dont l'absence avait été signalée au bureau d'origine ou à un bureau intermédiaire, il y a lieu d'adresser au même bureau un second bulletin de vérification annonçant la réception de cette dépêche.

Upon the receipt of a mail whose absence had been notified to the office of origin, or to an intermediary office, a second Bulletin of Verification announcing the receipt of the mail must be transmitted to the same office.

7.—En cas de perte d'une dépêche close, les offices intermédiaires sont rendus responsables des objets recommandés que renfermait la dépêche, dans les limites de l'article 8 de la Convention, à condition que la non-réception de cette dépêche leur ait été signalée aussitôt que possible.

7.—In case of the loss of a closed mail, the intermediary offices become responsible for the registered articles contained in the mail, within the limits of Article 8 of the Convention, provided the non-receipt of that mail has been reported to them as soon as possible. Responsibility for losses.

8.—Lorsque le bureau destinataire n'a pas fait parvenir au bureau expéditeur par le premier courrier après la vérification un bulletin constatant des erreurs ou des irrégularités quelconques, l'absence de ce document vaut comme accusé de réception de la dépêche et de son contenu, jusqu'à preuve du contraire.

8.—In case the receiving office has not forwarded to the dispatching office by the first mail after verification, a Bulletin reporting errors or irregularities of any kind, the absence of that document is to be regarded as evidence of the receipt of the mail and of its contents, until the contrary be proved. Failure to send Bulletin evidence of receipt of mail.

XXIV.

XXIV.

Dépêches échangées avec des Bâtimens de Guerre.

Mails exchanged with Naval Vessels. Mails exchanged with naval vessels.

1.—L'établissement d'un échange, en dépêches closes, entre un Office postal de l'Union et des divisions navales ou bâtimens de guerre de même nationalité, doit être notifié, autant que possible à l'avance, aux Offices intermédiaires.

1.—The establishment of an exchange, of closed mails, between a Post Office of the Union and naval squadrons or ships of war of the same nationality, must be notified, as far as possible in advance, to the intermediary Offices.

—address.

2.—La suscription de ces dépêches est rédigée comme suit :

Du bureau de.....
 Pour { la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à...
 le bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à...
 ou
 De la division navale (nationalité) de (désignation de la division) à.....
 Du bâtiment (nationalité) le (nom du bâtiment) à.....
 Pour le bureau de.....
 (Pays)

2.—The address of such mails should be in the following form :

From the post-office of.....
 For { the (nationality) naval squadron of (designation of the squadron) at...
 the (nationality) vessel, (name of vessel) at.....
 or
 From the (nationality) naval squadron of (designation of the squadron) at.....
 From the (nationality) vessel (name of vessel) at.....
 For the post-office of...(country)

Forwarding.

3.—Les dépêches à destination ou provenant de divisions navales ou de bâtiments de guerre sont acheminées, sauf indication d'une voie spéciale sur l'adresse, par les voies les plus rapides et dans les mêmes conditions que les dépêches échangées entre bureaux de poste.

3.—Mails destined for or sent from naval squadrons or ships of war are forwarded, unless a special route be indicated in the address, by the most rapid routes and under the same conditions as mails exchanged between post offices.

Quand les dépêches à destination d'une division navale ou d'un bâtiment de guerre sont expédiées en dehors, le capitaine du paquebot postal qui les transporte, les tient à la disposition du commandant de la division ou du bâtiment destinataire pour le cas où celui-ci viendrait demander au paquebot en route la livraison de ces dépêches.

When the mails destined for a naval squadron or a man-of-war are dispatched outside the regular mails, the captain of the mail steamer which conveys them, holds them at the disposal of the commander of the squadron or man-of-war, in case that official should request the delivery of these mails whilst the mail steamer is en route.

Reforwarding.

4.—Si les bâtiments ne se trouvent pas au lieu de destination quand les dépêches à leur adresse y arrivent, ces dépêches sont conservées au bureau de poste, en attendant leur retrait par le destinataire ou leur réexpédition sur un autre point. La réexpédition peut être demandée, soit par l'Office postal d'origine, soit par le commandant de la division navale ou du bâtiment destinataire, soit enfin par un Consul de même nationalité.

4.—If the vessels are not at the place of destination when the mails addressed to them arrive there, the mails are kept at the post office, until claimed by the addressee or forwarded to another place. The forwarding may be requested, either by the post office of origin, or by the commander of the naval squadron or ship addressed, or finally by a Consul of the same nationality.

In care of Consul.

5.—Celles des dépêches dont il s'agit qui portent la mention „Aux soins du Consul de” sont consignées au Consulat du pays d'origine. Elles peuvent être ultérieurement, à la demande du Consul, réintégrées dans le service postal et réexpédiées sur le lieu d'origine ou sur une autre destination.

5.—Such of the mails in question as bear the endorsement “In care of the Consul of” are delivered to the Consulate of the country of origin. At the request of the Consul, they may be received back into the postal service and be forwarded to the place of origin or to some other destination.

Delivery.

6.—Les dépêches à destination d'un bâtiment de guerre sont considérées comme étant en transit jusqu'à leur remise au commandant de ce bâtiment de guerre, alors même qu'elles auraient été primi-

6.—Mails addressed to a ship of war are considered as being in transit until delivered to the commander of that ship, even when they were originally addressed in care of a post office or a Consul

tivement adressées aux soins d'un bureau de poste au à un Consul chargé de servir d'agent de transport intermédiaire; elles ne sont donc pas considérées comme étant parvenues à leur adresse, tant qu'elles n'auront pas été délivrées au bâtiment de guerre respectif.

charged to serve as agent for intermediary conveyance; they are not therefore considered as having reached their address, until they have been delivered to that ship.

XXV.

XXV.

Correspondances réexpédiées.

Reforwarded Articles.

Reforwarding articles.

1.—En exécution de l'article 14 de la Convention, et sauf les exceptions prévues au paragraphe 2 suivant, les correspondances de toute nature adressées, dans l'Union, à des destinataires ayant changé de résidence, sont traitées par l'Office distributeur comme si elles avaient été adressées directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.

1.—In execution of Article 14 of the Convention, and subject to the exceptions specified in Section 2 following, articles of every kind addressed, within the Union, to persons who have changed their residence, are treated by the delivering office as if they had been addressed directly from the place of origin to the place of the new destination.

Article, p. 1640.

2.—A l'égard des envois du service interne de l'un des pays de l'Union qui entrent, par suite de réexpédition, dans le service d'un autre pays de l'Union, soit des envois échangés entre deux pays de l'Union qui ont adopté dans leurs relations réciproques une taxe inférieure à la taxe ordinaire de l'Union, mais entrant, par suite de réexpédition, dans le service d'un troisième pays de l'Union vis-à-vis duquel la taxe est la taxe ordinaire de l'Union, soit, enfin, des envois échangés pour leur premier parcours entre localités de deux services limitrophes pour lesquels il existe une taxe réduite, mais réexpédiés sur d'autres localités de ces pays de l'Union ou sur un autre pays de l'Union, on observe les règles suivantes:

2.—With regard to articles of the domestic service of one country of the Union, which enter, in consequence of forwarding, into the service of another country of the Union: and with regard to articles exchanged between two countries of the Union which have adopted, in their reciprocal relations, a lower rate than the ordinary Union rate, but which, owing to their being forwarded, enter the service of a third Union country, the rate for which is the ordinary Union rate: and finally with regard to articles exchanged, in their first transmission, between localities of two contiguous services, to which reduced rates apply, but forwarded to other localities in these Union countries or to another Union country, the following rules are observed:

Domestic service.

1° Les envois non affranchis ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours sont frappés, par l'Office distributeur, de la taxe applicable aux envois de même nature directement adressés du point d'origine au lieu de la destination nouvelle.

1st. Articles unpaid or insufficiently paid for their first transmission are subjected by the delivering office to the charge applicable to articles of the same nature addressed directly from the place of origin to the place of the new destination.

Insufficiently prepaid articles.

2° Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours, et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition, sont frappés, suivant leur nature, par l'Office distributeur, d'une taxe égale à la diffé-

2nd. Articles duly paid for their first transmission, and upon which the remainder of the postage relating to the further transmission has not been paid previous to forwarding, are subjected, according to their nature, by the delivering office, to a charge equal

Paid for first transmission.

rence entre le prix d'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu si les envois avaient été expédiés primitivement sur la nouvelle destination. Le montant de cette différence doit être exprimé en francs et centimes, à côté des timbres-poste, par l'Office réexpéditeur.

Dans l'un et l'autre cas, les taxes prévues ci-dessus restent exigibles du destinataire, alors même que, par suite de réexpéditions successives, les envois reviennent dans le pays d'origine.

Cash prepayments.

3.—Lorsque des objets primitivement adressés à l'intérieur d'un pays de l'Union et affranchis en numéraire sont réexpédiés à un autre pays, l'Office réexpéditeur doit indiquer, sur l'objet, le montant de la taxe perçue en numéraire.

Missent articles.

4.—Les objets de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réexpédiés par la voie la plus prompte sur leur destination.

Returned for correct address.

5.—Les correspondances de toute nature, ordinaires ou recommandées qui, portant une adresse incomplète ou erronée, sont renvoyées aux expéditeurs pour qu'ils la complètent ou la rectifient, ne sont pas, quand elles sont remises dans le service avec une suscription complétée ou rectifiée, considérées comme des correspondances réexpédiées, mais bien comme de nouveaux envois, et deviennent, par suite, passibles d'une nouvelle taxe.

—postage.

to the difference between the amount of postage already paid and that which would have been levied if the articles had been originally dispatched to their new destination. The amount of this difference must be expressed in francs and centimes at the side of the postage-stamps, by the forwarding office.

In both cases, the charges referred to above remain to be collected from the addressees, even if, owing to successive forwardings, the articles should return to the country of origin.

3.—When articles originally addressed from one part to another of a country of the Union, and prepaid in cash, are forwarded to another country, the forwarding office must indicate, on each article, the amount of postage so prepaid in cash.

4.—Missent articles of every kind are forwarded without delay by the quickest route to their destination.

5.—Articles of every kind, ordinary or registered, which, bearing an incomplete or erroneous address, are returned to the senders in order that they may complete or correct the address, are not considered, when remailed with a completed or corrected address, as forwarded correspondence, but as newly mailed articles, and become, in consequence, subject to a new charge.

XXVI.

XXVI.

Undeliverable articles.

Correspondances Tombées en Rebut.

Undeliverable Articles.

—return.

1.—Les correspondances de toute nature qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, doivent être renvoyées, aussitôt après les délais de conservation voulus par les règlements du pays destinataire, et au plus tard dans un délai de six mois dans les relations avec les pays d'outre-mer et de deux mois pour les autres relations, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs et en une liasse spéciale étiquetée: „Rebuts“ et portant l'indication du pays d'origine des correspondances. Les termes de deux mois et de six

1.—Articles of every kind which have become undeliverable, from whatever cause, must be returned as soon as possible after the expiration of the period for keeping them required by the Regulations of the country of destination, and at latest at the expiration of six months in relations with countries beyond the sea, and of two months in other relations, through the intermediary of the respective offices of exchange, and in a special bundle labeled “Rebuts”, and bearing an indication of the country of origin of the articles. The periods

mois comptent à partir de la fin du mois dans lequel les correspondances sont parvenues au bureau de destination.

2.—Toutefois, les correspondances recommandées tombées en rebut sont renvoyées au bureau d'échange du pays d'origine comme s'il s'agissait de correspondances recommandées à destination de ce pays, sauf qu'en regard de l'inscription nominative au tableau n° I de la feuille d'avis ou sur la liste détachée, la mention „Rebuts“ est consignée dans la colonne „Observations“ par le bureau réexpéditeur.

3.—Par exception, deux Offices correspondants peuvent, d'un commun accord, adopter un autre mode de renvoi de rebuts, ainsi que se dispenser de se renvoyer réciproquement certains imprimés considérés comme dénués de valeur.

4.—Avant de renvoyer à l'Office d'origine les correspondances non distribuées pour un motif quelconque, l'Office destinataire doit indiquer d'une manière claire et concise, en langue française, au verso de ces objets, la cause de la non-remise sous la forme suivante: inconnu, refusé, parti, non réclamé, décédé, etc. Cette indication est fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Chaque Office a la faculté d'ajouter la traduction, dans sa propre langue, de la cause de non-remise et les autres indications qui lui conviennent.

5.—Si des correspondances mises à la poste dans un pays de l'Union et adressées à l'intérieur de ce même pays ont pour expéditeurs des personnes habitant un autre pays et doivent, par suite de non-distribution et de mise en rebut, être renvoyées à l'étranger pour être rendues à leurs auteurs, elles deviennent des envois de l'échange international. En pareil cas, l'Office réexpéditeur et l'Office distributeur font application auxdites correspondances des dispositions de §§ 2 et 3 de l'article XXV précédent.

6.—Les correspondances pour les marins et autres personnes adressées aux soins d'un Consul et rendues par celui-ci au bureau de poste local comme non réclamées doivent être traitées de la manière

of two months and six months are counted from the end of the month in which the articles reached the office of destination.

2.—Nevertheless, registered articles which become undeliverable are returned to the exchange office of the country of origin as if they were registered articles addressed to that country, except that opposite the descriptive entry in Table No. I of the Letter Bill, or in the separate list, the word „Rebuts“ is entered in the column „Observations“ by the returning office.

3.—As an exception, two corresponding Offices may, by mutual agreement, adopt a different mode of returning undeliverable articles, and may also dispense with the reciprocal return of certain prints considered to be without value.

4.—Before returning to the office of origin the articles which for any cause have not been delivered, the Office of destination must indicate in a clear and concise manner, in the French language, on the back of the articles, the cause of non-delivery, in the following form: not known, refused, left, not claimed, deceased, etc. This indication is furnished by the impression of a stamp or by attaching a label. Each Office has the option of adding a translation, in its own language, of the cause of non-delivery, and any other useful particulars.

5.—If articles mailed in one country of the Union and addressed to the interior of the same country have as senders persons living in another country, and must, owing to having become undeliverable, be returned to the senders abroad, they become articles of international exchange. In such cases, the forwarding Office and the Office of delivery apply to said articles the provisions of Sections 2 and 3 of Article XXV preceding.

6. Articles for sailors and other persons addressed in care of a Consul, and returned by that official to the local post office as unclaimed, must be treated in the manner prescribed by Section 1 for undeliver-

Registered articles.

Special agreements.

Cause of nondelivery to be indicated.

Return of articles to foreign senders.

Articles in care of Consuls returned unclaimed.

prescrite par le § 1 pour les rebuts en général. Le montant des taxes perçues à la charge du Consul sur ces correspondances doit en même temps lui être rendu par le bureau de poste local.

able articles in general. The amount of the charges paid by the Consul on said correspondence must at the same time be returned to him by the local post office.

XXVII.

XXVII.

Missing ordinary articles.

Réclamation d'Objets ordinaires non parvenus.

Applications for Ordinary Articles which have failed to reach their Destination.

—applications.

1.—Toute réclamation relative à un objet de correspondance ordinaire non parvenu à destination donne lieu au procédé suivant:

1.—Every application respecting an article of ordinary correspondence which has failed to reach its destination gives rise to the following procedure:

Post, p. 171d.

1° Il est remis au réclamant une formule conforme au modèle E ci-annexé, avec prière d'en remplir, aussi exactement que possible, la partie qui le concerne.

1st. A form similar to the Form E hereto annexed is handed to the applicant with the request to fill up, as exactly as possible, the portion which concerns him.

2° Le bureau où la réclamation s'est produite transmet la formule directement au bureau correspondant. La transmission s'effectue d'office et sans aucun écrit.

2nd. The office at which the application originates transmits the Form direct to the corresponding office. It is transmitted officially and without any written communication.

3° Le bureau correspondant fait présenter la formule au destinataire ou à l'expéditeur, selon le cas, avec prière de fournir des renseignements à ce sujet.

3d. The corresponding office causes the Form to be handed to the addressee or to the sender, as the case may be, with the request that particulars on the subject be furnished.

4° Munie de ces renseignements, la formule est renvoyée d'office au bureau qui l'a dressée.

4th. With these particulars added, the Form is sent back officially to the office which prepared it.

5° Dans le cas où la réclamation est reconnue fondée, elle est transmise à l'Administration centrale pour servir de base aux investigations ultérieures.

5th. In case the application proves to be well founded, it is transmitted to the Central Administration, in order to serve as a basis for further investigations.

6° A moins d'entente contraire, la formule est rédigée en français, ou porte une traduction française.

6th. Unless there be an agreement to the contrary, the Form is drawn up in French or bears a French translation.

Special offices.

2.—Toute Administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises à son Administration centrale, ou à un bureau spécialement désigné par elle.

2.—Any Administration may demand, by a notification addressed to the International Bureau, that applications which concern its service shall be transmitted to its Central Administration, or to an office specially designated by it.

XXVIII.

XXVIII.

Applications for registered articles.

Réclamation d'Objets Recommandés.

Applications for Registered Articles.

—form.

1.—Pour les réclamations d'objets recommandés, il est fait usage

1.—For applications for registered articles, use is made of a

d'une formule conforme au modèle F annexé au présent Règlement. L'Office du pays d'origine, après avoir établi les dates de transmission des envois en question au service suivant, transmet cette formule directement à l'Office de destination.

2.—Lorsque l'Office destinataire est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif de l'envoi réclamé, il renvoie cette formule, revêtue des renseignements que le cas comporte, à l'Office d'origine.

3.—Lorsque le sort d'un envoi qui a passé à découvert par plusieurs services ne peut être immédiatement constaté dans le service du pays de destination, l'Office destinataire transmet la formule au premier Office intermédiaire, qui, après avoir établi les données de transmission de l'objet au service suivant, transmet la réclamation à l'Office suivant et ainsi de suite, jusqu'à ce que le sort définitif de l'objet réclamé soit établi. L'Office qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir, ni la remise, ni la transmission régulière à une autre Administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'Office d'origine.

4.—Les formules F sont rédigées en français ou portent une traduction sublinéaire en cette langue. Elles sont transmises sans lettre d'envoi sous enveloppe fermée, et soumises à la formalité de la recommandation. Chaque Administration est libre de demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises, soit à son Administration centrale, soit à un bureau spécialement désigné, soit enfin directement au bureau de destination ou, si elle est seulement intéressée à titre d'intermédiaire, au bureau d'échange auquel l'envoi a été expédié.

5.—Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas au cas de spoliation de dépêches, manque de dépêche, etc., qui comportent une correspondance plus étendue entre les Administrations.

Form similar to the Form F annexed to the present Regulations. The Office of the country of origin, after having entered the dates of transmission to the next service, of the articles in question, transmits this Form direct to the Office of destination.

Post, p. 1718.

2.—When the Office of destination is able to furnish information as regards the definite disposal of the article applied for, it returns the Form, after having entered thereon the necessary information, to the Office of origin.

Location of article by office of destination.

3.—Where it cannot immediately be ascertained in the service of the country of destination in what manner an article has been disposed of, which has passed in open-mail through several services, the Office of destination transmits the Form to the first intermediary service, which, after having entered the data relative to the transmission of the article to the next service, transmits the application to the next service, and so on, until the final disposal of the article is ascertained. The Office which has delivered the article to the addressee, or which cannot show proof either of its delivery or of its regular transmission to another Administration, states the fact on the Form and returns it to the Office of origin.

—by intermediary office.

4.—The Forms F are drawn up in French or bear an interlinear translation in that language. They are forwarded without a letter of transmission in a sealed envelope, and subjected to the formality of registration. Every Administration is at liberty to request, by a notification addressed to the International Bureau, that applications which concern its service shall be transmitted, either to its central Administration, or to a post office specially designated, or finally direct to the post office of destination, or, if it is the only Administration interested as an intermediary, to the exchange office to which the article was sent.

Form, language of, etc.

5.—The preceding provisions do not apply to cases of violation of mails, loss of mails, etc., which call for a more extended correspondence between the Administrations.

Limitations.

XXIX.

XXIX.

Withdrawing articles or correcting addresses.

Retrait de Correspondance et Rectification d'Adresses.

Withdrawal of Articles and Correction of Addresses.

1.—Pour les demandes de renvoi ou de réexpédition de correspondances, ainsi que pour les demandes de rectification d'adresses, l'expéditeur doit faire usage d'une formule conforme au modèle G annexé au présent Règlement. En remettant cette réclamation au bureau de poste, l'expéditeur doit y justifier de son identité et produire, s'il y a lieu, le bulletin du dépôt. Après la justification, dont l'Administration du pays d'origine assume la responsabilité, il est procédé de la manière suivante:

1.—For request to have articles returned or forwarded, as well as for requests to have addresses corrected, the sender must use a form similar to Form G annexed to the present Regulations. In handing this application to the post office, the sender must establish his identity and produce, if necessary, the certificate of mailing. After identification, the responsibility for which is assumed by the country of origin, the following course is pursued:

Post, p. 1722.

Request by mail.

1° Si la demande est destinée à être transmise par voie postale, la formule, accompagnée d'un fac-similé parfait de l'enveloppe ou suscription de l'envoi, est expédiée directement, sous pli recommandé, au bureau de poste destinataire;

1st. If the request is to be transmitted by mail, the Form, accompanied by a perfect facsimile of the envelope or address of the article, is despatched direct, under registration, to the post office of destination;

—by telegraph.

2° Si la demande doit être faite par voie télégraphique, la formule est déposée au service télégraphique chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste destinataire.

2nd. If the request is to be made by telegraph, the Form is handed to the telegraph service which is charged to transmit its contents to the post office of destination.

Compliance.

2.—A la réception de la formule G ou du télégramme en tenant lieu, le bureau de poste destinataire recherche la correspondance signalée et donne à la demande la suite nécessaire.

2.—Upon receipt of Form G, or of the telegram taking its place, the office of destination institutes an inquiry for the articles indicated and takes such steps as may be necessary.

Toutefois, s'il s'agit d'un changement d'adresse demandé par voie télégraphique, le bureau destinataire se borne à retenir la lettre et attend, pour faire droit à la demande, l'arrivée du fac-similé nécessaire.

If, however, the request for change of address has been made by telegraph, the office of destination simply retains the letter, and defers compliance with the request until the necessary facsimile arrives.

Si la recherche est infructueuse, si l'objet a déjà été remis au destinataire ou si la demande par voie télégraphique n'est pas assez explicite pour permettre de reconnaître sûrement l'objet de correspondance indiqué, le fait est signalé immédiatement au bureau d'origine, qui en prévient le réclamant.

If the inquiry is without result, if the article has already been delivered to the addressee, or if the request by telegraph is not explicit enough to allow the article indicated to be recognized with absolute certainty the fact is immediately made known to the office of origin, which communicates it to the claimant.

Language

3.—A moins d'entente contraire, la formule G est rédigée en français ou porte une traduction sublinéaire en cette langue, et, dans le cas d'emploi de la voie télégraphique, le télégramme est formulé en langue française.

3.—Unless there be an agreement to the contrary, Form G is drawn up in French or bears an interlinear translation in that language, and, in case the telegraph is used, the telegram is written in the French language.

4.—Une simple correction d'adresse (sans modification du nom ou de la qualité du destinataire) peut aussi être demandée directement au bureau destinataire, c'est-à-dire sans l'accomplissement des formalités prescrites pour le changement d'adresse proprement dit.

5.—Toute Administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que l'échange des réclamations, en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise de son Administration centrale ou d'un bureau spécialement désigné.

Dans le cas où l'échange des réclamations s'effectue par l'entremise des Administrations centrales, il doit être tenu compte des demandes expédiées directement par les bureaux d'origine aux bureaux de destination, dans ce sens que les correspondances y relatives sont exclues de la distribution jusqu'à l'arrivée de la réclamation de l'Administration centrale.

Les Administrations qui usent de la faculté prévue par le premier alinéa du présent paragraphe, prennent à leur charge les frais que peut entraîner la transmission, dans leur service intérieur, par voie postale ou télégraphique, des communications à échanger avec le bureau destinataire.

Le recours à la voie télégraphique est obligatoire lorsque l'expéditeur a lui-même fait usage de cette voie et que le bureau destinataire ne peut pas être prévenu en temps utile par la voie postale.

XXX.

Emploi de Timbres-poste présumés Frauduleux.

1.—Sous réserve des dispositions que comporte la législation de chaque pays, même dans les cas où cette réserve n'est pas expressément stipulée dans les dispositions du présent article, la procédure ci-après est suivie pour la constatation de l'emploi, pour l'affranchissement, de timbres-poste frauduleux :

a) Lorsque la présence, sur un envoi quelconque, d'un timbre-poste frauduleux (contrefait ou

4.—A simple correction of address (without change of the name or description of the addressee) may also be requested direct of the office of destination, that is to say, without conforming to the formalities prescribed for a change of address properly so called.

5.—Any Administration may require, by means of a notification addressed to the International Bureau, that the exchange of applications, so far as that Administration is concerned, shall be effected through the intermediary of its Central Administration or of an office specially designated.

In cases where the exchange of applications is effected through the intermediary of the Central Administrations, requests sent directly by the office of origin to the office of destination must be taken into account to the extent that the article concerned shall be withheld from delivery until the arrival of the application from the Central Administration.

The Administrations which avail themselves of the option given by the first paragraph of the present section, take upon themselves the expenses involved by the transmission in their domestic service, by mail or telegraph, of the communications to be exchanged with the delivering office.

The use of the telegraph is compulsory when the sender himself has made use of it, and when the office of destination cannot be advised in due time by mail.

XXX.

Use of postage stamps presumed to be fraudulent.

1.—Subject to the regulations prescribed by the laws of each country, even in the cases where this reservation is not expressly stipulated in the provisions of the present Article, the following mode of procedure is followed for detecting the use of fraudulent postage stamps for the prepayment of postage:

a) When the presence of a fraudulent postage stamp (counterfeit, or one already used) on any

Simple corrections.

Specially designated offices.

—expenses.

Use of telegraph.

Use of fraudulent stamps.

—procedure on detecting use.

ayant déjà servi), est constatée au départ, par un Office dont la législation particulière n'exige pas la saisie immédiate de l'envoi, la figurine n'est altérée d'aucune façon, et l'envoi, inséré dans une enveloppe à l'adresse du bureau destinataire, est acheminé sous recommandation d'office.

b) Cette formalité est notifiée, sans délai, aux Administrations des pays d'origine et de destination, au moyen d'un avis conforme au modèle H annexé au présent Règlement. Un exemplaire de cet avis est, en outre, transmis au bureau de destination dans l'enveloppe qui renferme l'objet revêtu du timbre-poste réputé frauduleux.

Post., p. 1728.

c) Le destinataire est convoqué pour constater la contravention.

La remise de l'envoi n'a lieu que dans le cas où le destinataire ou son fondé de pouvoirs consent à faire connaître le nom et l'adresse de l'expéditeur, et à mettre à la disposition de la poste, après avoir pris connaissance du contenu, l'objet entier s'il est inséparable du corps du délit ou bien la partie de l'objet (enveloppe, bande, portion de lettre, etc.) qui contient la suscription et le timbre signalé comme frauduleux.

d) Le résultat de la convocation est constaté par un procès-verbal conforme au modèle I annexé au présent Règlement et où il est fait mention des incidents survenus, tels que non comparution, refus de recevoir l'envoi, de l'ouvrir ou d'en faire connaître l'expéditeur, etc. Ce document est signé par l'agent des postes et par le destinataire de l'envoi ou son fondé de pouvoirs; si ce dernier refuse de signer, le refus est constaté aux lieux et place de la signature.

Post., p. 1728.

Le procès-verbal est transmis, avec pièces à l'appui et par l'intermédiaire de l'Administration du pays de destination, à l'Administration des postes du pays d'origine, qui, à l'aide de ces documents, fait poursuivre, s'il y a lieu, la repression de l'infraction, d'après sa législation intérieure.

article whatever is detected, at the time the mail is dispatched, by the post office of a country the legislation of which does not require the immediate seizure of the article, the stamp is not altered in any way, and the article, placed in an envelope addressed to the office of destination, is forwarded under official registration.

b) This formality is notified, without delay, to the Administrations of the countries of origin and destination, by means of a notice in conformity with Form H annexed to the present Regulations. A copy of this notice is also transmitted to the delivering post office in the envelope which encloses the article bearing the supposed fraudulent postage stamp.

c) The addressee is summoned for the purpose of verifying the offence.

The delivery of the article takes place only in case the addressee or his representative consents to make known the name and address of the sender, and to place at the disposal of the post office, after having taken cognizance of its contents, the entire article if it is inseparable from the offence itself, or else the part of the article (envelope, wrapper, portion of the letter, etc.) which contains the address and the postage stamp said to be fraudulent.

d) The result of the investigation is incorporated in a deposition in conformity with Form I annexed to the present Regulations, in which are mentioned the incidents which have happened, such as non-appearance, refusal to receive the article, to open it, or to make known the sender, etc. This document is signed by the postal official and by the addressee of the article or his representative; if the latter refuses to sign, the refusal is recorded instead of, and in the place of the signature.

The deposition is transmitted, with the vouchers relating thereto, through the intermediary of the Administration of the country of destination, to the Postal Administration of the country of origin which, with the aid of those documents, proceeds, if necessary, to take notice of the offence, in accordance with its domestic legislation.

XXXI.

Frais de Transit.

1.—La statistique effectuée au mois de mai 1896 pour le décompte des frais de transit sortira ses effets jusqu'à l'expiration de la Convention du 15 juin 1897 et du présent Règlement, sous réserve des dispositions prévues aux paragraphes 2 et 3 suivants.

2.—Dans le cas d'accession à l'Union d'un pays ayant des relations importantes, les pays de l'Union dont la situation pourrait, par suite de cette circonstance, se trouver modifiée sous le rapport du paiement des frais de transit, ont la faculté de réclamer une statistique spéciale se rapportant exclusivement au pays nouvellement entré.

3.—Lorsqu'il se produit une modification importante dans le mouvement des correspondances et pour autant que cette modification affecte une période de six mois, au moins, les Offices intéressés s'entendent pour régler entre eux, au besoin par la voie d'une nouvelle statistique, le partage des frais de transit proportionnellement à la part d'intervention desdits Offices dans le transport des correspondances auxquelles ces frais se rapportent.

4.—Le simple entrepôt, dans un port, de dépêches closes apportées par un paquebot et destinées à être reprises par un autre paquebot, ne donne pas lieu au paiement de frais de transit territorial au profit de l'Office des postes du lieu d'entrepôt.

XXXII.

Décompte des Frais de Transit.

1.—En vue de l'exécution des dispositions des chiffres 1^o et 2^o du § 5 de l'article 4 de la Convention, on procédera comme suit:

a. Chaque Administration de l'Union transmet au Bureau international sur une formule ad hoc que ce dernier lui aura fait parvenir, un relevé des sommes à payer ou à recevoir, sur la base de la statistique de 1896, par chacune des Administrations correspon-

XXXI.

Transit Expenses.

1.—The statistics taken in the month of May, 1896, for the settlement of the transit expenses will apply until the expiration of the Convention of the 15th of June, 1897, and the present Regulations, under the limitation of the stipulations provided in Sections 2 and 3 following.

2.—In case of the accession to the Union of a country having important relations, the countries of the Union whose situation might, owing to this circumstance, be found to be modified as regards the payment of transit expenses, have the liberty to request special statistics relating exclusively to the newly entered country.

3.—When an important modification takes place in the movement of correspondence, and when the modification affects a period of at least six months, the Offices interested come to an agreement to arrange among themselves, if necessary by means of new statistics, the division of the transit expenses in proportion to the part taken by said Offices in the conveyance of the correspondence to which the expenses relate.

4.—The mere storing, at a port, of closed mails brought by one vessel, and intended for dispatch by another, does not give rise to the payment of territorial transit charges to the Post-Office of the place where these mails are stored.

XXXII.

Account of Transit Expenses.

1.—In order to carry out the stipulations of paragraphs 1st and 2nd of Section 5 of Article 4 of the Convention, the following mode of procedure is pursued:

a. Each Administration of the Union transmits to the International Bureau, on a Form prepared for the purpose which the Bureau has furnished it, a statement of the amounts to be paid or to be received, on the basis of the statistics of 1896, for each of the

Transit expenses.

Special statistics relating to newly entered country.

Special agreements for division of expenses.

Territorial transit charges.

Account of transit expenses.

Annex, p. 1632.

—procedure.

dantes, du chef du transit territorial, à l'exclusion des frais de transit extraordinaires prévus au § 4 de l'article 4 de la Convention et sans tenir compte des réductions prévues au § 5, chiffre 1°, du même article 4.

b. En cas de différences entre les indications correspondantes de deux Administrations, le Bureau international les invite à se mettre d'accord et à lui communiquer les sommes définitivement fixées.

c. Dans le cas où l'une des Administrations correspondantes n'a pas fourni d'indication dans le délai déterminé par le Bureau international, les indications de l'autre Administration font foi.

d. Aucune réclamation n'est admise de la part des Administrations qui n'ont pas fourni dans le délai déterminé par le Bureau international les indications prévues ci-dessus.

e. Le Bureau international désigne, sur la base de la statistique de 1896, les pays à exonérer de tout paiement du chef du transit territorial, jusqu'à l'expiration de la Convention de Washington et du présent Règlement, relève le total des sommes que ces pays auraient à payer et en opère la déduction proportionnelle sur le total des créances brutes des autres pays afférentes à ce transit. Il effectue en second lieu la réduction déterminée par le § 5, chiffre 1°, de l'article 4 de la Convention et transmet le résultat définitif à toutes les Administrations, avec indication, pour chacune d'elles, du montant de sa dette ou de son avoir vis-à-vis de chacune des autres Administrations intéressées.

Administrations with which it exchanges mails, on account of territorial transit, to the exclusion of the extraordinary transit expenses provided for in Section 4 of Article 4 of the Convention, without taking account of the reductions provided by Section 5, paragraph 1 of the same Article 4.

b. In case of differences between the indications furnished by two Administrations, the International Bureau invites them to come to an understanding and to communicate to the Bureau the sums as definitely fixed.

c. In case one of the corresponding Administrations has not furnished a statement within the period prescribed by the International Bureau, the statement of the other Administration is admitted.

d. No objection is admitted on the part of the Administrations which have not furnished the statement referred to above within the period prescribed by the International Bureau.

e. The International Bureau designates, on the basis of the statistics of 1896, the countries to be exonerated from the payment of territorial transit charges, until the expiration of the Convention of Washington and of the present Regulations; states the total of the sums which these countries would have to pay and calculates the proportional deduction from these sums on the total of the gross credits of the other countries concerned in this transit. It calculates in the second place the reduction prescribed by Section 5 paragraph 1 of Article 4 of the Convention, and transmits the definite result to all the Administrations, indicating, for each of them, the amount of its debit and credit in regard to each of the other Administrations interested.

Accounts of maritime transit expenses. *Ann.*, pp. 1654, 1642.

2.—Le soin d'établir les comptes des frais de transit maritime, sur la base des articles 4 et 17 de la Convention principale et avec les réductions prévues au chiffre 3° du § 5 du premier de ces articles, incombe à l'Office créditeur, qui les transmet à l'Office débiteur. Celui-ci les renvoie, acceptés ou avec ses observations, dans le plus bref délai possible. Lorsqu'il ne les aura pas renvoyés dans le délai

2.—The duty of preparing the accounts of maritime transit expenses, on the basis of Articles 4 and 17 of the Convention, making the reductions provided for by paragraph 3d of Section 5 of the first mentioned of these Articles, devolves upon the creditor Office, which transmits them to the debtor Office. The latter Office returns them, accepted or with its observations, with as little delay as pos-

de six mois, les décomptes seront faits d'après les comptes établis par l'Office crédeur.

sible. When the accounts have not been returned within a period of six months, settlement is made according to the accounts prepared by the creditor Office.

XXXIII.

XXXIII.

Liquidation des Frais de Transit.

Settlement of Transit Charges.

Settlement of transit charges.

1.—Le solde annuel résultant de la balance des comptes réciproques entre deux Offices est payé par l'Office débiteur à l'Office crédeur, en francs effectifs et au moyen de traites tirées sur une place du pays crédeur au gré de l'Office débiteur. Les frais du paiement, y compris les frais d'escompte, restent, le cas échéant, à la charge de l'Office débiteur.

1.—The annual balance resulting from balancing the reciprocal accounts between two Offices is paid by the debtor Office to the creditor Office, in effective francs, and by means of bills of exchange drawn on a place in the creditor country at the option of the debtor Office. The costs of payment, including the discount charges, if any, are borne by the debtor Office.

Payment of balance in accounts between two offices.

2.—Le paiement des comptes des frais de transit afférents à un exercice doivent être effectués dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, avant l'expiration du premier semestre de l'exercice suivant. En tout cas, si l'Office qui a envoyé le compte n'a reçu dans cet intervalle aucune observation rectificative, ce compte est considéré comme admis de plein droit. Cette disposition s'applique également aux observations non contestées faites par un Office sur les comptes présentés par un autre Office. Passé ce délai de six mois, les sommes dues par un Office à un autre Office sont productives d'intérêts, à raison de 5 pour cent l'an et à dater du jour d'expiration dudit délai.

2.—Payment of the accounts of transit expenses relating to a period of service must be effected with the least possible delay, and, at the latest, before the expiration of the first six months of the following period of service. In any case, if the Office which has transmitted the account has not received during that period a correcting observation, the account is considered as duly accepted. This provision likewise applies to uncontested observations made by one Office relative to the accounts presented by another. When the term of six months has passed, the amounts due from one Office to another Office are subject to interest at the rate of 5 per cent. per annum, dating from the day of expiration of said term.

Accounts to be promptly paid, etc.

3.—Est réservée, toutefois, aux Offices intéressés la faculté de prendre d'un commun accord, d'autres dispositions que celles qui sont formulées dans le présent article.

3.—The Offices interested are, however, at liberty to make, by mutual agreement, other arrangements than those formulated in the present Article.

Special arrangements.

XXXIV.

XXXIV.

Répartition des Frais du Bureau International.

Division of the Expenses of the International Bureau.

Expenses of International Bureau.

1.—Les frais communs du Bureau international ne doivent pas dépasser, par année, la somme de 125,000 francs, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'un Congrès ou d'une Conférence.

1.—The ordinary expenses of the International Bureau must not exceed the sum of 125,000 francs annually, not including the special expenses to which the meeting of a Congress or a Conference may give rise.

—maximum.

2.—L'Administration des postes suisses surveille les dépenses du

2.—The Swiss Postal Administration supervises the expenses of

Advances, etc.

Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui est communiqué à toutes les autres Administrations.

Apportionment.

3.—Pour la répartition des frais, les pays de l'Union sont divisés en sept classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1 ^{re} classe	- -	25 unités.
2 ^e " "	- -	20 " "
3 ^e " "	- -	15 " "
4 ^e " "	- -	10 " "
5 ^e " "	- -	5 " "
6 ^e " "	- -	3 " "
7 ^e " "	- -	1 unité.

Unit of expenses.

4.—Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

Classification of countries.

5.—Les pays de l'Union sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais :

1^{re} classe: Allemagne, Autriche-Hongrie, États-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Inde britannique, colonies britanniques de l'Australasie, ensemble des autres colonies et protectorats britanniques moins le Canada, Italie, Russie, Turquie;

2^e classe: Espagne;

3^e classe: Belgique, Brésil, Canada, Égypte, Japon, Pays Bas, Roumanie, Suède, colonies ou provinces espagnoles d'outre mer, colonies et protectorats français de l'Indo-Chine et ensemble des autres colonies françaises, Indes néerlandaises;

4^e classe: Danemark, Norvège, Portugal, Suisse, colonies portugaises;

5^e classe: Argentine (République), Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chili, Colombie, Grèce, Mexique, Pérou, Serbie, Tunisie;

6^e classe: République Majeure de l'Amérique centrale, Bolivie, Costa-Rica, République Dominicaine, Équateur, Guatemala, Haïti, Luxembourg, Paraguay, Perse, Royaume de Siam, Sud-Africaine [République], Uruguay, Venezuela, protectorats allemands, colonies danoises, colonie de Curaçao (ou Antilles néerlandaises), colonie de Surinam (ou Guyane néerlandaise);

the International Bureau, makes the necessary advances, and prepares the annual account, which is communicated to all the other Administrations.

3.—For the apportionment of the expenses, the countries of the Union are divided into seven classes, each contributing in the proportion of a certain number of units, viz :

1st class	- -	25 units.
2d " "	- -	20 " "
3d " "	- -	15 " "
4th " "	- -	10 " "
5th " "	- -	5 " "
6th " "	- -	3 " "
7th " "	- -	1 unit.

4.—These coefficients are multiplied by the number of countries of each class, and the total of the products thus obtained furnishes the number of units by which the total expense is to be divided. The quotient gives the amount of the unit of expense.

5.—The countries of the Union are classified as follows, in view of the division of the expenses :

1st class: Germany, Austria-Hungary, United States of America, France, Great Britain, British India, British Colonies of Australasia, the whole of the other British Colonies and Protectorates except Canada, Italy, Russia, Turkey;

2d class: Spain;

3d class: Belgium, Brazil, Canada, Egypt, Japan, Netherlands, Roumania, Sweden, Spanish Colonies or Provinces beyond the sea, French Colonies and Protectorates in Indo-China, and the whole of the other French Colonies, Netherlands Indies;

4th class: Denmark, Norway, Portugal, Switzerland, Portuguese Colonies;

5th class: Argentine Republic, Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Chile, Colombia, Greece, Mexico, Peru, Servia, Tunis;

6th class: Greater Republic of Central America, Bolivia, Costa Rica, Dominican Republic, Ecuador, Guatemala, Haiti, Luxemburg, Paraguay, Persia, Kingdom of Siam, South African Republic, Uruguay, Venezuela, German Protectorates, Danish Colonies, Colony of Curaçao (or Netherlands West Indies), Colony of Surinam (or Netherlands Guiana);

7^e classe: État indépendant du Congo, Corée, Hawaï, Libéria, Monténégro.

7th class: Independent State of Congo, Korea, Hawaii, Liberia, Montenegro.

XXXV.

XXXV.

Communications à adresser au Bureau International.

Communications to be addressed to the International Bureau.

Correspondence with International Bureau.

1.—Le Bureau international sert d'intermédiaire aux notifications régulières et générales qui intéressent les relations internationales.

1.—The International Bureau serves as the intermediary for regular and general notifications which concern the international relations.

2.—Les Administrations faisant partie de l'Union doivent se communiquer, notamment, par l'intermédiaire du Bureau international:

2.—The Administrations forming the Union must communicate to each other, specially, through the intermediary of the International Bureau:

1^o l'indication des surtaxes qu'elles perçoivent, par application de l'article 5 de la Convention, en plus de la taxe de l'Union, soit pour port maritime, soit pour frais de transport extraordinaire, ainsi que la nomenclature des pays par rapport auxquels ces surtaxes sont perçues, et, s'il y a lieu, la désignation des voies qui en motivent la perception;

1st, information relative to the surtaxes which they levy, by virtue of Article 5 of the Convention, in addition to the Union rate, whether for maritime conveyance or for expenses of extraordinary conveyance, as well as a list of the countries in relation to which these surtaxes are levied, and, if necessary, the designation of the routes which cause their collection;

Information for Union countries. Ante, p. 1633.

2^o la collection en cinq exemplaires de leurs timbres-poste avec l'indication, le cas échéant, de la date à partir de laquelle les timbres-poste des omissions antérieures cesseraient d'avoir cours;

2nd. Five complete sets of their postage-stamps, with an indication, when the case arises, of the date on which the postage stamps of previous issues will cease to be valid;

3^o l'avis si elles entendent user de la faculté qui est laissée aux Administrations d'appliquer ou de ne pas appliquer certaines dispositions générales de la Convention et du présent Règlement.

3d. Notice whether they intend to use the option allowed to them to apply or not to apply certain general provisions of the Convention and of the present Regulations;

4^o les taxes modérées qu'elles ont adoptées, soit en vertu d'arrangements particuliers conclus par application de l'article 21 de la Convention, soit en exécution de l'article 20 de la Convention, et l'indication des relations dans lesquelles ces taxes modérées sont applicables.

4th. The reduced rates which have been adopted, either in virtue of special arrangements concluded under Article 21 of the Convention, or in execution of Article 20 of the Convention, and a statement of the relations to which these reduced rates apply.

Ante, p. 1644.

3.—Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des quatre points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard de la même manière.

3.—Every modification subsequently adopted in regard to one or other of the four points above-mentioned, must be notified without delay in the same manner.

Modifications to be notified.

4.—Le Bureau international reçoit également de toutes les Administrations de l'Union deux exemplaires de tous les documents qu'elles publient, tant sur le service intérieur que sur le service international.

4.—The International Bureau likewise receives from all the Administrations of the Union two copies of all the documents which they publish, whether relating to the domestic service or to the international service.

Documents.

XXXVI.

Statistics.	<i>Statistique Générale.</i>
—yearly report.	1.—Chaque Administration fait parvenir, à la fin du mois de juillet de chaque année, au Bureau international, une série aussi complète que possible de renseignements statistiques se rapportant à l'année précédente, sous forme de tableaux conformes ou analogues aux modèles ci-annexés K et L.
Post, pp. 1780, 1785.	2.—Les opérations de service qui donnent lieu à enregistrement font l'objet de relevés périodiques, d'après les écritures effectuées.
Periodical statements.	3.—Pour toutes les autres opérations il est procédé à un dénombrement, pendant une semaine au moins pour les échanges quotidiens, et pendant quatre semaines pour les échanges non quotidiens, avec faculté pour chaque Administration de faire un dénombrement séparé pour chaque catégorie de correspondances.
Periodical counts.	4.—Est réservé à chaque Administration le droit de procéder à ce dénombrement aux époques qui se rapprochent le plus de la moyenne de son trafic postal.
Average counts.	5.—Le Bureau international est chargé de faire imprimer et de distribuer les formules de statistique à remplir par chaque Administration. Il est chargé, en outre, de fournir aux Administrations qui en feront la demande toutes les indications nécessaires sur les règles à suivre pour assurer, autant que possible, l'uniformité des opérations de statistique.
Forms, etc.	

XXXVII.

Duties of International Bureau.	<i>Attributions du Bureau International.</i>
Publication of special Journal.	1.—Le Bureau international dresse une statistique générale pour chaque année. 2.—Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal spécial en langues allemande, anglaise et française.
—of digest of information, etc.	3.—Le Bureau international publie, d'après les informations fournies en vertu des prescriptions de l'article XXXV précédent, un recueil officiel de tous les renseignements

XXXVI.

	<i>General Statistics.</i>
	1.—Each Administration transmits to the International Bureau, at the end of the month of July of each year, a series of statistical data as complete as possible, relating to the preceding year, in the form of Tables in conformity with or analogous to Forms K and L annexed hereto.
	2.—The operations of the service which give rise to the keeping of records, form the subject of periodical statements, based upon the entries made.
	3.—As regards all other operations a count is made, during one week at least for daily exchanges, and during four weeks for exchanges other than daily, leaving it optional with each Administration to make a separate count for each class of articles.
	4.—To each Administration is reserved the right to make the count at those periods which come nearest to the average of its postal traffic.
	5.—The International Bureau is charged with the duty of printing and distributing the statistical Forms to be filled out by each Administration. It is likewise obliged to furnish to the Administrations which may make the request, all necessary information relative to the rules to be followed in order to ensure, as far as possible, uniformity in the statistical operations.

XXXVII.

	<i>Duties of the International Bureau.</i>
	1.—The International Bureau prepares general statistics for each year. 2.—It publishes, by the aid of the documents which are put at its disposal, a special journal in the German, English and French languages.
	3.—The International Bureau publishes, from the information furnished in virtue of the stipulations of Article XXXV preceding, an official digest of all the informa-

ments d'intérêt général concernant l'exécution de la Convention et du présent Règlement dans chaque pays de l'Union. Les modifications ultérieures sont publiées par suppléments semestriels. Toutefois, dans les cas d'urgence, lorsqu'une Administration demande expressément la publication immédiate d'un changement qui s'est produit dans son service, le Bureau international en fait l'objet d'une circulaire spéciale.

Des recueils analogues concernant l'exécution des Arrangements spéciaux de l'Union peuvent être publiés par le Bureau international sur la demande des Administrations participant à ces Arrangements.

4.—Tous les documents publiés par le Bureau international sont distribués aux Administrations de l'Union, dans la proportion du nombre d'unités contributives assignées à chacune d'elles par l'article XXXIV précédent.

5.—Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés par ces Administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.

6.—Le Bureau international doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international des postes, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

7.—Le Bureau international instruit les demandes de modification ou d'interprétation des dispositions qui régissent l'Union. Il notifie les résultats de chaque instruction, et toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

8.—Le Bureau international opère la balance et la liquidation des décomptes de toute nature entre les Administrations de l'Union qui déclarent vouloir emprunter l'intermédiaire de ce Bureau dans les conditions déterminées par l'article XXXVIII ci-après.

9.—Le Bureau international prépare les travaux des Congrès ou Conférences. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des

tion of general interest concerning the execution of the Convention and the present Regulations in each country of the Union. Subsequent modifications are published in semi-annual supplements. However, in urgent cases, when an Administration expressly requests the immediate publication of a modification made in its service, the International Bureau makes it the subject of a special circular.

Similar digests concerning the execution of the special Arrangements of the Union may be published by the International Bureau at the request of the Administrations participating in these Arrangements.

4.—All the documents published by the International Bureau are distributed to the Administrations of the Union in the proportion of the number of contributive units assigned to each by Article XXXIV preceding.

5.—Any additional copies and documents which may be applied for by these Administrations are paid for separately, at prime cost.

6.—The International Bureau must, moreover, hold itself always at the disposal of the members of the Union, for the purpose of furnishing them with any special information they may require upon questions relating to the international postal service.

7.—The International Bureau makes known requests for the modification or interpretation of the stipulations which govern the Union. It notifies the results of each application, and no modification or resolution adopted is binding until three months, at least, after its notification.

8.—The International Bureau effects the balance and liquidation of accounts of every kind between the Administrations of the Union which declare their wish to use the intermediary of that Bureau on the conditions mentioned in Article XXXVIII hereafter.

9.—The International Bureau prepares the business to be submitted to Congresses or Conferences. It undertakes the necessary copying and printing, the

Distribution of documents.

—additional copies.

Special information.

Modifications.

Accounts.

Congresses and Conferences.

- amendements, procès-verbaux et autres renseignements.
- Director.** 10.—Le Directeur de ce Bureau assiste aux séances des Congrès ou Conférences et prend part aux discussions sans voix délibérative.
- 10.—The Director of this Bureau attends the sessions of the Congresses or Conferences and takes part in the discussions, but without the power of voting.
- annual report of. 11.—Il fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les Administrations de l'Union.
- 11.—He publishes an annual Report on the work of the Bureau, which is communicated to all the Administrations of the Union.
- Language.** 12.—La langue officielle du Bureau international est la langue française.
- 12.—The official language of the International Bureau is the French language.
- Post-office directory.** 13.—Le Bureau international est chargé de publier un dictionnaire alphabétique de tous les bureaux de poste du monde, avec une mention spéciale pour ceux de ces bureaux chargés de services qui ne sont pas encore généralisés. Ce dictionnaire est tenu au courant au moyen de suppléments ou de toute autre manière que le Bureau international jugera convenable.
- 13.—The International Bureau is charged with the duty of publishing an alphabetical dictionary of all the post offices of the world, with special indication of such of these offices as undertake services which have not yet become general. The dictionary is kept up to date by means of supplements, or in any other manner which the International Bureau shall deem suitable.
- cost. Le dictionnaire mentioné au présent paragraphe est livré au prix de revient aux Administrations qui en font la demande.
- The dictionary mentioned in the present section is furnished at prime cost to the Administrations which may apply for it.

XXXVIII.

XXXVIII.

Central office of accounts. *Office Central de Compatibilité et de Liquidation des Comptes entre les Administrations de l'Union.* *Central Office of Settlement and Liquidation of Accounts between the Administrations of the Union.*

- 1.—Le Bureau international de l'Union postale universelle est chargé d'opérer la balance et la liquidation des décomptes de toute nature relatifs au service international des postes entre les Administrations des pays de l'Union qui ont le franc pour unité monétaire ou qui se sont mis d'accord sur le taux de conversion de leur monnaie en francs et centimes métalliques.
- 1.—The International Bureau of the Universal Postal Union is charged with the duty of effecting the balance and liquidation of accounts of every kind relating to the international postal service between the Administrations of the countries of the Union which have the franc for their monetary unit or which have come to an agreement as regards the rate of conversion of their currency into metallic francs and centimes.
- Les Administrations qui ont l'intention de réclamer, pour ce service de liquidation, le concours du Bureau international, se concertent, à cet effet, entre elles et avec ce Bureau.
- The Administrations which intend to claim the aid of the International Bureau for the service of liquidation, arrange accordingly among themselves and with the Bureau.
- Special accounts.** Malgré son adhésion, chaque Administration conserve le droit d'établir à son choix des décomptes spéciaux pour diverses branches du service et d'en opérer à sa convenance le règlement avec ses cor-
- Notwithstanding its adhesion, each Administration retains the right to prepare, at its option, special accounts for different branches of the service, and to effect the settlement of them, to suit itself with

respondants, sans employer l'intermédiaire du Bureau international, auquel, à teneur de l'alinéa qui précède, elle se borne à indiquer pour quelles branches de service et pour quels pays elle réclame ses offices.

Sur la demande des Administrations intéressées, les décomptes télégraphiques peuvent aussi être indiqués au Bureau international pour entrer dans la compensation des soldes.

Les Administrations qui auront emprunté l'intermédiaire du Bureau international pour la balance et la liquidation des décomptes peuvent cesser d'user de cet intermédiaire trois mois après qu'ils en auront averti ledit Bureau.

2.—Après que les comptes particuliers ont été débattus et arrêtés d'un commun accord, les Administrations débitrices transmettent aux Administrations créditrices, pour chaque nature d'opérations, une reconnaissance, établie en francs et centimes, du montant de la balance des deux comptes particuliers, avec l'indication de l'objet de la créance et de la période à laquelle elle se rapporte.

Toutefois, en ce qui concerne l'échange des mandats, la reconnaissance doit être transmise par l'Office débiteur dès l'établissement de son propre compte particulier et la réception du compte particulier de l'Office correspondant, sans attendre qu'il ait été procédé à la vérification de détail. Les différences ultérieurement constatées sont reprises dans le premier compte à intervenir.

Sauf entente contraire, l'Administration qui désirerait, pour sa comptabilité intérieure, avoir des comptes généraux, aurait à les établir elle-même et à les soumettre à l'acceptation de l'Administration correspondante.

Les Administrations peuvent s'entendre pour pratiquer un autre système dans leurs relations.

3.—Chaque Administration adresse mensuellement, au Bureau international, un tableau indiquant son Avoir du chef des décomptes particuliers, ainsi que le total des sommes dont elle est créditrice en

its correspondents, without using the intermediary of the International Bureau; simply advising the Bureau, in accordance with the tenor of the preceding paragraph, for which branches of the service and for which countries it intends to employ its services.

At the request of the Administrations interested, the telegraph accounts may also be reported to the International Bureau, to be included in the settlement of the balances.

Administrations which shall have used the intermediary of the International Bureau for the balancing and liquidation of accounts, may cease to use that intermediary three months after giving notice to the Bureau to that effect.

2.—After the special accounts have been examined and accepted by common consent, the debtor Administrations transmit to the creditor Administrations, for each class of operations, an acknowledgment, made out in francs and centimes, for the amount of the balance of the two special accounts, indicating the object of the credit and the period to which it relates.

As regards the exchange of money orders, however, the acknowledgment must be transmitted by the debtor office at the time when its own special account is prepared and the account from the corresponding office is received, without waiting until the verification of the details is proceeded with. Any differences which are subsequently ascertained, are taken up in the next account.

Unless there be an understanding to the contrary, the Administration which desires, for its domestic bookkeeping, to have general accounts, has to prepare them itself, and submit them, for acceptance, to the office with which it exchanges mails.

Administrations may come to an understanding among themselves for the adoption of some other system in their relations.

3.—Each Administration transmits monthly, to the International Bureau, a Table showing the total credit due to it on the special accounts, as well as the total of the sums which are due to it from each

Telegraph accounts.

Discontinuance of service of central office.

—notice.

Debt acknowledgment.

—money orders.

General accounts.

Other systems.

Monthly accounts.

vers chacune des Administrations contractantes; chaque créance figurant dans ce tableau doit être justifiée par une reconnaissance de l'Office débiteur.

Ce tableau doit parvenir au Bureau international le 19 de chaque mois au plus tard, sous peine de n'être compris que dans la liquidation du mois suivant.

Compartisons.

4.—Le Bureau international constate, en rapprochant les reconnaissances, si les tableaux sont exacts. Toute rectification nécessaire est notifiée aux Offices intéressés.

Le Doit de chaque Administration envers une autre est reporté dans un tableau récapitulatif; afin d'établir le total dont chaque Administration est débitrice, il suffit d'additionner les diverses colonnes de ce tableau récapitulatif.

General balance sheet.

5.—Le Bureau international réunit les tableaux et les récapitulations en une balance générale indiquant:

- a) le total du Doit et de l'Avoir de chaque Administration;
- b) le solde débiteur ou le solde créditeur de chaque Administration, représentant la différence entre le total du Doit et le total de l'Avoir;
- c) les sommes à payer par une partie des membres de l'Union à une Administration, ou réciproquement les sommes à payer par cette dernière à l'autre partie.

Les totaux des deux catégories de soldes sous a et b doivent nécessairement être égaux.

Payment.

On pourvoira autant que possible à ce que chaque Administration n'ait à effectuer, pour se libérer, qu'un ou deux paiements distincts.

—remittances on account.

Toutefois, l'Administration qui se trouve habituellement à découvert vis-à-vis d'une autre Administration pour une somme supérieure à 50,000 francs, a le droit de réclamer des acomptes.

Ces acomptes sont inscrits, tant par l'Administration créditrice que par l'Administration débitrice, au bas des tableaux à adresser au Bureau international (voir § 3).

Settlements.

6.—Les reconnaissances (voir § 3) transmises au Bureau interna-

of the contracting Administrations; each credit appearing in this Table must be substantiated by an acknowledgment from the debtor office:

This Table should reach the International Bureau, on the 19th of each month, at the latest; otherwise its liquidation is liable to be deferred until the following month.

4.—The International Bureau ascertains, by comparing the acknowledgments, if the Tables are correct. Every correction which is necessary is notified to the Offices interested.

The Debit of each Administration to another is stated in a recapitulation; in order to ascertain the total amount of indebtedness of each Administration it is only necessary to add up the different columns of the recapitulation.

5.—The International Bureau incorporates the Tables and the recapitulations in a general balance-sheet, showing:

- a) the total of the Debit and of the Credit of each Administration;
- b) the balance against or in favor of each Administration, representing the difference between the total of the Debit and the total of the Credit;
- c) the sums to be paid by some of the members of the Union to a single Administration, or reciprocally the sums to be paid by the latter to the former.

The totals of the two categories of balances under a and b must necessarily be the same.

It shall be arranged, as far as possible, that each Administration, in order to liquidate its indebtedness, shall have to make only one or two distinct payments.

Nevertheless, an Administration which habitually finds a sum exceeding 50,000 francs due to it from another Administration, has the right to claim remittances on account.

These remittances on account are entered, both by the creditor Administration and by the debtor Administration, at the foot of the Tables to be transmitted to the International Bureau (see Section 3).

6.—The acknowledgments (see Section 3) transmitted to the Inter-

tional avec les tableaux sont classées par Administration.

Elles servent de base pour l'établissement de la liquidation de chacune des Administrations intéressées. Dans cette liquidation doivent figurer :

a) les sommes afférentes aux décomptes spéciaux portant sur les divers échanges;

b) le total des sommes résultant de tous les décomptes spéciaux par rapport à chacune des Administrations intéressées;

c) les totaux des sommes dues à toutes les Administrations créditrices pour chaque branche du service, ainsi que leur total général.

Ce total doit être égal au total du Doit qui figure dans la récapitulation.

Au bas de la liquidation, la balance est établie entre le total du Doit et le total de l'Avoir résultant des tableaux adressés par les Administrations au Bureau international (voir § 3). Le montant net du Doit ou de l'Avoir doit être égal au solde débiteur ou au solde créditeur porté dans la balance générale. En outre, la liquidation statue sur le mode de liquidation, c'est-à-dire qu'elle indique les Administrations en faveur desquelles le paiement doit être effectué par l'Administration débitrice.

Les liquidations doivent être transmises aux Administrations intéressées par le Bureau international, au plus tard le 22 de chaque mois.

7.—Le paiement des sommes dues, en vertu d'une liquidation, par une Administration à une autre Administration, doit être effectué aussitôt que possible et au plus tard quinze jours après réception de la liquidation par l'Administration débitrice.

Les soldes débiteurs ou créditeurs n'excedant pas 500 francs peuvent être reportés à la liquidation du mois suivant, à la condition toutefois que les Administrations intéressées soient en rapport mensuel avec le Bureau international. Il est fait mention de ce report dans les récapitulations et dans les liquidations pour les Administrations créditrices et débitrices.

national Bureau with the Tables are classified by Administrations.

They serve as the basis for settling the account of each of the Administrations interested. In this settlement should appear :

a) the sums relating to the special accounts regarding the different exchanges;

b) the total of the sums resulting from all the special accounts with respect to each of the Administrations interested;

c) the totals of the sums due to all the creditor Administrations on account of each branch of the service, as well as their general total.

This total should be equal to the total of the Debit which appears in the recapitulation.

At the foot of the liquidation account the balance is shown between the total of the Debit and the total of the Credit resulting from the Tables transmitted by the Administrations to the International Bureau (see Section 3). The net amount of the Debit or of the Credit should be equal to the Debit balance or to the Credit balance carried into the general balance sheet. Moreover, the liquidation account determines the manner of settlement, that is to say, it indicates the Administrations to which payment must be made by the debtor Administration.

The liquidation-accounts must be transmitted to the Administrations interested by the International Bureau, at the latest on the 22nd of each month.

7.—Payment of the sums due, in virtue of a liquidation, to another Administration must be effected as soon as possible, and at the latest, two weeks after the receipt of the liquidation by the debtor Administration.

Payment.

Debit or Credit balances not exceeding 500 francs may be carried forward to the account for the following month, on condition however that the Administrations interested are in monthly communication with the International Bureau. The amounts brought forward are entered in the recapitulations and in the liquidation-accounts for the creditor and debt-

Account of balances.

L'Administration débitrice fait parvenir, le cas échéant, à l'Administration créditrice, une reconnaissance de la somme due, pour être portée au prochain tableau.

or Administrations. The debtor Administration transmits, in that case, to the creditor Administration an acknowledgment of the sum due, to be entered in the next Table.

XXXIX.

XXXIX.

Langue.

Language.

French language to be used.

1.—Les feuilles d'avis, tableaux, relevés et autres formules à l'usage des Administrations de l'Union pour leurs relations réciproques doivent, en règle générale, être rédigés en langue française, à moins que les Administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.

1.—The Letter-Bills, Tables, Statements, and other Forms used by the Administrations of the Union in their reciprocal relations must, as a general rule, be drawn up in the French language, unless the Administrations interested arrange otherwise by direct agreement.

Official correspondence.

2.—En ce qui concerne la correspondance de service, l'état de choses actuel est maintenu, sauf autre arrangement à intervenir ultérieurement et d'un commun accord entre les Administrations intéressées.

2.—As regards official correspondence, the present state of things is maintained, unless another arrangement should subsequently be agreed upon by common consent between the Administrations interested.

XL.

XL.

Jurisdiction of the union.

Ressort de l'Union.

Jurisdiction of the Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle:

The following are considered as belonging to the Universal Postal Union:

Classification of offices.

- 1° les bureaux de poste allemands établis à Apia (îles Samoa), à Shang-Hai, à Tien-Tsin et à Chefoo (Chine), comme relevant de l'Administration des postes d'Allemagne;
- 2° la principauté de Liechtenstein, comme relevant de l'Administration des postes d'Autriche;
- 3° l'Islande et les îles Féroë, comme faisant partie du Danemark;
- 4° les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne, la République du Val d'Andorre, les établissements de poste de l'Espagne sur la côte occidentale du Maroc, comme relevant de l'Administration des postes espagnoles;
- 5° l'Algérie, comme faisant partie de la France; la principauté de Monaco et les bureaux de poste français établis au Maroc, à Shang-Hai et à Tien-Tsin (Chine) et à Zanzibar, comme relevant de l'Administration des postes de France;

- 1st. The German post offices established at Apia (Samoan Islands) and at Shanghai, Tien Tsin and Chefoo (China) as subordinate to the Postal Administration of Germany;
- 2nd. The principality of Liechtenstein, as subordinate to the Postal Administration of Austria;
- 3d. Iceland and the Faroe Islands, as forming part of Denmark;
- 4th. The Spanish possessions on the North Coast of Africa, as forming part of Spain; the Republic of Andorra and the postal establishments of Spain on the West Coast of Morocco, as subordinate to the Postal Administration of Spain;
- 5th. Algeria, as forming part of France; the principality of Monaco, and the French post offices established in Morocco, at Shanghai and at Tien Tsin (China), and at Zanzibar, as subordinate to the Postal Administration of France;

6° les agences postales que l'Administration des postes de Gibraltar entretient à Tanger, Laraïche, Rabat, Casablanca, Saffi, Mazagan et Mogador (Maroc);

7° les bureaux de poste que l'Administration de la colonie anglaise de Hong-Kong entretient à Hoihow (Kiung-Schow), Canton, Swatow, Amoy, Foo-Chow, Ningpo, Shang-Hai et Hankow (Chine);

8° les établissements de poste indiens d'Aden, de Mascate, du golfe Persique et de Guadur, comme relevant de l'Administration des postes de l'Inde britannique;

9° la République de Saint-Marin et le bureau italien de Tripoli de Barbarie, comme relevant de l'Administration des postes d'Italie;

10° les bureaux de poste que l'Administration japonaise a établis à Shaug-Hai, à Tientsin et à Chefoo (Chine), à Fusanpo, à Genzanshin et à Jinsen (Corée);

11° le Grand-Duché de Finlande, comme faisant partie intégrante de l'Empire de Russie;

12° Basutoland, comme relevant de l'Administration des postes de la colonie du Cap de Bonne Espérance;

13° Walfisch-Bay, comme faisant partie de la colonie du Cap de Bonne-Espérance.

2.—Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, les Administrations des pays de l'Union qui ouvrent dans des pays étrangers à l'Union des bureaux de poste qui doivent être considérés comme appartenant à l'Union, en font communication aux Administrations de tous les autres pays de l'Union, par l'intermédiaire du Bureau international.

6th. The postal agencies which the Postal Administration of Gibraltar maintains at Tangier, Laraiche, Rabat, Casablanca, Saffi, Mazagan and Mogador (Morocco);

7th. The post offices which the Administration of the British Colony of Hong-Kong maintains at Hoihow (Kiungchow), Canton, Swatow, Amoy, Foo Chow, Ningpo, Shanghai, and Hankow (China);

8th. The Indian postal establishments of Aden, Muscat, the Persian Gulf, and Guadur, as subordinate to the Postal Administration of British India;

9th. The Republic of San Marino and the Italian post office of Tripoli in Barbary, as subordinate to the Postal Administration of Italy;

10th. The post offices which the Japanese Administration has established at Shanghai, Tien Tsin and Chefoo (China), Fusanpo, Genzanshin, and Jinsen (Corea);

11th. The Grand Duchy of Finland, as forming an integral part of the Empire of Russia;

12th. Basutoland as subordinate to the Postal Administration of the Colony of the Cape of Good Hope;

13th. Walfisch Bay, as forming part of the Colony of the Cape of Good Hope.

2.—In the interval which elapses between the meetings, the Administrations of the countries of the Union which open, in countries foreign to the Union, post offices which are to be considered as belonging to the Union, communicate the fact to the Administrations of all the other countries of the Union, through the intermediary of the International Bureau.

Notice of new post-offices in countries foreign to the Union, etc.

XLI.

Propositions faites dans l'Intervalle des Réunions.

1.—Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute Administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres Administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlement.

XLI.

Propositions made in the Interval between the Meetings.

1.—In the interval which elapses between the meetings, the Postal Administration of each country of the Union has the right to address to the other participating Administrations, through the intermediary of the International Bureau, propositions concerning the stipulations of the present Regulations.

Modifications proposed.

—*procedure.*

2.—Toute proposition est soumise au procédé suivant:

Un délai de six mois est laissé aux Administrations pour examiner les propositions et pour faire parvenir au Bureau international, le cas échéant, leurs observations. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations avec l'invitation de se prononcer pour ou contre. Les Administrations qui n'ont point fait parvenir leur vote dans un délai de six mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau international leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

Votes necessary.

3.—Pour devenir exécutoires, les propositions doivent réunir, savoir:

—*unanimous.*

1^o l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions du présent article et des articles III, IV, VII, XII, XXIX, XXX, XXXI, XXXIII et XLII;

—*two-thirds.*

2^o les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles I, II, V, VI, X, XI, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XXI, XXIII, XXIV, XXV, XXXII, XXXVI, XXXVIII, XXXIX et XL;

—*majority.*

3^o la simple majorité absolue s'il s'agit, soit de la modification des dispositions autres que celles indiquées ci-dessus, soit de l'interprétation des diverses dispositions du Règlement, sauf le cas de litige prévu à l'article 23 de la Convention.

Notification.

4.—Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les Administrations de l'Union.

To take effect.

5.—Toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

XLII.

Durée du Règlement.

Duration of regulations.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention du 15 juin 1897. Il aura la même durée que cette Convention, à moins qu'il

2.—Every proposition is subject to the following procedure:

A period of six months is allowed to the Administrations to examine the propositions and transmit their observations to the International Bureau. Amendments are not admitted. The replies are tabulated by the International Bureau and communicated to the Administrations with an invitation to express their views for or against. The Administrations which have not transmitted their vote within a period of six months, counting from the date of the second circular of the International Bureau notifying them of the observations made, are considered as not voting.

3.—In order to become binding the propositions must obtain—

1st. Unanimity of votes if they relate to the addition of new provisions, or to the modification of the provisions of the present Article and those of Articles III, IV, VII, XII, XXIX, XXX, XXXI, XXXIII and XLII;

2nd. Two-thirds of the votes, if they relate to the modification of the provisions of Articles I, II, V, VI, X, XI, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XXI, XXIII, XXIV, XXV, XXXII, XXXVI, XXXVIII, XXXIX, and XL;

3d. Simply an absolute majority, if they relate to the modification of provisions other than those above-mentioned, or to the interpretation of the various provisions of the Regulations, except in the case of arbitration contemplated in Article 23 of the Convention.

4.—Resolutions adopted in due form are made binding by a simple notification from the International Bureau to all the Administrations of the Union.

5.—No modification or resolution adopted is binding until at least three months after its notification.

XLII.

Duration of the Regulations.

The present Regulations shall be put into execution on the day on which the Convention of the 15th of June 1897, comes into force. They shall have the same duration

ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

as that Convention, unless they be renewed by mutual agreement between the parties interested.

Fait à Washington, le 15 juin 1897.

Done at Washington, the 15th of June 1897.

<i>Pour l'Allemagne et les protectorats allemands</i>	{	FRITSCH. NEUMANN.	} Signatures.
<i>Pour la République Majeure de l'Amérique Centrale</i>	{	N. BOLET PERAZA.	
<i>Pour les États-Unis d'Amérique</i>	{	GEORGE S. BATCHELLER. EDWARD ROSEWATER. JAS. N. TYNER. N. M. BROOKS. A. D. HAZEN.	
<i>Pour la République Argentine</i>	{	M. GARCIA MEROU.	
<i>Pour l'Autriche</i>	{	DR. NEUBAUER. HABBERGER. STIBRAL.	
<i>Pour la Belgique</i>	{	LICHTERVELDE. STERPIN. A. LAMBIN.	
<i>Pour la Bolivie</i>	{	T. ALEJANDRO SANTOS.	
<i>Pour la Bosnie-Herzégovine</i>	{	DR. KAMLER.	
<i>Pour le Brésil</i>	{	A. FONTOURA XAVIER.	
<i>Pour la Bulgarie</i>	{	IV. STOYANOVITCH.	
<i>Pour le Chili</i>	{	R. L. IRARRÁZAVAL.	
<i>Pour l'Empire de Chine</i>	{	
<i>Pour la République de Colombie</i>	{	CLIMACO CALDERON. LICHTERVELDE.	
<i>Pour l'État indépendant du Congo</i>	{	STERPIN. A. LAMBIN.	
<i>Pour le Royaume de Corée</i>	{	CHIN POM YE. For Colonel Ho Sang Min: JOHN W. HOYT. JOHN W. HOYT.	
<i>Pour la République de Costa Rica</i>	{	J. B. CALVO.	
<i>Pour le Danemark et les colonies danoises</i>	{	C. SVENDSEN.	
<i>Pour la République Dominicaine</i>	{	
<i>Pour l'Égypte</i>	{	Y. SABA.	
<i>Pour l'Équateur</i>	{	L. F. CARBO.	
<i>Pour l'Espagne et les colonies espagnoles</i>	{	ADOLFO ROZABAL. CARLOS FLOREZ.	
<i>Pour la France</i>	{	ANSAULT.	
<i>Pour les colonies françaises</i>	{	ED. DALMAS.	
<i>Pour la Grande Bretagne et diverses colonies britanniques</i>	{	S. WALPOLE. H. BUXTON FORMAN. C. A. KING.	
<i>Pour l'Inde britannique</i>	{	H. M. KISCH.	
<i>Pour les colonies britanniques de l'Australasie</i>	{	JOHN GAVAN DUFFY.	
<i>Pour le Canada</i>	{	WM. WHITE.	
<i>Pour les colonies britanniques de l'Afrique du Sud</i>	{	S. R. FRENCH. SPENCER TODD.	
<i>Pour la Grèce</i>	{	ED. HÖHN.	
<i>Pour le Guatemala</i>	{	J. NOVELLA.	
<i>Pour la République d'Haïti</i>	{	J. N. LÉGER.	
<i>Pour la République d'Hawaï</i>	{	
<i>Pour la Hongrie</i>	{	PIERRE DE SZALAY. G. DE HENNYEY. E. CHIARADIA.	
<i>Pour l'Italie</i>	{	G. C. VINCI. E. DELMATI.	

<i>Pour le Japon</i>	{	KENJIRO KOMATSU.
		KWANKICHI YUKAWA.
<i>Pour la République de Libéria</i>		CHAS. HALL ADAMS.
<i>Pour le Luxembourg</i>		For Mr. Havelaar: VAN DER VEEN.
	{	A. M. CHAVEZ.
<i>Pour le Mexique</i>		I. GARFIAS.
		M. ZAPATA-VERA.
		Dr. NEUBAUER.
<i>Pour le Monténégro</i>		HABBERGER.
		STIBRAL.
<i>Pour la Norvège</i>		THB. HEYERDAHL.
<i>Pour l'Etat libre d'Orange</i>		
<i>Pour le Paraguay</i>		JOHN STEWART.
	{	For Mr. Havelaar: VAN DER VEEN.
<i>Pour les Pays-Bas</i>		VAN DER VEEN.
		JOHS. J. PERK.
<i>Pour les colonies néerlandaises</i>		ALBERTO FALCON.
<i>Pour le Pérou</i>		MIEZA ALINAGHI KAHN.
		MUSTECHARUL-VEZAREH.
<i>Pour le Portugal et les colonies portugaises</i>		SANTO-THYRSO.
	{	C. CHIRU.
<i>Pour la Roumanie</i>		R. PEDA.
<i>Pour la Russie</i>		SEVASTIANOF.
		PIERRE DE SZALAY.
<i>Pour la Serbie</i>		G. DE HENNYEY.
<i>Pour le Royaume de Siam</i>		ISAAC TOWNSEND SMITH.
<i>Pour la République Sud-Africaine</i>		ISAAC VAN ALPHEN.
<i>Pour la Suède</i>		F. H. SCHLYTERN.
	{	J. B. PODA.
<i>Pour la Suisse</i>		A. STÄGER.
		C. DELESSEET.
<i>Pour la Régence de Tunis</i>		THIÉBAUT.
	{	MOUSTAPHA.
<i>Pour la Turquie</i>		A. FAHRI.
<i>Pour l'Uruguay</i>		PRUDENCIO DE MURGUIONDO.
<i>Pour les États-Unis de Venezuela</i>		JOSÉ ANDRADE.
		ALEJANDRO YBARRA.

ANNEXES.

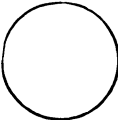
Form A.

A.



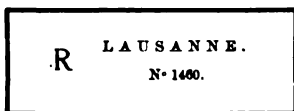
Form B.
Return receipt.

B.

Administration de.....		AVIS DE RÉCEPTION	
{ d'une lettre avec valeur déclarée de..... d'un objet recommandé (.....) (1)..... de.....le.....sous le N°..... (2). et adressé à M.....à.....	Le soussigné déclare {		} à l'adresse susmentionnée
	qu'une lettre avec valeur déclarée qu'un objet recommandé		
Timbre du bureau distributeur.	et provenant de..... livré.....le.....189..	Signature (3).	du chef du bureau distributeur:
	du destinataire:		
(1) Nature de l'objet (lettre, échantillon, imprimé, etc.) (2) Bureau d'origine; date de dépôt à ce bureau; n° d'enregistrement au même bureau. (3) <i>Nota.</i> —Cet avis doit être signé par le destinataire ou, si les règlements du pays de destination le comportent, par le chef du bureau distributeur, puis être mis sous enveloppe et envoyé, sous recommandation, par le premier courrier, au bureau d'origine de l'objet qu'il concerne.			

A.

Form A.



B.

Form B.
Return receipt.

Administration of.....

RETURN-RECEIPT

{ for a letter with declared value of..... } entered at the office
 { for a registered article (.....) (1)..... }
 of..... the..... under No..... (2).

The undersigned declares { that a letter with declared value } to the above-mentioned
Stamp of the { that a registered article }
office of delivery. address, and originating at..... has been duly
 delivered..... on the..... 189...

Signature (3).

of the addressee: *of the chief of the office of delivery:*

(1) Nature of the article (letter, sample, print, etc.).
 (2) Office of origin; date of mailing at that office; No. of entry at said office.
 (3) *Notes.*—This Return-Receipt must be signed by the addressee; or, if the regulations of the country of destination permit it, by the chief of the office of delivery, then placed in an envelope, and transmitted, under registration, by the first mail to the office of origin of the article to which it relates.

1708 UNIVERSAL POSTAL CONVENTION—WASHINGTON. JUNE 15, 1897.

Form C.
Letter bill.

C.
(Recto.)

Administration des Postes
d.....

Correspondance avec l'Office
d.....

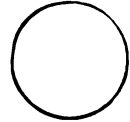
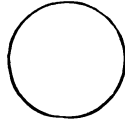
FEUILLE D'AVIS.

Numéro d'ordre de la Dépêche (...envoi) du bureau d'échange d..... Nombre de sacs ou pa-
dépêche pour le bureau d'échange d..... quets composant
expédiée par le paquebot Depart du 189.., à.....h.....m. du..... l'envoi.....
..... Arrivée le 189.., à.....h.....m. du.....

- objets recommandés { inscrits au tableau ci-dessous.
- paquets ou sacs d'objets recommandés. { inscrits sur.....listes distinctes.
- objets recommandés en dehors des paquets.
- envois à remettre par exprès.
- paquets de valeurs déclarées pesant {grammes.
-grammes.

Timbre du bureau
expéditeur.

Timbre du bureau
destinataire.



I. LISTE DES ENVOIS RECOMMANDÉS.

Numéros d'ordre. 1.	Timbres d'origine. 2.	Noms des destinataires. 3.	Lieux de destination. 4.	Observations. 5.
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				

1710 UNIVERSAL POSTAL CONVENTION—WASHINGTON. JUNE 15, 1897.

II. List of closed mails.

(Verso.)

II. LISTE DES DÉPÊCHES CLOSÉS
insérées dans la présente dépêche.

Bureaux d'origine.	Bureaux de destination.	Nombre des dépêches closes.	Observations.
RECOMMANDATIONS D'OFFICE.			

L'employé du bureau d'échange expéditeur: L'employé du bureau d'échange destinataire:

.....

UNIVERSAL POSTAL CONVENTION—WASHINGTON, JUNE 15, 1897. 1711

(Back.)

II. LIST OF CLOSED MAES
inserted in the present mail.

II. List of closed mails.

Offices of origin.	Offices of destination.	Number of closed mails.	Observations.
OFFICIAL REGISTRATIONS.			

Official of dispatching exchange office:

Official of receiving exchange office:

.....

.....

Form D.

D.

Administration des Postes
d.....

Correspondance avec l'Office
d.....

Timbre du bureau expéditeur.

Timbre du bureau destinataire.



Bulletin of verifica-
tion.

BULLETIN DE VÉRIFICATION

pour la rectification et la constatation des erreurs et irrégularités de toute nature reconnues dans la dépêche
du bureau d'échange d pour le bureau d'échange d

..... *expédition du 189..., à h m. du

<p>ERREURS OU IRRÉGULARITÉS DIVERSES.</p> <p>(Manque de la dépêche, manque d'objets recommandés ou de la feuille d'avis, dépêche époliée, lacérée ou en mauvais état, etc.</p>
--

A, le 189...
Les employés du bureau d'échange destinataire,

A le 189...
Vu et accepté:
Le chef du bureau d'échange expéditeur,

.....
.....

.....

D.

Postal administration
of

(Stamp of dispatching office.)



Correspondence with the
Office of

(Stamp of receiving office.)



Form D.

BULLETIN OF VERIFICATION

for the correction and the statement of errors and irregularities of all kinds discovered in the mail from the exchange office of for the exchange office of

Bulletin of verification.

Dispatch of the, 189-, at h. m., m.

<p>ERRORS OR VARIOUS IRREGULARITIES.</p> <p>(Missing mail; missing registered articles, or letter bill; mail robbed, torn, or in bad condition, etc.)</p>
--

At, the, 189-.
Officials of the receiving exchange office.

.....
.....

At, the, 189-.
Seen and accepted:
Chief of the dispatching exchange office:

.....

Form E.

E.

Administration des postes
d.....

(Recto.)

Timbre du bureau expéditeur.

Bureau d.....



Application for lost articles.

RENSEIGNEMENTS À FOURNIR EN CAS DE RÉCLAMATION D'UN OBJET DE CORRESPONDANCE ORDINAIRE NON PARVENU.

I. PAR LE RÉCLAMANT (EXPÉDITEUR OU DESTINATAIRE).

—by claimant.

Demandes.

Réponses.

—particulars to be furnished.

- a. Nature de l'envoi (lettre, carte postale, journal ou autre imprimé, échantillon ou paquet de papiers d'affaires).
- b. Quelle était l'adresse de l'envoi?
- c. Quelle est l'adresse exacte du destinataire?
- d. L'envoi était-il volumineux?
- e. Que renfermait-il? (Signalement aussi exact et complet que possible.)
- f. Date précise ou approximative du dépôt à la poste.
- g. Nom et domicile de l'expéditeur.
- h. En cas de recherches infructueuses, à qui, de l'expéditeur ou du destinataire, doit-on faire parvenir l'envoi réclamé?

—by sender.

II. PAR L'EXPÉDITEUR.

- i. Était-il affranchi et, dans l'affirmative, quelle était la valeur des timbres-poste apposés?
- j. Date et heure du dépôt à la poste.
- k. Le dépôt a-t-il eu lieu au guichet ou à la boîte? Dans ce dernier cas, à quelle boîte?
- l. Le dépôt a-t-il été effectué par l'expéditeur lui-même ou par un tiers? Dans ce dernier cas, par quelle personne?

- m. Renseignements particuliers du bureau d'origine.
- n. Renseignements du 1^{er} bureau intermédiaire.
- o. Renseignements du 2^e bureau intermédiaire.

La présente formule doit être renvoyée à

UNIVERSAL POSTAL CONVENTION—WASHINGTON. JUNE 15, 1897. 1715

E.

Form E.

(Front.)

Administration of Posts
of

Stamp of dispatching office



PARTICULARS TO BE FURNISHED IN CASE OF A CLAIM FOR AN ORDINARY (UN-REGISTERED) ARTICLE OF CORRESPONDENCE WHICH HAS NOT ARRIVED.	
I. BY THE CLAIMANT (SENDER OR ADDRESSEE).	
Questions.	Answers.
<p>a. Nature of the article (letter, post, card, newspaper or other print, sample, or packet of commercial papers).</p> <p>b. How was the article addressed?</p> <p>c. What is the exact address of the addressee?</p> <p>d. Was the article large?</p> <p>e. What did it contain? (Give details as exact and complete as possible.)</p> <p>f. Exact or approximate date of mailing.</p> <p>g. Name and residence of the sender.</p> <p>h. In case of successful inquiry, to whom—the sender or the addressee—should the article be returned?</p>	
II. BY THE SENDER.	
<p>i. Was it prepaid, and, if so, what was the value of the postage stamps affixed?</p> <p>j. Date and hour of mailing.</p> <p>k. Was it mailed at the window or the box? In the latter case, which box?</p> <p>l. Was it mailed by the sender himself, or by some other person? In the latter case, by whom?</p>	
<p>m. Special observations by the office of origin.</p> <p>n. Observations by the 1st intermediary office.</p> <p>o. Observations by the 2d intermediary office.</p>	
This form must be returned to	

Application for lost articles.

—by claimant.

—particulars to be furnished.

—by sender.

E.

(Verso.)

Administration des postes
d.....
Bureau d.....

Timbre du bureau
destinataire.



Application for lost
articles—Continued.
—by addressee.

III. RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR LE DESTINATAIRE EN CAS DE RÉCLAMATION D'UN OBJET DE CORRESPONDANCE ORDINAIRE NON PARVENU.

Demandes.	Réponses.
<p>p. L'envoi est-il parvenu au destinataire?</p> <p>q. Les correspondances sont-elles d'ordinaire retirées au bureau de poste ou distribuées à domicile?</p> <p>r. A qui sont-elles confiées dans le premier cas?</p> <p>s. Dans le second cas, sont-elles remises directement au destinataire ou à une personne attachée à son service; ou bien déposées dans une boîte particulière? Le cas échéant, cette boîte est-elle bien fermée et régulièrement levée?</p> <p>t. La perte des correspondances s'est-elle déjà produite souvent? Dans le cas affirmatif, indiquer d'où provenaient les correspondances perdues.</p> <p>u. Renseignements particuliers du bureau de destination.</p> <p>La présente formule doit être renvoyée à.....</p>	

E.

(Back.)

Administration of Posts
of

Office of

(Stamp of the
office of
destination.)



III. PARTICULARS TO BE FURNISHED BY THE ADDRESSEE IN CASE OF A CLAIM FOR AN ORDINARY
(UNREGISTERED) ARTICLE OF CORRESPONDENCE WHICH HAS NOT ARRIVED.

Application for lost
articles—Continued.
—by addressee.

Questions.	Answers.
<p>p. Did the article come into the hands of the addressee?</p> <p>q. Is the correspondence usually taken at the post-office, or delivered at the house?</p> <p>r. In the first case, to whom is it intrusted?</p> <p>s. In the second, is it delivered directly to the addressee or to a person in his service; or is it deposited in a special box? If so, is the box well fastened and regularly opened?</p> <p>t. Has correspondence often been lost? And if so, mention whence the lost correspondence has come.</p> <p>u. Special observations by the office of destination.</p>	
<p>This form must be returned to.....</p>	

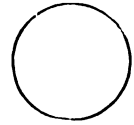
Form F.

F.

Administration de
Bureau de.....

(Recto.)

Timbre du bureau
d'origine.



Inquiry for regis-
tered article.

RECLAMATION.

A remplir dans le service d'origine. {
d'un objet recommandé (.....) (a)
ou d'un envoi de valeur déclarée de..... (.....) (b)
contenant (.....) (c)
déposé par M..... le.....
sous le No..... au bureau de..... à l'adresse
suivante:
.....
.....

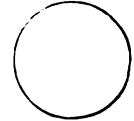
..... (d)
et faisant l'objet d'une demande d'avis de réception (e)

L'envoi désigné ci-dessus a été expédié dans la dépêche du bureau d'échange de.....
du....., 18.. (.....° envoi) pour le bureau d'échange de.....

Il a été inscrit sous le No..... du tableau I de la feuille d'avis,
de la feuille d'envoi No.....

Le soussigné déclare que l'envoi susmentionné a été dûment livré à l'ayant droit le.....

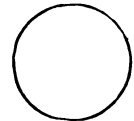
Timbre du bureau
distributeur.



Le chef du bureau distributeur,
.....

A remplir dans le service de destination. {
en cas de distribution. {
Le soussigné déclare que l'envoi susmentionné
est encore en instance au bureau de.....
a été renvoyé au bureau d'origine le.....
a été réexpédié le.....
n'est pas parvenu au bureau de destination.

Timbre du bureau
de destination.



Le chef du bureau de destination,
.....

- (a) Lettre, échantillon, imprimé, etc.
- (b) Lettre ou boîte.
- (c) Description du contenu autant que possible.
- (d) Cadre à remplir par l'expéditeur ou, à défaut, par le bureau d'origine.
- (e) Biffer, le cas échéant.

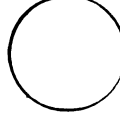
F.

Form F—Continued.

Administration of.....
Office of.....

[Front.]

Stamp of the office
of origin.



INQUIRY

Inquiry for regis-
tered article.

To be filled out in the country of origin.

for a registered article (.....) (a)
for an article of declared value of..... (.....) (b)
containing (.....) (c)
mailed by M..... the
under No., at the office of, bearing the
following address:
.....
..... (d)
for which a Return-receipt has been requested (e)

The above-described article was comprised in the mail dispatched from the exchange office
of the 18 .. (..... dispatch),
for the exchange office of

It was entered under No. in Table I of the Letter Bill.
on detached sheet No.

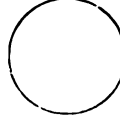
To be filled out in the country of destination.

The undersigned declares that the above-mentioned article was duly delivered to the
proper person on the.....

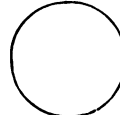
Chief of the Office of Delivery
.....

The undersigned declares that the above-mentioned article
is still held at the office of
was returned to the office of origin on the
was reforwarded on the to
has not reached the office of destination.

Stamp of office
of delivery.



Stamp of the office
of destination.



(a) Letter, samples, print, etc.
(b) Letter or box.
(c) Description of the contents, as far as possible.
(d) To be filled out by the sender, or, if that be impossible, by the office of origin.
(e) Cross out if necessary.

Form F—Continued.

F.

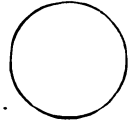
(Verso.)

L'envoi désigné d'autre part a été inséré dans la dépêche du bureau d'échange de
..... du 18.. (.....* envoi) pour le bureau
d'échange de

Il a été inscrit sous le No... du tableau I de la feuille d'avis.
de la feuille d'envoi.

Timbre à date.

Signature :

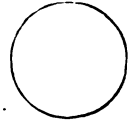


L'envoi désigné d'autre part a été inséré dans la dépêche du bureau d'échange de
..... du 18.. (.....* envoi) pour le bureau
d'échange de

Il a été inscrit sous le No... du tableau I de la feuille d'avis.
de la feuille d'envoi.

Timbre à date.

Signature :

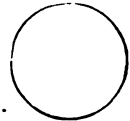


L'envoi désigné d'autre part a été inséré dans la dépêche du bureau d'échange de
..... du 18.. (.....* envoi) pour le bureau
d'échange de

Il a été inscrit sous le No... du tableau I de la feuille d'avis.
de la feuille d'envoi.

Timbre à date.

Signature :



A remplir dans les services intermédiaires.

RÉPONSE DÉFINITIVE

de l'Office de destination ou, le cas échéant, de l'Office intermédiaire qui ne peut établir la transmission
régulière de l'envoi réclamé à l'Office susvant

UNIVERSAL POSTAL CONVENTION—WASHINGTON. JUNE 15, 1897. 1721

F.

Form F—Continued.

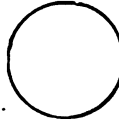
[Back.]

To be filled out in the intermediary services.

The article described on the other side was inserted in the mail from the exchange office of of 18.. [..... dispatch], for the exchange office of

It was entered under No. in Table I of the Letter Bill.
on detached sheet No.

Date stamp:



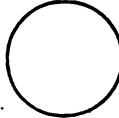
Signature:

.....

The article described on the other side was inserted in the mail from the exchange office of of 18.. [..... dispatch], for the exchange office of

It was entered under No. in Table I of the Letter Bill.
on detached sheet No.

Date stamp:



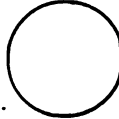
Signature:

.....

The article described on the other side was inserted in the mail from the exchange office of of 18.. [..... dispatch], for the exchange office of

It was entered under No. in Table I of the Letter Bill.
on detached sheet No.

Date stamp:



Signature:

.....

DEFINITE REPLY

of the office of destination or, if necessary, of the intermediary office which can not prove the regular transmission of the article inquired for, to the next office.

Form F—Continued.

F.

(Verso.)

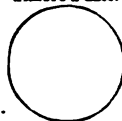
A remplir dans les services intermédiaires.

L'envoi désigné d'autre part a été inscrit dans la dépêche du bureau d'échange de
..... du 18.. (.....° envoi) pour le bureau
d'échange de

Il a été inscrit sous le No. du tableau I de la feuille d'avis.
de la feuille d'envoi.

Timbre à date.

Signature :

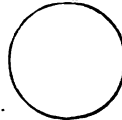


L'envoi désigné d'autre part a été inscrit dans la dépêche du bureau d'échange de
..... du 18.. (.....° envoi) pour le bureau
d'échange de

Il a été inscrit sous le No. du tableau I de la feuille d'avis.
de la feuille d'envoi.

Timbre à date.

Signature :

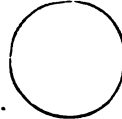


L'envoi désigné d'autre part a été inscrit dans la dépêche du bureau d'échange de
..... du 18.. (.....° envoi) pour le bureau
d'échange de

Il a été inscrit sous le No. du tableau I de la feuille d'avis.
de la feuille d'envoi.

Timbre à date.

Signature :



RÉPONSE DÉFINITIVE

de l'Office de destination ou, le cas échéant, de l'Office intermédiaire qui ne peut établir la transmission
régulière de l'envoi réclamé à l'Office suivant

F.

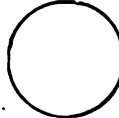
Form F—Continued.

[Back.]

The article described on the other side was inserted in the mail from the exchange office of of 18.. [..... dispatch], for the exchange office of

It was entered under No. in Table I of the Letter Bill.
on detached sheet No.

Date stamp:



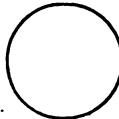
Signature:

.....

The article described on the other side was inserted in the mail from the exchange office of of 18.. [..... dispatch], for the exchange office of

It was entered under No. in Table I of the Letter Bill.
on detached sheet No.

Date stamp:



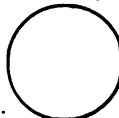
Signature:

.....

The article described on the other side was inserted in the mail from the exchange office of of 18.. [..... dispatch], for the exchange office of

It was entered under No. in Table I of the Letter Bill.
on detached sheet No.

Date stamp:



Signature:

.....

To be filled out in the intermediary services.

DEFINITE REPLY

of the office of destination or, if necessary, of the intermediary office which can not prove the regular transmission of the article inquired for, to the next office.

Form G.

G.

(Recto.)

Administration des Postes de

DEMANDE DE RETRAIT OU DE RECTIFICATION D'ADRESSE.*

Request for withdrawal or correction of address.

RÉCLAMATION PAR VOIE POSTALE.

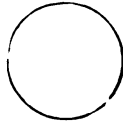
(Note à transmettre sous pli recommandé et aux frais du réclamant.)

I. DEMANDE DE RETRAIT.

Prière de renvoyer au bureau de (d'origine) pour être remis à l'expéditeur l (nature de l'objet) adressé à votre bureau le 189... et dont la suscription est conforme au fac-similé ci-joint.

A le 189..

Timbre du bureau:



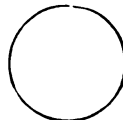
Le des postes,

II. DEMANDE DE RECTIFICATION D'ADRESSE.

Prière de substituer (telle indication) à (telle autre indication) sur la suscription de l (nature de l'objet) adressé à votre bureau le 189.. du bureau de et dont la suscription est conforme au fac-similé ci-joint.

A le 189..

Timbre du bureau:



Le des postes,

* Biffer le recto ou le verso, suivant le cas.

G.

Form G.

(Front.)

Postal Administration of.....

REQUEST FOR WITHDRAWAL OR FOR CORRECTION OF ADDRESS.*

Request for withdrawal or correction of address.

REQUEST BY POST.

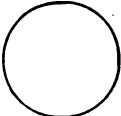
(To be transmitted under registration, and at the expense of the person making the request.)

I. REQUEST FOR WITHDRAWAL.

Please return to the office of *(of origin)*,
to be delivered to the sender, the *(nature of article)*,
addressed to your office on the 189... the address of which is like the fac-simile
herewith.

At....., the 189..

Stamp of office.



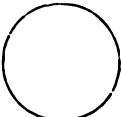
The..... of Posts,
.....

II. REQUEST FOR CORRECTION OF ADDRESS.

Please substitute..... *(give substitution)*
for..... *(give original version)*, on the address
of the..... *(nature of article)*, addressed to your
office on the 189.., by the office of, the address of
which is like the fac-simile herewith.

At....., the 189..

Stamp of office.



The..... of Posts .
.....

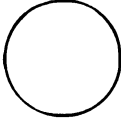
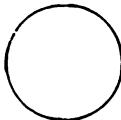
* Cross out either I or II, as the case may be.

Form G—Continued.

G.

(Verso.)

Telegraphic re-
quests.

RÉCLAMATION PAR VOIE TÉLÉGRAPHIQUE. <i>(Télégramme aux frais du réclamant.)</i>	
I. DEMANDE DE RETRAIT.	
Renvoyer à origine.....	<i>(tel objet) adressé</i>
..... <i>(ce jour ou le</i>) à M.....	<i>(Adresse exacte du destinataire)</i>
Griffe:	<i>(Situation et description)</i>
Cachet:	<i>(Description)</i>
Suscription:	<i>(Format et couleur de l'envoi)</i>
Particularités:	<i>(Annotations et signes de toute nature.)</i>
Timbre du bureau:	
	(Signature) <i>Receveur des postes.</i>
II. DEMANDE DE RECTIFICATION D'ADRESSE.*	
Substituer	<i>(telle indication) à</i>
..... <i>(telle autre indication)</i> sur l'adresse de l.....	<i>(nature de l'objet)</i>
expédié.....	<i>(ce jour ou le.....)</i> à votre bureau pour
M.....	<i>(Adresse exacte du destinataire)</i>
Griffe:	<i>(Situation et description)</i>
Cachet:	<i>(Description)</i>
Suscription:	<i>(Format et couleur de l'envoi)</i>
Particularités:	<i>(Annotations et signes de toute nature.)</i>
Timbre du bureau:	
	(Signature) <i>Receveur des postes.</i>

* NB. Il ne peut être satisfait à cette demande qu'après réception du fac-similé par la poste.

G.

Form G—Continued.

(Back.)

Telegraphic requests.

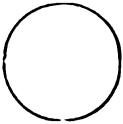
REQUEST BY TELEGRAPH.

(Telegram at the expense of the person making the request.)

I. REQUEST FOR WITHDRAWAL.

Return to origin.....(such and such an article) addressed.....
.....(this day or on the.....) to M.....(exact address of addressee).
Stamped fac-simile of signature:.....(place and description).
Seal:.....(description).
Envelope:.....(form and color of article).
Special marks:.....(notes and signs of every kind).

Stamp of the office.



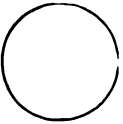
(Signature)

Postmaster.

II. REQUEST FOR CORRECTION OF ADDRESS.*

Substitute.....(give substitution) for.....
.....(give original version) on the address of the.....(nature of article)
forwarded.....(this day or on the.....) to your office for
M.....(exact address of addressee).
Stamped fac-simile of signature:.....(place and description).
Seal:.....(description).
Envelope:.....(form and color of article).
Special marks:.....(notes and signs of every kind).

Stamp of the office.



(Signature)

Postmaster.

* This request can not be complied with until the fac-simile has been received by mail.

1726 UNIVERSAL POSTAL CONVENTION—WASHINGTON. JUNE 15, 1897.

Form H.

H.

Administration des postes d

Bureau d

Département ou province d

Notice of supposed
fraudulent stamps.

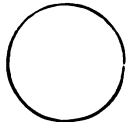
AVIS DE L'ENVOI,

sous recommandation d'office, de l'objet de correspondance décrit ci-après paraissant revêtu d'un timbre-poste frauduleux.

Nature de l'objet.	Bureau d'origine et date d'expédition.	Copie textuelle de l'adresse.	Indication du timbre-poste présumé frauduleux (valeur).	Observations.
1	2	3	4	5

Timbre du bureau expéditeur.

..... des Postes.



UNIVERSAL POSTAL CONVENTION—WASHINGTON. JUNE 15, 1897. 1727

H.

Form H.

Administration of Posts
of.....

Office of.....
Department or Province of.....

NOTICE OF DISPATCH,

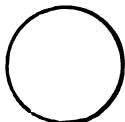
Notice of supposed
fraudulent stamps.

under official registration, of the articles of correspondence described below, appearing to bear a fraudulent postage stamp.

Nature of the article.	Office of origin and date of dispatch.	Literal copy of the address.	Indication of the postage stamp presumed to be fraudulent (value).	Observations.
1	2	3	4	5

Stamp of the dispatching office.

..... of Posts.

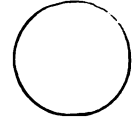


Form I.

I.

Administration des Postes d.....

Timbre à date du bureau de destination.



Report on supposed fraudulent stamps.

PROCÈS-VERBAL

dressé à..... par application de l'article 18 de la Convention de l'Union postale universelle et de l'article XXX du Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de cette Convention.

EMPLOI D'UN TIMBRE-POSTE FRAUDEUX.

L'an mil huit cent quatre vingt..... le..... Nous soussigné..... des Postes à..... agissant en vertu de l'article 18 de la Convention de l'Union postale universelle et de l'article XXX du Règlement de détail et d'ordre pour l'exécution de cette Convention, et assistant à la vérification d'..... expédié le..... de..... à l'adresse de Mr..... à....., pesant..... et affranchi à raison de....., avons constaté que cet envoi était revêtu d'un timbre-poste présumé frauduleux, ce qui constitue la contravention prévue par l'article 18 de la Convention précitée.

Le destinataire nous a déclaré? { qu'il refusait de faire connaître l'expéditeur que l'expéditeur lui est inconnu que l'expéditeur est M^r.....

..... En conséquence, nous lui avons remis..... nous avons saisi..... à l'effet de les transmettre à l'Administration des Postes d.....

De quoi, nous avons dressé le présent procès-verbal en simple expédition pour qu'il y soit donné suite conformément à l'article 18 de la Convention et à l'article XXX du Règlement susmentionnés.

Signature du destinataire ou du fondé de pouvoirs.

Signature d..... des postes.

¹ Nature de l'envoi (lettre, échantillon, imprimé, papiers d'affaires, etc.).

² Biffer, suivant le cas, l'une ou l'autre de ces indications.

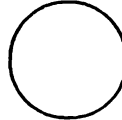
³ Nom et adresse du contrevenant (s'il habite une grande ville, indiquer la rue et le numéro de la maison).

I.

Form I.

Administration of
Posts of.....

Date stamp of the office
of destination.



REPORT OF PROCEEDINGS

Report on supposed
fraudulent stamps.

taken at.....in application of Article 18 of the Convention of the Universal Postal Union and
Article XXX of the Regulations of detail and order for the execution of said Convention.

USE OF A FRAUDULENT POSTAGE-STAMP.

In the year one thousand eight hundred and..... on the.....
we, the undersigned.....of Posts at.....acting in
virtue of Article 18 of the Convention of the Universal Postal Union, and of Article XXX of the
Regulations of detail and order for the execution of said Convention, and assisting in the verifica-
tion of.....¹mailed on the.....of.....
addressed to M.....at....., weighing.....
and prepaid at the rate of....., have found that this article had attached to it a postage
stamp presumed to be fraudulent, which constitutes the offence mentioned in Article 18 of the Con-
vention referred to above.

The addressee has declared before us ² { that he refuses to make known the sender
that the sender is unknown to him
that the sender is M.³

..... In consequence
we have delivered to him
we have seized.....
for the purpose of transmitting them to the Administration of Posts of.....

We have prepared the present Report of these Proceedings, in single copy, in order that further pro-
ceedings may be instituted in conformity with Article 18 of the Convention and Article XXX of the
Regulations mentioned above.

Signature of the addressee or
of his representative.

Signature of the of Posts.

¹ Nature of the article (letter, sample, print, commercial papers etc.).
² Cross out, as the case may require, one or the other of these indications.
³ Name and address of the offender (if he resides in a large city, give street and number of house).

Form K.

K.

TABEAU

Annual statistics.

statistique du service postal en année 18..

Année	I.		II. ORGANISATION DES POSTES										
	Superficie en kilomètres carrés	Nombre des habitants (d'après le recensement de)	NOMBRE DES BUREAUX DE POSTE							Total des bureaux de poste	Nombre des administrations des postes régionales	Nombre des boîtes aux lettres à l'usage du public.	
			A l'intérieur				Bureaux ambulants, comptés d'après le nombre des convols de chaque route accompagnés de bureaux de poste	à l'étranger	établies aux bureaux de postes, dans les villes et localités pourvues d'un bureau de poste			établies dans les communes rurales	
			Bureaux chargés de la réception et de la distribution des envois de poste de toute nature	Bureaux dont les attributions de réception et de distribution d'envois de poste sont restreintes	Autres bureaux établis pour l'expédition de mailles	11							12
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12		
II. ORGANISATION DES POSTES													
Année	RELAIN DE LA POSTE AUX CHEVAUX			CHEVAUX DE TRAIT, ETC.				VOITURES ET TRAINEAUX					
	de l'Etat	privés	Total	de l'Etat	privés		Total	de l'Etat	privés		Total		
					Services gratuits	Services subventionnés			Services gratuits	Services subventionnés			
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre		
29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39			
III. SERVICE POSTAL													
Année		ENVOIS SOUMIS A LA TAXE											
		Lettres			Cartes postales			Echantillons de marchandises					
		affranchies	non-affranchies	simples	avec réponse payée	Imprimés	Papiers d'affaires						
								Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
48	49	50	51	52	53	54	55						
	Service intérieur												
	Service international, a) Réception												
	b) Expédition												
	c) Transit												

K.

Form K—Continued

TABLEAU

statistique du service postal année 18..

II. ORGANISATION DES POSTES																
Nombre des boîtes aux lettres à l'usage du public				PERSONNEL.												
mobiles, adaptées aux voitures circulant sur des routes, etc.				Nombre des fonctionnaires et des employés				Nombre des facteurs et autres agents subalternes				Nombre des maîtres de poste (à l'exclusion de ceux qui sont en même temps préposés de bureaux)		Nombre des entrepreneurs du transport des malles		Total du personnel
pavées, macadamisées et ordinaires	fer-rées	maritimes, fluviales et des lacs	Total des boîtes aux lettres	Service de l'Administration centrale	Service des administrations régionales	Service des bureaux de poste	Total	Service de l'Administration centrale	Service des administrations régionales	Service des bureaux de poste	Total	25	26	27	28	
																13

II. ORGANISATION DES POSTES

ÉTENDUE DES ROUTES POSTALES EXPLOITÉES À L'INTÉRIEUR				NOMBRE DES KILOMÈTRES PARCOURUS ANNUELLEMENT À L'INTÉRIEUR			
sur voies ferrées	sur voies pavées, macadamisées et ordinaires	sur voies maritimes, fluviales et des lacs	Total	sur les voies ferrées	sur les voies pavées, macadamisées et ordinaires	sur les voies maritimes, fluviales et des lacs	Total
Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres	Kilomètres
40	41	43	43	44	45	46	47

III. SERVICE POSTAL

Envois admis à la franchise de port		Total des envois inscrits aux colonnes 48—57	Envois recommandés trouvés parmi les correspondances inscrites aux colonnes 48—57	Dans le nombre des correspondances inscrites à la colonne 56 étaient à remettre par exprès	Dans le nombre des correspondances inscrites à la colonne 56 donnaient lieu à avis de réception	Colis ordinaires	Lettres avec déclaration de valeur	
Lettres	Autres objets						Nombre	Valeur
Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Francs	
56	57	58	59	60	61	62	64	

Form K - Continued.

K.

TABLEAU

statistique du service postal en année 18..

III. SERVICE POSTAL						
Année		COLIS AVEC DÉCLARATION DE VALEUR		REMBOURSEMENTS		
		Nombre	Valeur	Objets de correspondances	Colis	Montant total des remboursements
				Nombre	Nombre	France
	65	66	67	68	69	70
	Service Intérieur					
	Service International,					
	a) Réception					
	b) Expédition					
	c) Transit					

III. SERVICE POSTAL.					
Année		Dans le nombre des envois inscrits à la colonne 75 étaient		Journaux et autres ouvrages périodiques servis par abonnement	
		accompagnés d'avis de paiement	à remettre par exprès	Nombre des exemplaires	Nombre des numéros
		Nombre	Nombre		
	81	82	83	84	85
	Service Intérieur				
	Service International,				
	a) Réception				
	b) Expédition				
	c) Transit				

IV. CORRESPONDANCES-REBUTS.														
SERVICE INTÉRIEUR					SERVICE INTERNATIONAL									
Correspondances en rebut qui ont pu être remises en distribution ou renvoyées aux expéditeurs					Correspondances restées en souffrance					Correspondances de l'intérieur pour l'étranger qui sont ren- trées au bureau des rebuts				
Lettres ordinaires et lettres recom- mandées	Cartes postales postales avec ré- pousse payée	Imprimés	Papiers d'affaires	Echantillons	Lettres ordinaires et lettres recom- mandées	Cartes postales simples et cartes postales avec ré- pousse payée	Imprimés	Papiers d'affaires	Echantillons	Lettres ordinaires et lettres recom- mandées	Cartes postales simples et cartes postales avec ré- pousse payée	Imprimés	Papiers d'affaires	Echantillons
96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110

Form K—Continued.

K.

TABEAU

statistique du service postal en année 18..

V. RÉSULTAT FINANCIER.

RECETTES		POUR L'EXERCICE 18..	
		Francs	Cts
1. Produit de la vente des timbres-poste et des formules d'affranchissement.....			
2. Recettes effectuées en numéraire.....			
3. Taxes perçues pour le transport des voyageurs et pour surpoids de bagages.....			
4. Bonifications reçues des Administrations étrangères.....			
5. Autres recettes diverses.....			
Total des recettes.....			
DÉPENSES.		POUR L'EXERCICE 18..	
		Francs	Cts
1. Traitements et émoluments:			
a) des fonctionnaires et employés.....			
b) des facteurs et autres agents subalternes.....			
2. Achat et entretien des bâtiments et du matériel des postes, frais de location, de chauffage et d'éclairage, fournitures de bureau et autres menus frais.....			
3. Frais de transport par les voies ferrées, pavées, macadamisées, maritimes et fluviales (y compris les frais de construction et d'entretien des voitures de poste).....			
4. Indemnités pour pertes ou avaries d'envois de poste.....			
5. Subventions aux entrepreneurs de relais de poste.....			
6. Subventions aux compagnies de navigation.....			
7. Bonifications payées aux Administrations étrangères.....			
8. Autres dépenses diverses.....			
Total des dépenses.....			

Administration des Postes d.....

L.

Form L.

TARLEAU

Annual statistics
by countries.

statistique du service international (expédition) pour l'année 19..

Pays	ENVOIS SOUMIS A LA TAXE							
	Lettres		Cartes postales		Impri- més	Papiers d'af- faires	Echan- tillons de mar- chandises	Envois admis à la fran- chise de port
	affran- chées	non affran- chées	simples	avec réponse payée				
1	2	3	4	5	6	7	8	9
EUROPE.								
Allemagne.....								
Autriche-Hongrie.....								
Belgique.....								
.....								
AMÉRIQUE.								
Républ. Argentine.....								
Bésil.....								
Canada.....								
Chili.....								
.....								
AFRIQUE								
Égypte.....								
Liberia.....								
.....								
ASIE.								
Inde britannique.....								
Japon.....								
.....								
Totaux.....								

Form L—Continued.

L.

TABLEAU

statistique du service international (expédition) pour l'année 18..

Totaux des envois inscrits aux colonnes 2-9	Envois recommandés trouvés parmi les correspondances inscrites aux colonnes 2-9	Dans le nombre des correspondances inscrites à la colonne 10 étaient à remettre par expresse	Dans le nombre des correspondances inscrites à la colonne 11 donnaient lieu à avis de réception	Colis ordinaires	Lettres avec déclaration de valeur		Colis avec déclaration de valeur	
					Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
					Nombre	Francs	Nombre	Francs
10	11	12	13	14	15	16	17	18

, L.
TABLEAU

Form L—Continued.

statistique du service international (expédition) pour l'année 18...

Pays.	REBOURSEMENTS.				
	Objets de correspondance.	Colis	Montant total des remboursements	Remboursements refusés.	
				Nombre	Montant
	Nombre	Nombre	Francs	Nombre	Francs
EUROPE.	19	20	21	22	23
Allemagne					
Autriche-Hongrie					
Belgique					
.....					
.....					
AMÉRIQUE.					
République Argentine					
Brazil					
Canada					
Chili					
.....					
.....					
AFRIQUE.					
Égypte					
Libéria					
.....					
.....					
ASIE.					
Inde britannique					
Japon					
.....					
.....					
Totaux					

